

LES UNIVERSITÉS LIBANAISES DANS LA CRISE

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET CONFLITS SOCIAUX



عِلْم، حُرِّيَّة، عَدَالَةٌ اجْتِمَاعِيَّة

تحتل طلاب الجامعة اللبنانية

Sous la direction de
Hala Awada et Lama Kabbanji



Les universités libanaises dans la crise

Enseignement supérieur et conflits sociaux

Ouvrage publié dans le cadre d'une recherche collaborative entre l'Université libanaise et l'Institut de recherche pour le développement, IRD, JEA LIBEDUC.

Cet ouvrage a été soutenu financièrement par l'Institut de recherche pour le développement (IRD), le Centre Population et Développement (CEPED) et l'Agence universitaire de la francophonie (AUF). Il a par ailleurs bénéficié d'une aide du gouvernement français au titre du Programme Investissements d'Avenir, Initiative d'Excellence d'Aix-Marseille Université - A*MIDEX (référence AMX-19-IET-011)



LES UNIVERSITÉS
LIBANAISES DANS LA CRISE
Enseignement supérieur et conflits sociaux

Sous la direction de Hala Awada et Lama Kabbanji
avec les contributions de Elsa El Hachem, Kevin Mary,
Mariam Al Hasbani, Faten El Hajj, Wafaa Noun, Samir
Skayni et Ghadi Saleh

DAR-ALFARABI

Titre: Les universités libanaises dans la crise
Enseignement supérieur et conflits sociaux

Sous la direction de Hala Awada et Lama Kabbanji

Édition: Dar-Alfarabi
Beyrouth - Liban
Tel: (01)301461
Fax: (01)307775
B.P. 11/3181-1107 2130
Email: info@dar-alfarabi.com
www.dar-alfarabi.com

La photo de couverture est une affiche réalisée par le Rassemblement
des étudiants de l'université libanaise

Prèmiere Edition: Août 2024

ISBN:978-614-485-277-4

©Tous droits réservés

L'exemplaire est vendu électroniquement via
le site Internet de la maison

Les avis exprimés dans ce livre sont ceux des auteurs et ne reflètent pas
nécessairement les points de vue de l'éditeur

Table des matières

Les auteur.e.s	9
Introduction : Mystification néolibérale et enseignement supérieur au Liban, (Hala Awada et Lama Kabbanji)	13
première partie: L'enseignement supérieur dans la crise.....	59
Chapitre 1 : Crise multidimensionnelle et universités au Liban. Le cas des universités de prestige et de l'université publique, (Elsa El Hachem Kirby).....	61
Chapitre 2 : Développement et résilience de l'enseigne- ment supérieur privé au Liban pendant la crise. Le cas de l'Université internationale libanaise (LIU), (Hala Awada et Kevin Mary)	111
Chapitre 3: La mobilité internationale des étudiants libanais dans un contexte de crise complexe, (Mariam Al Hasbani).....	145
Chapitre 4 : De l'université à la rue : l'essor des luttes étudiantes à l'Université libanaise, (Lama Kabbanji et Faten El Hajj)	191

Deuxième partie: Lutttes sociales et résistances:

Témoignages.....	241
Témoignage 1 : Le mouvement des professeurs et des étudiants à l'Université libanaise : Wafaa Noun , 13 ans au service de l'UL, Interview menée par (Faten El Hajj)	243
Témoignage 2: Élections étudiantes, affaires publiques et médias, (Samir Skayni).....	301
Témoignage 3: Les étudiants libanais, moteurs des mobilisations pour le changement. Mon point de vue sur l'intifada du 17 octobre 2019, (Ghadi Saleh)	317

Les auteur.e.s

Elsa El Hachem Kirby est professeure associée de sociologie à l'Université Libanaise où elle dispense des enseignements en sociologie et en économie du développement. Docteur en sociologie de l'Université Sorbonne Paris Cité, elle a été co-responsable de la Jeune Equipe Associée Internationale (JEAI), LIBEDUC, financée par l'IRD (2019-2022) dans le cadre de laquelle cette recherche et cette publication ont vu le jour.

Hala Awada est assistante professeure à l'Institut des sciences sociales de l'Université libanaise et chercheuse au Parlement. Elle a obtenu son doctorat en sociologie en 2016 à l'Université libanaise. Ses recherches portent notamment sur la production de connaissance en sciences sociales, l'enseignement supérieur au Liban et les mouvements sociaux. Elle a été co-responsable de la Jeune Equipe Associée Internationale (JEAI), LIBEDUC, financée par l'IRD (2019-2022) dans le cadre de laquelle cette recherche et cette publication ont vu le jour.

Kevin Mary est géographe, maître de conférences

à l'Université de Perpignan Via Domitia, membre du laboratoire Art-Dev et *fellow* de l'Institut Convergences Migrations. Ses travaux portent sur les migrations étudiantes en lien avec les dynamiques de l'enseignement supérieur dans les pays en développement.

Mariam Al Hasbani est actuellement chargée de cours en sociologie à l'Université Balamand. Elle a obtenu son doctorat en sociologie en 2019 à l'Université libanaise. Ses recherches portent notamment sur les mobilités étudiantes et académiques, les questions de genre et les migrations.

Faten El Hajj est journaliste spécialiste des questions éducatives au journal libanais Al Akhbar.

Lama Kabbanji est chercheuse à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), rattachée au Laboratoire Population Environnement Développement (LPED). Elle est membre de l'Institut Convergences Migrations. Ses recherches portent notamment sur les migrations, les mobilités étudiantes et les dynamiques de l'enseignement supérieur. Elle a été correspondante pour la JEAI LIBEDUC.

Wafaa Noun est physicienne, enseignante chercheuse au sein de la faculté des sciences et activiste syndicale au sein de l'Université libanaise.

Samir Skayni est écrivain et journaliste, diplômé de l'Université libanaise en architecture et philosophie. Il a été

actif au sein du mouvement étudiant entre 2015 et 2022, en tant que membre de la section des jeunes et étudiants du Parti communiste libanais. Il a publié plusieurs articles et deux livres aux éditions Al Farabi : « Le coquelicot fleurit à Chiyah » en 2018 et « Un dimanche » en 2020.

Ghadi Saleh est étudiant en droit à l'Université libanaise (UL), membre du comité de rédaction de la revue « al-Nidā' » et responsable de son site d'information. Il a participé au soulèvement d'octobre 2019 et est également membre du Parti communiste libanais.

Chapitre introductif

Mystification néolibérale et enseignement supérieur au Liban⁽¹⁾

Hala Awada et Lama Kabbanji

(1) Ce chapitre a été traduit en partie de l'arabe par Bassam El Hachem, professeur retraité de l'Université libanaise.

Paysage de l'enseignement supérieur au Liban

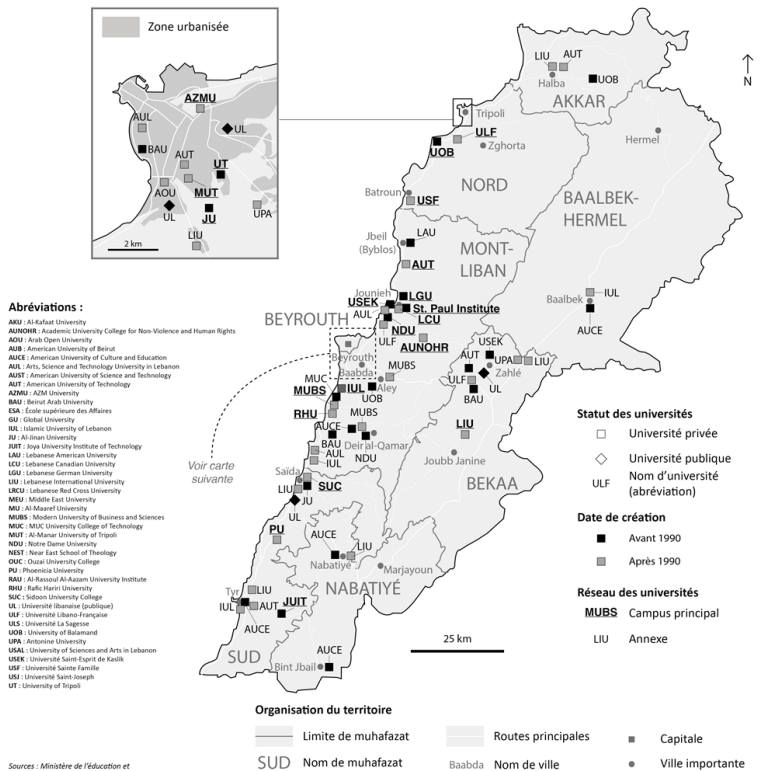
Avec 47 établissements d'enseignement supérieur reconnus officiellement en 2022 pour une population d'environ 6 millions d'habitants, couplé à un territoire national marqué par son exiguïté (10452 km²), le maillage universitaire libanais se caractérise avant tout par la densité de son offre (voir carte ci-dessous). Les plus anciennes institutions modernes d'enseignement supérieur au Liban ont été mises en place par des congrégations chrétiennes. Pendant près d'un siècle, l'élite intellectuelle libanaise a été formée par l'Université américaine de Beyrouth (AUB) et l'Université St-Joseph (USJ), fondées respectivement en 1866 et en 1875. L'Université libanaise (UL), seule université publique du Liban, n'a été fondée qu'en 1951, huit ans après l'indépendance du pays (1943), suite à un large mouvement social engageant étudiants, syndicats et partis politiques progressistes, dont le mot d'ordre était le suivant: « Pas de réelle indépendance sans un enseignement national universitaire ». Cela a inauguré le début de la démocratisation de l'enseignement supérieur, qui devient

alors un bien public indépendant des autorités religieuses, étrangères et des lois du marché. Cette dynamique est stoppée avec le début de la guerre en 1975 qui va durer 15 ans et aboutir au démembrement de cette université en plusieurs antennes et à la main-mise des partis politiques confessionnels qui se répartiront, officiellement, la gestion des différents campus.

A partir des années 90, le développement de politiques économiques d'inspirations néo-libérales, sous l'égide du premier ministre de l'époque, Rafic Hariri, conduit à la création de plus de 25 universités privées axées sur le marché et le profit (Kabbanji 2012), et en partie financée par des investissements publics. Une nouvelle géographie de l'enseignement supérieur au Liban a entraîné un déploiement spatial, suivant les logiques du capitalisme académique (Harvey 2001), par l'ouverture de campus sur tout le territoire libanais et une délocalisation vers les périphéries et les marges urbaines, pour aller chercher, toujours plus loin, une nouvelle « clientèle » étudiante (Kabbanji et Mary 2020). Depuis 2005, au Liban, plus de la moitié des étudiants de l'enseignement supérieur sont inscrits dans un établissement privé. Durant l'année universitaire 2020-2021, ils sont plus de 60 % à fréquenter ce type d'institution. D'un autre côté, une seule université publique, l'Université libanaise, concentre le reste des

étudiants, avec des antennes dans toutes les régions du pays. Des contrastes importants se dessinent entre des universités de grande taille comme la Lebanese International University (LIU) et ses 39163 étudiants — ce qui en fait la plus importante université privée du pays en nombre d'inscrits en 2021 — et des établissements qui restent confidentiels, presque cachés dans les immeubles des banlieues beyrouthines ou dans de simples maisons dans les espaces ruraux éloignés. Les frais d'inscription sont également très contrastés. A titre d'exemple, en licence, l'année coûte, en moyenne, à l'étudiante libanaise de l'UL environ 145 euros; à l'université internationale libanaise (LIU), 7000 euros, tandis qu'à l'Université libano-américaine (LAU), le montant s'élève à environ 20 000 euros.

Les universités libanaises dans la crise



Carte 1 : Répartition des universités au Liban (2019)

Les contours de la crise de l'enseignement supérieur depuis 2019

Depuis 2019, le secteur de l'enseignement supérieur traverse une profonde crise, liée plus largement au contexte national. En septembre 2019, le gouvernement annonce l'état d'urgence économique et, pour la première fois depuis les années 90, le taux de conversion de la livre libanaise en dollar américain est remis en question (1 dollar = 1 507 LLB). A partir de ce moment, ce taux ne cessera de varier jusqu'à atteindre plus de 30 000 LLB en 2022⁽¹⁾. Si la Banque centrale continue d'afficher le même taux de change « officiel », son gouverneur, Riad Salamé, publie successivement plusieurs circulaires de diverses portées, dont un effet sera de favoriser une multiplicité des taux de change et promouvoir une spéculation financière qui finit par miner l'économie productive.

En octobre 2019, un mouvement social inédit éclate désignant l'oligarchie politique et le système confessionnel qui régit la vie politique et sociale au Liban, comme les responsables de la crise dans laquelle s'enfonce le pays. Les étudiants constituent une part importante de ce soulèvement

(1) Au moment de la publication de ce livre, ce taux a atteint 90 000 LLB.

et l'accès à une éducation et un enseignement supérieur gratuit de qualité et donnant accès à un travail local sont au cœur des revendications (Kabbanji 2021). C'est un moment charnière dans l'histoire du pays qui révèle un moment de crise d'hégémonie et la faiblesse d'une classe dirigeante qui ne réussit plus à faire accepter sa domination. Le consentement ne suffit plus et la coercition devient première, comme en font foi les moyens mis en place pour mater la révolte.

Début 2020, la crise s'intensifie : dévaluation monétaire croissante, blocage des comptes bancaires des Libanais (interdiction d'accès à l'épargne), inflation galopante (130% en 2022), déliquescence des services publics et pénuries d'eau, d'électricité, d'essence. A ceci s'ajoutent les sanctions internationales, les obstacles à la mobilité et, pour couronner le tout, l'explosion au port de Beyrouth le 4 août 2020 qui dévaste la moitié de la capitale, et dont la classe dirigeante est désignée comme coupable. Ceci sans mentionner la pandémie de la Covid-19. La banque mondiale classe la crise économique libanaise parmi les trois crises les plus graves depuis le milieu du 19^{ème} siècle à l'échelle mondiale. La dette publique contractée par l'oligarchie au pouvoir représente en 2022, 197,5% du PIB.

Cette oligarchie conclue un accord avec le FMI le 7 avril 2022 pour un prêt de 3 milliards de dollars en contrepartie de la mise en place de réformes structurelles visant à aller plus loin dans les politiques néolibérales et l'affaiblissement du secteur public. C'est la porte de sortie qu'a trouvée la classe dirigeante pour maintenir sa domination. Tout ceci conduit à l'appauvrissement généralisé d'une large frange de la population et a des répercussions majeures sur le secteur éducatif.

Objectifs du livre et approche théorique

Des recherches antérieures ont exploré les effets des politiques néolibérales sur le secteur de l'enseignement supérieur au Liban. Jacques Kabbanji a ainsi montré comment l'État a encouragé, particulièrement à partir des années 2000, par son effacement et la dérégulation du secteur, la prolifération de ce qu'il a appelé des « universités axées sur le marché », la compétition entre universités privées, guidées par la recherche du profit à tout prix ainsi que l'affaiblissement de l'unique université publique du pays, conduisant à une détérioration du niveau de l'éducation dispensée, de la valeur des diplômes décernés et réduisant par la même occasion l'espace public dans le

champ académique au Liban (Kabbanji 2012). La crise multidimensionnelle que traverse le Liban ces dernières années a probablement exacerbé ces tendances.

La recherche menée dans ce livre examine la manière dont le modèle dominant néolibéral de l'enseignement supérieur est adapté et contesté dans le contexte libanais depuis le début des années 1990. Elle vise en particulier à analyser d'un côté les reconfigurations de l'enseignement supérieur induites récemment par la crise socioéconomique et politique qui s'est intensifiée à partir de 2020 et, de l'autre, les résistances à ce modèle dominant néolibéral, en particulier au sein du mouvement étudiant à l'Université libanaise et durant l'intifada d'octobre 2019. Trois principaux objectifs scientifiques sont poursuivis :

1. Comprendre en quoi les crises multidimensionnelles que traverse le Liban ces dernières années contribuent à l'accélération des reconfigurations de l'enseignement supérieur en oeuvre depuis les années 90
2. Analyser les stratégies mises en place par les universités dites d'élites ainsi que les universités privées axées sur le marché dans ce contexte, en lien avec les tendances globales du capitalisme académique

3. Analyser les résistances à ce modèle dominant néolibéral de l'enseignement supérieur, en particulier durant le soulèvement d'octobre 2019 et à l'Université libanaise

Pour atteindre ces trois objectifs, nous nous sommes efforcées dans cette recherche d'examiner les effets du néolibéralisme sur l'enseignement supérieur au Liban tant sur le plan théorique que sur le plan empirique. Il s'agissait ainsi pour nous de déconstruire le discours néolibéral, d'analyser la manière dont le néolibéralisme affecte le champ académique au Liban, de même que les formes et les possibilités de résistances à ce modèle.

Pour comprendre et analyser les dynamiques qui traversent l'enseignement supérieur au Liban depuis les années 1990, il est nécessaire de revenir aux deux principaux postulats du néolibéralisme : l'individualisation – ou le bien privé prévaut sur le bien public – et la marchandisation - où les principes du marché libre deviennent le mécanisme de gestion économique et sociétale. Selon les tenants de ce dogme économique, le néolibéralisme, érigé en mythe indiscutable, reposerait sur des fondements purement mathématiques. Selon Bourdieu, l'efficacité symbolique de cette déduction confère à cette idéologie son autorité

sociale tout en lui ôtant son caractère politique (Bourdieu 2002). Déconstruire les mécanismes de cette mystification permet de lever le voile sur les méthodes utilisées pour instaurer le caractère inéluctable des règles économiques et démasque ainsi le recours à la politique de dépolitisation qui confère aux forces économiques toute la latitude pour se présenter comme inexorables, les libérant de toutes normes, formes de surveillance et d'obligations sociales (Bourdieu, *ibid.*). Nous verrons dans ce livre comment ce dogme a ouvert la voie à la multiplication des universités privées axées sur le marché, à saper toute forme de contrôle démocratique au sein de l'université publique ou encore à inscrire la migration comme unique voie de sortie des étudiants libanais. Par ailleurs, en mobilisant entre autres, les concepts d'État intégral et de société civile tels que définis par Gramsci, nous nous efforçons de déconstruire le discours néolibéral hégémonique à partir des années 90 au Liban et le projet politique dont il est porteur en ce qui concerne l'enseignement supérieur. Nous identifions également les acteurs impliqués dans ce processus pour mettre en lumière les mécanismes de consentement et de coercition développés pour l'imposer au sein de la société libanaise. Dans la dernière section du livre, nous nous

intéressons aux champs de contestation et aux possibilités de transformation de l'ordre existant durant la période charnière qui a précédé l'intifada d'octobre 2019 au Liban.

Dans cet ouvrage, nous mettons en lumière la manière dont le néolibéralisme a été adapté dans le contexte libanais. En effet, celui-ci a été importé dans un système économique « construit sur un réseau d'alliances partisans ou non et basé sur le vol, l'escroquerie et le pillage organisé de l'argent public, s'appuyant sur la fraude financière (système de Ponzi) comme base de négociation entre investisseurs (al-Qaysî 2020), ainsi que sur des arrangements économiques corrompus. Nous insistons sur le mot « arrangements » parce que l'économie libanaise n'est pas réglementée. Sur les plans économique et politique, ces « arrangements » ont donné naissance, après l'accord de Taëf, à de nouvelles élites politiques et économiques qui sont entrées en concurrence avec la bourgeoisie commerciale et financière préexistante (Gaspard 2004). C'est ainsi que la bourgeoisie nationale qui s'est constituée suite à la mise en place de « l'État confessionnel » au Liban - pour reprendre le terme conceptualisé par le philosophe Mahdi Amel (1996) - intrinsèquement lié au développement du capitalisme dans ce pays s'est transformée après la guerre en une nouvelle

bourgeoisie incluant des hommes d'affaires précurseurs qui avaient fait fortune dans les pays du Golfe, de riches émigrés rentrés au pays – des chiites revenus d'Afrique de l'Ouest surtout –, des profiteurs de guerre et de grandes fortunes liées aux milices (Daher 2022; Traboulsi 2013). Aujourd'hui, nous pouvons dire qu'au Liban, l'oligarchie au pouvoir depuis le début des années 1990, est composée d'hommes d'affaires, et très minoritairement de femmes, – banquiers, rentiers, grands commerçants impliqués dans le commerce licite et/ou illicite – et de représentants des groupes religieux (J. Kabbanji 2017). Ces arrangements ainsi que les politiques économiques arbitraires ont conduit par la suite à une faillite sans précédent de l'économie nationale et des institutions étatiques libanaises.

Les quatre premiers chapitres de cet ouvrage s'efforcent de déconstruire deux postulats qui consacrent le caractère inéluctable du néolibéralisme. Le premier s'appuie sur le néolibéralisme en tant que projet politique activement lié à la privatisation des services publics. Il considère les problèmes sociaux comme émanant de l'échec des individus, monnaye les biens publics, exempte les organismes et les sociétés financières des réglementations gouvernementales, élimine l'État providence et les syndicats, libéralise le

commerce des produits et l'investissement du capital, de même qu'il contribue à la commercialisation de la société et à sa marchandisation (Harper 2014). Le second présente ces politiques comme salvatrices et nécessaires tout en considérant la politique et l'intervention gouvernementale comme inefficaces ; en découle le recours à la dépolitisation qui sort toutes ces questions du cercle de la discussion politique pour les placer dans le champ des mesures commerciales et individuelles qui occultent les origines historiques de la théorie économique individualiste pour la présenter comme seule voie possible.

Le discours hégémonique qui tend à présenter le système capitaliste et son versant néolibéral comme seule voie possible, fait écho à la généralisation de l'utilisation du concept de résilience depuis les années 90 dans le champ des politiques publiques comme unique réponse à l'incertitude, aux risques et aux crises auxquels la modernité est confrontée (Ancey, Pesche, et Daviron 2017). L'accent est mis sur les capacités des individus ou des sociétés à s'adapter aux nouvelles réalités et à se remettre rapidement des chocs extérieurs. Ce faisant, il nie le rôle des facteurs structurels - en particulier l'économie capitaliste et son pendant néolibéral - qui

sous-tendent les inégalités de développement entre pays et les possibilités de transformation sociale dans le «Sud global».

Dans ce livre, la lecture des reconfigurations de l'enseignement supérieur public et privé à la lumière du développement du capitalisme au Liban permet de comprendre la manière dont les institutions et les acteurs de l'enseignement supérieur ont réagi dans le contexte de la crise économique et financière complexe qui s'abat sur le pays depuis 2019. La démystification du néolibéralisme et son appréhension en tant que projet politique intrinsèquement lié à la privatisation des services publics constitue un début d'explication de la flexibilité face à la crise dont ont fait preuve les universités privées en général et en particulier celles qui ont vu le jour dans les années 1990. Cette grille de lecture permet également d'éclairer les difficultés de mobilisation des acteurs sociaux, qu'ils s'agissent des étudiants ou des professeurs, mais aussi de faire la lumière sur les formes de résistances dont ils font preuve en dépit de la confiscation de l'espace public depuis des années au Liban lié au projet néolibéral entravant toute action sociale, syndicale et collective.

Rechercher au Liban : quelques réflexions épistémologiques et méthodologiques

Il convient à présent d'expliciter les conditions de production de cette recherche et notre positionnement académique et sociétal. Notre approche dans ce livre est celle d'une enquête participative engagée socialement et politiquement. Notre objectif n'est pas uniquement de décortiquer les effets du néolibéralisme sur l'enseignement supérieur au Liban mais également d'identifier des pistes de sortie, avec les acteurs sociaux concernés. Nous nous inscrivons ainsi dans le courant des sciences sociales émancipatrices pour lesquelles, pour reprendre les termes de Karl Marx, la connaissance sociologique ne doit pas simplement permettre d'interpréter le monde, mais également de le transformer (Wright et Keucheyan 2018). Notre approche correspond aussi dans une large mesure à ce que Freire a défini comme une contribution épistémologique émanant d'une relation dialectique entre la théorie et la pratique (Freire 1996).

La constitution de l'équipe de recherche reflète cette volonté. D'un côté, plusieurs d'entre nous travaillons depuis des années au sein de l'Université libanaise. D'un autre côté, plusieurs membres de cette équipe sont investies

de longue date dans les luttes visant à la construction d'une université publique autonome du pouvoir politique et du système néolibéral. Rappelons ici brièvement la genèse de notre équipe de recherche.

La recherche présentée dans ce livre est le fruit d'une collaboration entre une équipe de recherche basée à l'Université libanaise et une équipe de recherche basée à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) en France. Notre première collaboration a débuté en 2014. Hala Awada venait de terminer sa thèse en sociologie à l'Université libanaise, dans le cadre de laquelle elle avait analysé les mécanismes de reproduction au sein de l'Institut des sciences sociales de cette université. Sa recherche avait suscité de nombreuses animosités parmi les acteurs du champ académique public parce qu'elle mettait en lumière les rapports de pouvoir et les relations clientélistes confessionnelles qui participent de l'affaiblissement de cette institution depuis la fin de la guerre. Lama Kabbanji, chercheuse à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) en France au Centre Population Développement (CEPED) depuis 2011, venait d'arriver au Liban dans le cadre d'une affectation de quatre ans, 23 ans après avoir quitté son pays natal. Fille de Jacques Kabbanji, professeur

de sociologie à l'Université libanaise aujourd'hui retraité, elle avait été introduite à ses anciennes étudiantes, Hala Awada et Mariam Al Hasbani, à l'époque étudiante de master. Une première collaboration va ainsi naître autour d'un projet de recherche financé par le Conseil arabe pour les sciences sociales (ACSS), portant sur la mobilité académique des chercheurs en sciences sociales au Liban. En raison de difficultés institutionnelles, le projet de recherche sera développé en collaboration avec la Lebanese American University (LAU) et non pas avec l'Université libanaise, car à l'époque aucune membre de l'équipe n'était encore en poste à l'UL. Cette première collaboration conduira à la réalisation d'une thèse de doctorat en sociologie par Mariam Al Hasbani.

Puis, en 2019, nous obtenons un appui financier de l'IRD de 50 000 euros pour constituer une équipe de recherche au sein de l'Université libanaise sur les thématiques liées aux dynamiques de l'enseignement supérieur au Liban. Elsa El Hachem, enseignante chercheuse au sein de la faculté des sciences sociales (deuxième section) à l'Université libanaise, socio-économiste des migrations, ayant fait sa thèse de doctorat au CEPED en France ainsi que Kevin Mary, géographe

et maître de conférence à l'Université de Perpignan, se joignent alors à l'équipe. Cette année-là, se produit un soulèvement d'une ampleur inégalée qui va redonner espoir à une grande partie de la population libanaise : l'oligarchie au pouvoir depuis la fin de la guerre est, pour la première fois, contestée dans son ensemble et la possibilité de construire un État souverain, démocratique et garant de la justice sociale resurgit. La jeunesse est en particulier partie prenante de ce mouvement, et parmi elle les étudiantes et étudiants de l'Université libanaise, en lutte depuis des années au sein de leur institution. C'est alors que, dans la rue, se fait la rencontre entre notre équipe et deux personnes clés qui seront par la suite intégrées à la recherche et lui permettront de prendre une envergure politique et participative : Wafaa Noun, physicienne et enseignante chercheuse au sein de la faculté des sciences à l'Université libanaise, engagée depuis des années dans la reconstruction d'un mouvement syndical intégrant enseignants et étudiants au sein de cette université ; et Faten El Hajj, étudiante en master en sciences de l'éducation à l'Université libanaise mais surtout journaliste spécialiste de l'enseignement supérieur au Liban qui a mis sa plume au service des

luttres des enseignants et des étudiants. Ceci a également permis le rapprochement avec plusieurs étudiantes et étudiants de l'UL.

Un autre élément à préciser c'est que, bien que chercheuses nous n'échappons pas aux structures sociales libanaises. C'est ainsi que certaines membres de l'équipe doivent leur emploi académique à leurs relations politico-confessionnelles. Cet état de fait aurait pu entrer en conflit avec notre posture de recherche et constituer une impasse épistémologique qui nous amène à discuter la question de l'« objectivité scientifique ». La réponse à cette question se trouve dans la redéfinition du lien qui existe entre ce que Bourdieu nomme « le moi connaissant » où, en tant que chercheuses, nous avons nos propres affiliations intellectuelles et nos propres orientations tout comme nous sommes influencées par notre environnement social et culturel, et « l'objet de connaissance » à savoir les reconfigurations de l'enseignement supérieur. En d'autres mots, nous avons besoin de nous positionner en tant que chercheuses et de positionner nos connaissances sociologiques, en explicitant les conditions sociales de cette sociologie qui produit un savoir où le sociologue agit lui-même en tant qu'agent sociologique (Al Kaachi 2021).

C'est pourquoi sur le plan épistémologique, la réflexion s'est focalisée sur la relecture de nos positions sociales et de nos partis pris culturels à l'aune de la sociologie réflexive pour comprendre comment ils influent les résultats de nos recherches (Bourdieu 2003).

Les différents éléments évoqués ci-dessus ont ainsi nécessité de notre part un travail réflexif constant concernant nos positionnements et engagement politiques et sociaux et notre contribution au débat scientifique dans un domaine de recherche encore trop peu investi au Liban. Pour dépasser l'impasse épistémologique, nous avons adopté tout au long de cette recherche un dispositif méthodologique nous conduisant à discuter tout au long de cette recherche, les résultats avec divers acteurs impliqués dans l'enseignement supérieur au Liban. Des rencontres ont ainsi été organisées régulièrement avec plusieurs étudiants actuels ou diplômés, engagés dans les luttes durant la période couverte par ce livre pour discuter les résultats de nos recherches. Deux d'entre eux livrent dans cet ouvrage leur témoignage. Un groupe de travail a également été constitué associant étudiants, anciens étudiants et membres de l'équipe de recherche pour constituer une archive du mouvement étudiant (audio,

vidéo, communiqués, affiches...). La publication de cet ouvrage, en version arabe et française, permettra aussi de poursuivre les discussions au Liban et à l'étranger.

Notre recherche s'appuie par ailleurs sur des enquêtes que nous avons menées entre 2019 et 2022 et qui nous ont permises, malgré le contexte de crise, de collecter des données très riches, qualitatives et quantitatives, concernant les reconfigurations de l'enseignement supérieur au Liban et les résistances face à ces reconfigurations. Les données dont nous disposons sont les suivantes :

- Enquête ethnographique à la Lebanese International University (LIU) conduite entre 2018 et 2022 par Hala Awada et Kevin Mary (et Lama Kabbanji pour l'enquête de 2018)
- Enquête auprès des familles et des étudiants libanais en mobilité internationale conduite par Mariam Al Hasbani en 2021 et 2022
- Enquête qualitative conduite auprès d'étudiantes et d'étudiants ayant participé aux différents collectifs étudiants en présence au moment de l'intifada d'octobre 2019, en particulier au sein de l'UL, conduite par Faten El Hajj et Lama Kabbanji en 2021 et 2022

- Enquête en ligne conduite pendant le premier trimestre 2020 auprès des étudiants de l'Université libanaise par Hala Awada
- Enquête sonore durant l'intifada d'octobre 2019 conduite par Lama Kabbanji
- Données administratives collectées par toute l'équipe depuis 2018 sur les universités au Liban
- Cartographie de l'enseignement supérieur au Liban avant 2018

Cette recherche s'appuie par ailleurs sur des:

- Enquêtes journalistiques conduites par Faten El Hajj depuis dix ans au Liban sur l'enseignement supérieur
- Documents collectés par Wafaa Noun depuis 2015 durant les différents mouvements de lutte au sein de l'UL et durant l'intifada d'octobre dans le cadre du regroupement des professionnelles et professionnels
- Documents collectés par les étudiants de l'UL depuis 2015 durant les différents mouvements de lutte au sein de l'UL

Les défis de la collaboration scientifique entre chercheurs au Liban et en France dans le cadre de la division internationale du travail scientifique

Cette collaboration n'allait pas de soi et a nécessité de notre part un travail réflexif tout au long du processus pour mettre à plat et transcender, le mieux possible, les enjeux de pouvoir qui structurent les relations scientifiques entre chercheurs, étudiants, institutions et pays qui n'occupent pas les mêmes positions dans la division internationale du travail scientifique (Alatas 2003; Shinn, Vellard, et Waast 2012). Nous devons d'un côté composer avec un système global hégémonique (Marginson 2008) caractérisé par l'imposition d'une marchandisation croissante de l'éducation et de la recherche et une compétition accrue entre établissements, dans la logique du capitalisme académique (Jessop 2018). Les conséquences en sont l'accaparement des ressources financières et scientifiques par une poignée d'institutions, l'assujettissement d'une grande partie des chercheurs résidant dans les pays et institutions non hégémoniques aux exigences de ce qui est devenu un marché global de la connaissance, la polarisation croissante des systèmes éducatifs et de recherche, accroissant les asymétries dans les relations de travail

scientifique et minant les possibilités de structuration de communautés scientifiques dans des pays comme le Liban. Les chercheurs de ces pays se retrouvent ainsi à devoir bien souvent mener des recherches déconnectées des réalités sociales qui les entourent, à servir les intérêts des chercheurs et institutions qui détiennent les ressources, à exercer des activités éloignées de la recherche scientifique ou à trouver du travail à l'étranger.

Ce contexte, qui entretient et reproduit les rapports de domination et de dépendance scientifiques à l'échelle internationale mais aussi locale, a été exacerbé durant la période récente dans le contexte de la crise multidimensionnelle au Liban. En effet, notre recherche a été menée durant une période charnière qui a affecté largement le milieu universitaire au Liban et creusé les inégalités structurelles entre ce pays et la France. Car après le soulèvement d'octobre 2019, s'ensuivit une succession d'évènements qui plongèrent le Liban dans la plus grave crise de son histoire contemporaine. Cette situation de crise a bien entendu eu des effets sur les membres de l'équipe de recherche libanaise, qui ont vu leur salaire perdre 90% de sa valeur en raison de la brutale dévaluation de la livre libanaise. Sans mentionner

les traumatismes psychologiques liés à l'explosion au port de Beyrouth en août 2020. Les membres de l'équipe au Liban ont par ailleurs été confrontés, comme une grande partie de la population libanaise, à des pénuries d'électricité, d'essence, d'eau et d'internet entravant leur travail et le cours de leur vie quotidienne. L'Université libanaise était par ailleurs fermée durant toute la durée de cette recherche, soit de fin 2019 à fin 2022. Les déplacements prévus entre la France et le Liban ont été entravés par les restrictions de voyage durant la pandémie de Covid-19 puis par les difficultés encourues par l'équipe libanaise pour obtenir des visas ce, malgré leur participation à des recherches financées en partie par des institutions françaises. A cela s'ajoutent les lourdeurs d'une administration française ne prenant pas en compte les situations de crise.

Ce contexte rend d'autant plus complexe la mise en place de relations de travail justes et solidaires et nous a affecté de différentes façons dans le cadre de la collaboration que nous avons tenté de mettre en place. Cela a nécessité de notre part, tout au long de cette recherche, la mise en place de nombreuses tactiques (au sens de De Certeau 1990) nous permettant de contourner ou détourner le système. Cette

recherche a conduit à la publication de plusieurs articles ⁽¹⁾, la participation à des conférences et séminaires au Liban, en France et à l'international et à la publication de ce livre dont le contenu est présenté ci-dessous.

Les effets structurels du néolibéralisme sur l'enseignement supérieur au Liban

Les deux premiers chapitres de cet ouvrage révèlent le poids du prix social de la crise économique et financière. L'implémentation de politiques néolibérales arbitraires à partir de la fin des années 1980 a affecté les institutions universitaires en général et l'université publique en particulier, et miné le rôle joué par ces dernières en

-
- (1) Awada, H., 2021, The Crisis of Lebanese Higher Education or the Crisis of the Lebanese Political System?, International Sociological Association Journal, Issue 3, October 2021 ; Awada, H. 2020. The digital dropout in online teaching the case of faculty of literature and human sciences Lebanese university. Knowledge and giving, 333/363; Awada Hala, "The Cultural Capital and Massification of Higher Education in Light of Online Teaching", *Al Adab*, 10 November 2020; (L. Kabbanji et Mary 2020)Awada, Hala, Paul Tabar, Lama Kabbanji, et Mariam Hasbani. « Une lecture de la structuration du champ académique en sciences sociales au Liban?: le cas de l'Université américaine de Beyrouth, de l'Université libanaise et de l'Université libano-américaine (en arabe) ». *Idafat*, no 45 (2019): 203

matière de démocratisation de la vie sociale. En effet, les universités constituent un danger pour l'oligarchie au pouvoir en tant que lieu de critique et de changement démocratique (Giroux 2017). Elsa El Hachem Kirby montre comment l'intensification des coupes budgétaires, la déliquescence des infrastructures, l'ingérence du champ politique dans les affaires académiques (Awada 2019) ont affaibli l'Université libanaise. Les interventions répétées de l'oligarchie et son implication dans les réseaux clientélistes au sein de l'université ont ouvert la voie au démantèlement des activités syndicales et à la mise à mal de l'autonomie des instances universitaires qui s'est traduite, entre autres, par des pratiques clientélistes de recrutement et de titularisation du personnel universitaire et la généralisation de la corruption⁽¹⁾. La dégradation accélérée des conditions

-
- (1) A titre d'exemple récent, l'Université libanaise s'était engagée à réaliser les tests PCR pour les personnes entrant au Liban depuis l'aéroport international Rafic Hariri pendant la pandémie de Covid 19. Elle était chargée de fournir les cadres nécessaires pour mettre en place ces tests conformément à un accord passé avec le Ministère de la Santé et la Direction générale de l'aviation civile, et selon lequel l'université toucherait entre 45 et 50 dollars par test. Le montant des revenus générés par les tests PCR que l'université a réalisés dans ses laboratoires à partir du 1^{er} juillet 2021 s'élève à 50 millions de dollars, somme confisquée par les compagnies=

d'études et de travail depuis 2019 ont par ailleurs conduit une partie importante des étudiants et des professeurs à quitter l'université publique.

À l'inverse, certaines institutions de l'enseignement supérieur privé ont fait preuve d'une plus grande flexibilité face à la crise. En tant qu'institutions incarnant un modèle néolibéral axé sur le marché, celles-ci ont développé diverses stratégies pour limiter la baisse de leurs recettes et du nombre de leurs étudiants, voire même les augmenter: le licenciement d'une partie de leur personnel administratif et enseignant, la fusion de certains cours, l'augmentation des frais de scolarité en jouant sur le taux de change de la livre libanaise ou encore la multiplication des sources de revenus. À cela s'ajoutent les dons que reçoivent certaines universités dites d'élite de leur institution mère en France ou aux États-Unis et leurs investissements qui leur permet de s'adapter et de maintenir leur stabilité économique même lors des crises les plus difficiles. En outre, la plupart de ces universités se sont appuyées sur une politique d'expansion hors des frontières géographiques nationales. L'Université américaine de Beyrouth (AUB), l'Université Saint-Joseph

= d'aviation. Jusqu'à aujourd'hui, l'Université libanaise n'en pas obtenu un seul franc.

et l'Université libano-américaine (LAU) ont ainsi ouvert des campus internationaux⁽¹⁾. Certaines de ces universités ont également choisi de « faciliter » l'accès aux étudiants arabes pouvant payer leurs frais d'inscription en devise étrangère, sans passer par le processus de sélection habituel.

L'adoption des politiques néolibérales a sérieusement reconfiguré les conditions institutionnelles et sociales de l'activité scientifique et accéléré la marchandisation de la connaissance (Burawoy 2015), transformant les universités en entreprises académiques moins soucieuses de former des scientifiques que de transformer l'activité scientifique en activité commerciale. Tous ces éléments ont privé l'Université publique libanaise d'atouts pour faire face à la crise. Celle-ci subit une débâcle sans précédent, de par son lien avec une structure politique prédatrice qui pille ses ressources financières et humaines. A l'inverse, ces politiques ont non seulement aidé les universités privées à s'adapter à la crise mais leur ont aussi permis de dominer le champ universitaire. En plus de l'indépendance qu'elles leur conféraient, les politiques néolibérales ont fourni aux

(1) L'Université Saint-Joseph a ouvert un campus à Dubaï et l'Université américaine à Chypre ; une convention existe entre l'Irak et l'Université libano-américaine pour y installer un campus académique et médical ainsi qu'un hôpital.

institutions privées la souplesse et l'ingéniosité du marché. C'est ainsi qu'aujourd'hui, l'Université internationale libanaise (LIU), créée en 2001 et qui occupe la première position en termes de taux d'inscription parmi les établissements privés, concurrence désormais l'université publique (Awada & Mary 2024).

La privatisation et la marchandisation d'un côté et, de l'autre, la généralisation de la politique de dépolitisation ont eu des conséquences néfastes sur l'Université libanaise publique, berceau du débat démocratique dans les années soixante et soixante-dix, transformée en institution incapable de remplir son rôle pionnier tant au niveau de l'enseignement qu'au niveau du débat public. Dans les établissements privés, en particulier ceux de « deuxième génération », fondés à partir des années quatre-vingt-dix, ces processus se sont traduits par l'ouverture de campus apolitisés où l'enseignement est une marchandise et les étudiants et les enseignants doivent être neutres et non critiques. La « politique de dépolitisation par l'économie » conduit à l'impossibilité de questionner les pratiques économiques (Madra et Adaman 2013) institutionnelles : à titre d'exemple, les étudiants de l'Université libanaise internationale (LIU) se sont ainsi vus dépouillés de leur

droit à constituer des conseils étudiants en échange de réductions sur leurs frais de scolarité et de l'attribution de bourses généreuses. Les étudiants sont devenus des clients du marché de l'éducation désintéressés des pratiques académiques et économiques de leur institution. À plus grande échelle, cela aboutit à créer des citoyens apolitisés, uniquement préoccupés par leurs intérêts privés et leur salut individuel tel que prescrit par la doctrine néolibérale (Awada & Mary 2024).

De nombreux sujets traités dans cette publication montrent que la dépolitisation du discours public révèle le triomphe d'une vision qui considère les difficultés sociales comme individuelles et, en tant que telles, causées par l'incapacité des individus. Le troisième chapitre révèle comment les politiques néolibérales ont aussi influencé la manière dont les étudiants libanais perçoivent la migration internationale pour études (Hasbani, 2024), comme une stratégie individuelle visant à construire « leur propre projet néolibéral » (Beech, 2015). À travers une enquête qualitative menée en 2020 et 2021 auprès d'étudiants libanais poursuivant leurs études à l'étranger, Hasbani (2024) montre comment ces étudiants ont intériorisé les valeurs néolibérales d'individualisme et d'autonomie, qui leur font

croire qu'ils sont les seuls « agents » responsables de faire face aux difficultés sociétales et de trouver des solutions pour réaliser leur désir de migrer en vue d'améliorer leurs perspectives d'avenir et surmonter les failles du système. Cette vision des choses amène d'un côté à éluder le rôle des facteurs structurels qui ont érigé l'émigration comme modèle de développement au Liban, en l'absence d'une économie productive offrant des possibilités d'emploi aux diplômés et, de l'autre, gomme toute possibilité d'action collective et de transformation sociale. En déconstruisant le discours néolibéral, ce troisième chapitre révèle par ailleurs l'imbrication des mobilités étudiantes libanaises dans le cadre d'un système globalisé où l'éducation est devenue une marchandise et la migration répond aux attentes du marché mondial de la connaissance.

D'un autre côté, la migration étudiante, en particulier au Liban, constitue une donnée démographique que l'on voudrait ignorer, qui est à la fois une source de la crise du régime politique et un élément qui lui procure stabilité et continuité (Al-Atāt 2023). Ce chapitre montre le caractère dangereux du discours néolibéral qui laisse penser les étudiants que leur émigration est le fait d'un choix qui leur est propre, les convainc de leur capacité à créer des miracles

économiques et une réussite individuelle, tout en détournant leur regard du poids des politiques d'immigration arbitraires et des lois du marché. En déconstruisant ce discours, il s'agit ainsi de mettre le doigt sur le lien réel qui existe entre l'émigration des étudiants - présentée comme étant une décision raisonnée d'individus - et le poids écrasant de ce que l'on peut qualifier d'*habitus capitaliste*⁽¹⁾ imaginé par le pouvoir. Ce dernier instille l'idée que la migration est positive en popularisant un discours présentant la migration comme une aubaine économique pour le Liban, les migrants comme un poumon de développement et d'épanouissement social et économique. En dévoilant les facteurs sociaux à l'origine de la migration des étudiants, il s'agit ainsi de mettre le pouvoir à nu et révéler son incapacité à créer des opportunités pour les jeunes (Bourdieu 1979)⁽²⁾. Il met

-
- (1) Le concept d'*habitus capitaliste* renvoie à des comportements sociaux et culturels à la base du système économique capitaliste. Selon le sociologue français Pierre Bourdieu, l'*habitus capitaliste* est un ensemble d'habitudes, de positions, de tendances apprises et intériorisées à travers la socialisation au sein des sociétés capitalistes. Bourdieu explique ce concept pour la première fois en 1986 dans son article « Les formes de Capital ».
- (2) Pour Bourdieu, l'action économique est le produit des principes sociaux qui régissent les relations entre les individus et les groupes au sein de la société. Il pense que l'économie ne peut =

également en lumière les procédés mis en place par la classe dirigeante pour occulter les rapports de pouvoir et de classe ainsi que les inégalités de richesses, attribuant ces dernières à une déficience des individus et non pas structurelle.

Ces conclusions nous amènent à poser le doigt sur la méthode utilisée par l'oligarchie afin de reproduire les rapports de pouvoir qui permettent d'asseoir sa domination de classe au sein de la société libanaise et de maintenir l'ordre social. Pour se faire, celle-ci a eu recours à la création massive d'établissements d'enseignement supérieur privés qui jouent un rôle prépondérant dans la production et la reproduction d'une élite équipée des savoirs et des

-
- = être dissociée des dimensions sociales, culturelles et politiques. Bourdieu considère que les principes sociaux constituent des facteurs radicaux qui définissent la manière avec laquelle les gens vont utiliser les ressources économiques et quelles seront leurs orientations et préoccupations économiques. Il en parle dans nombre de ses livres mais l'ouvrage essentiel dans lequel il évoque cette question s'intitule « Distinction », publié en 1979. Dans ce livre, Bourdieu étudie les inégalités de la société française. Il évoque comment le mode de vie des individus ainsi que leurs choix culturels et relationnels influent sur leur statut social et sur leur quotidien. Il analyse les principes sociaux de l'action économique, y compris ceux qui régissent les préférences des consommateurs ainsi que leurs comportements professionnels, sociaux et en matière d'argent.

compétences nécessaire pour préserver son hégémonie de classe et le contrôle de la société (Althusser 2011).

Le chapitre 4 (Kabbanji & al-Hajj 2024) analyse comment un mouvement contestataire a émergé au sein de l'Université publique au cours des années précédant l'Intifada d'octobre 2019, ébranlant l'hégémonie des partis politiques dominants au sein de cette université et des conseils étudiants qui leur sont inféodés. En dépit de l'ingérence de l'oligarchie dans le champ académique, de sa main-mise sur les instances décisionnels au sein de l'université publique et ses pratiques autoritaires, des collectifs étudiants se sont constitués revendiquant l'amélioration des conditions d'études au sein de leur université et menant plusieurs actions pour redonner aux étudiants la possibilité de penser et de transformer le réel. Ce chapitre montre comment, face à l'*habitus* actif (Bourdieu 1984) du pouvoir reposant sur des mécanismes politiques et répressifs – allant par exemple jusqu'à interdire les élections étudiantes depuis 2013 -, un *habitus* de refus s'est petit à petit immiscé dans l'enceinte de l'université, prenant appui sur les mouvements sociaux qui émergent au sein de la société libanaise à partir de 2011 dans le cadre de la campagne dénommée « à bas le système

confessionnel⁽¹⁾ » et jusqu'à l'Intifada d'Octobre 2019 qui constitue un moment unique. Ce chapitre met en lumière la manière dont la constitution des groupes étudiants les plus actifs au sein de l'université - en particulier le Rassemblement des étudiants de l'Université libanaise qui joue un rôle clé dans la mobilisation étudiante - est intrinsèquement liée aux luttes sociales prenant place au niveau national et aux liens avec le Parti communiste libanais. Les autrices montrent également comment la large participation des étudiants de l'Université libanaise au soulèvement d'octobre 2019 reflète des transformations dans la dynamique sociale des luttes au Liban, et met en exergue la dimension de classe qui le sous-tend.

Les champs de la contestation

La deuxième section de cet ouvrage met en évidence les efforts déployés pour sortir du piège de l'individualisme. Les différentes contributions révèlent les difficultés auxquelles sont en proie les acteurs sociaux dans leur critique et leur rejet des politiques néolibérales, tant au niveau des collectifs étudiants que des enseignants.

(1) Une phrase répétée pendant les manifestations de 2011 pour appeler à la chute du système confessionnel libanais.

Les trois dernières contributions de cet ouvrage sont le fait d'acteurs impliqués dans les luttes étudiantes et enseignantes. Wafaa Noun (2024) nous livre tout d'abord son témoignage d'enseignante impliquée dans les luttes au sein de l'Université libanaise depuis son recrutement. Elle décortique d'un côté les différentes étapes ayant conduit aux mobilisations enseignantes et étudiantes de 2019. Elle nous explique également, à travers une analyse des actions de la Ligue des enseignants titulaires de l'UL fondée en 1975, comment le travail syndical a été sapé depuis des années, reflétant la marginalisation de l'action collective au sein de l'université publique, illustrant ainsi les conséquences de la politique de dépolitisation. Non seulement le travail collectif se voit dénigré mais en plus toute discussion sur les causes structurelles de l'affaiblissement de l'université devient par la même occasion inenvisageable⁽¹⁾.

Qu'en est-il de la mobilisation étudiante ? Samir Skayni (2024), à l'époque étudiant et membre fondateur du Rassemblement des étudiants de l'Université libanaise, relate la longue lutte des étudiants pour rétablir leur droit

(1) Comby, J. (2014). L'individualisation des problèmes collectifs : une dépolitisation politiquement située. *Savoir/Agir*, 28, 45-50. <https://doi.org/10.3917/sava.028.0045>

d'élire leurs représentants, qui le leur a été retiré à partir de 2008. Son analyse démontre comment ces derniers ont ainsi été exclus de la chose publique. Ghadi Saleh (2043), étudiant en droit à l'UL, témoigne de son engagement durant l'intifada de 2019, et du rôle important joué par les jeunes, notamment les lycées et les étudiants de l'UL. Son récit dévoile comment une partie de la jeunesse, à un moment historique précis, brise le statu quo imposé par le pouvoir et revendique un changement radical du système en place, mettant à mal l'idéologie néolibérale.

Bibliographie

- Al Kaachi, Othman. 2021. « La sociologie réflexive chez Pierre Bourdieu ». *www.mominous.com*.
- Alatas, Syed Farid. 2003. « Academic Dependency and the Global Division of Labour in the Social Sciences ». *Current Sociology* 51(6): 599-613.
- Al-Atāt, Assaad. 2023. « La migration libanaise (en arabe) ». <https://alsifr.org/lebanese-immigration>.
- Althusser, Louis. 2011. « Idéologie et appareils idéologiques d'État. (Notes pour une recherche) ». In *Sur la reproduction*, Actuel Marx Confrontations, Paris cedex 14: Presses Universitaires de France, 263-306. <https://www.cairn.info/sur-la-reproduction--9782130590798-p-263.htm> (24 septembre 2023).
- Ancey, Véronique, Denis Pesche, et Benoît Daviron. 2017. « Résilience et développement : complément, substitut ou palliatif ? » *Revue internationale des études du développement* 3(231): 57-89.
- Awada, Hala. 2019. *La formation à la recherche et la production de connaissances scientifiques. Le cas de l'Institut des sciences sociales de l'Université*

- libanaise (en arabe)*. Centre arabe pour les recherches et les études politiques.
- Bourdieu, Pierre. 1979. *La Distinction*. Les éditions de Minuit. http://www.leseditionsdeminuit.fr/livre-La_Distinction-1954-1-1-0-1.html (24 septembre 2023).
- . 1984. *Homo Academicus*. Les éditions de Minuit. http://www.leseditionsdeminuit.fr/livre-Homo_Academicus-1958-1-1-0-1.html (24 septembre 2023).
- . 2002. « Against the Policy of Depoliticization ». *Studies in Political Economy* 69(1): 31-41.
- . 2003. « L'objectivation participante ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 150(1): 43-58.
- Burawoy, Michael. 2015. « Facing an Unequal World ». *Current Sociology* 63(1): 5-34.
- Daher, Joseph. 2022. *Lebanon, How the Post-War's Political Economy Led to the Current Economic and Social Crisis*. European University Institute. Technical Report. <https://cadmus.eui.eu/handle/1814/73856> (24 septembre 2023).
- De Certeau, Michel. 1990. *L'invention du quotidien. Tome I. Arts de faire*. Collection Folio Essais. Paris: Gallimard. <http://www.gallimard.fr/Catalogue/GALLIMARD/Folio/Folio-essais/L-invention-du-quotidien-I> (10 juillet 2019).
- Freire, Paulo. 1996. *Letters to Cristina - 1st Edition*.

- Routledge. <https://www.routledge.com/Letters-to-Cristina/Freire/p/book/9780415910972> (24 septembre 2023).
- Gaspard, Toufic. 2004. *A political economy of Lebanon, 1948-2002 : the limits of laissez-faire*. Leiden ; Boston: Brill.
- Giroux, Henry A. 2017. « Neoliberalism's War against Higher Education and the Role of Public Intellectuals ». In *The Future of University Education*, Palgrave Critical University Studies, éd. Michał Izak, Monika Koštera, et Michał Zawadzki. Cham: Springer International Publishing, 185-206. https://doi.org/10.1007/978-3-319-46894-5_10 (24 septembre 2023).
- Harper, Victoria. 2014. « Neoliberalism, Democracy and the University as a Public Sphere: An Interview with Henry A. Giroux ». *Policy Futures in Education* 12(8): 1078-83.
- Harvey, David. 2001. *Spaces of Capital. Towards a Critical Geography*. Edinburgh University Press. <https://edinburghuniversitypress.com/book-spaces-of-capital.html> (24 septembre 2023).
- Jessop, Bob. 2018. « On academic capitalism ». *Critical Policy Studies* 12(1): 104-9.
- Kabbanji, Jacques. 2012. « Heurs et malheurs du système universitaire libanais à l'heure de l'homogénéisation et

- de la marchandisation de l'enseignement supérieur ». *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* (131): 127-45.
- . 2017. « Why is the working class absent from the class analysis in Lebanon? (in arabic) ». *Al Tarik* (21).
- Kabbanji, Lama. 2021. « Enquête sonore des 20 premiers jours de l'intifada d'octobre 2019 au Liban: » *Ethnologie française* Vol. 51(2): 239-54.
- Kabbanji, Lama, et Kévin Mary. 2020. « L'essor des universités privées au Liban : stratégies de conquête de nouveaux « marchés » étudiants ». *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs* (19): 79-104.
- Madra, Yahya, et Fikret Adaman. 2013. « Neoliberal Reason and Its Forms: De-Politicisation Through Economisation ». *Antipode* 46.
- Marginson, Simon. 2008. « Vers une hégémonie de l'université globale ». *Critique internationale* 39(2): 87-107.
- al-Qaysî, Omar. 2020. « Le Liban dans l'ère néolibérale (en arabe) ». *Al Jazeera*. <https://www.aljazeera.net/blogs/2020/10/7>.
- Shinn, Terry, Dominique Vellard, et Roland Waaſt. 2012. « Introduction : La recherche au Nord et au Sud : coopérations et division du travail ». *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs* (9): 7-31.

- Rigas Arvanitis, “Terry Shinn, Dominique Vellard et Roland Waast, *La division internationale du travail scientifique*”, *Revue d’anthropologie des connaissances* [Online], 5-3 | 2011, Online since 01 December 2011, connection on 24 September 2023. URL: <http://journals.openedition.org/rac/13927>; DOI: <https://doi.org/10.3917/rac.014.0635>
- Traboulsi, Fawaz. 2013. *L’histoire contemporaine du Liban: de l’Émirat à l’accord de Taef (en arabe)*. Ryad Al Rayess.
- Wright, Erik Olin, et Razmig Keucheyan. 2018. « Autour du marxisme et des « sciences sociales émancipatrices » ». *Actuel Marx* n° 63(1): 202-12.

première partie

L'enseignement supérieur dans la crise

Crise multidimensionnelle et universités au Liban. Le cas des universités de prestige et de l'université publique

Elsa El Hachem Kirby

Depuis plusieurs décennies, l'enseignement supérieur au Liban alimente la migration internationale de jeunes qualifiés. En 2009, il était estimé que depuis la fin de la guerre, le Liban avait été privé de 20% de sa population active hautement qualifiée⁽¹⁾. Et, depuis, cette tendance ne s'est pas infléchie étant donné que la structure de l'activité économique du pays n'est pas en mesure d'absorber le surplus de jeunes formés. Les emplois créés par l'économie locale requièrent peu de qualification et se concentrent dans des secteurs à faible productivité⁽²⁾. Pourtant, malgré

(1) Kasparian Choghig, L'émigration des jeunes Libanais hautement qualifiés, série : "CARIM AS", [2010/10],

Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI): Institut universitaire européen, 2010

(2) Nasnas Roger, *Le Liban de demain. Vers un développement économique et social*, Dar An-Nahar, Beyrouth, 2016, p.324

le manque de débouchés professionnels au Liban pour les jeunes diplômés, pour un pays de 6 millions d'habitants, les 47 établissements d'enseignement supérieur en présence, qui sont reconnus officiellement⁽¹⁾, continuent de former des étudiants voués à travailler dans des domaines autres que ceux de leur formation, ou à émigrer en quête d'un emploi lié à cette dernière.

Le décalage entre les formations proposées dans l'enseignement supérieur au Liban et les capacités d'absorption du marché du travail local nourrit donc la fuite des cerveaux et alimente des marchés de l'emploi étrangers qui s'intègrent dans des « économies de savoir »⁽²⁾. Cette circulation internationale s'inscrit d'ailleurs dans une tendance mondiale qui s'accélère à partir des années 1990, suite au « Consensus de Washington »⁽³⁾ qui, quant

(1) Kabbanji, Lama, et Kévin Mary. « L'essor des universités privées au Liban : stratégies de conquête de nouveaux « marchés » étudiants ». Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs, no 19 (20 octobre 2020): 79-104. <https://journals.openedition.org/cres/4966>

(2) BOUCHEZ Jean-pierre, « Autour de « l'économie du savoir » : ses composantes, ses dynamiques et ses enjeux », *Savoirs*, 2014/1 (n° 34), p. 9-45. DOI : 10.3917/savo.034.0009. URL : <https://www.cairn.info/revue-savoirs-2014-1-page-9.htm>

(3) C'est « un accord tacite visant à conditionner les aides financières aux pays en développement à des pratiques de bonne =

à lui, notamment suite à l'effondrement de l'URSS, se manifeste par une accélération de la privatisation, de la libéralisation et de la dérégulation des économies. Cette tendance contribue également à un changement de perception sur l'éducation. En effet, de nombreux pays, inspirés par le modèle économique capitaliste, réforment l'enseignement supérieur et participent ainsi à un « passage de l'ère de la “massification” de l'enseignement à l'ère de sa «marchandisation» »⁽¹⁾.

C'est notamment à partir des années 1990 que l'Etat libanais participe à une « ultra-libéralisation »⁽²⁾ de son système d'enseignement. Le Liban est d'ailleurs l'un des

= gouvernance [d'inspiration néo-libérales] telles que définies par le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale.» tiré de « Consensus de Washington », Glossaire, *GéoConfluences*, 13/07/2017, <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/consensus-washington>

- (1) Hirtt cité dans Kabbanji, Jacques. 2012. « Heurs et malheurs du système universitaire libanais ». Enseignement supérieur, pouvoirs et mondialisation dans le monde arabe, *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, vol.1, n°131, p. 127-145, p.133.
- (2) Kabbanji, Jacques. 2012. «Heurs et malheurs du système universitaire libanais». Enseignement supérieur, pouvoirs et mondialisation dans le monde arabe, *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, vol.1, n°131, p. 127-145, p.1

premiers pays arabes à s'approprier le discours néolibéral et à tenter d'attirer les investissements étrangers en appelant à la dérégulation et à la privatisation, en vue de 'promouvoir son développement'. Dans l'enseignement supérieur, cette libéralisation s'y caractérise par une multiplication accélérée des universités axées sur le marché et le profit⁽¹⁾. Elles sont une quarantaine à voir successivement le jour entre 1980 et 2019. En 2021, 47 universités, dont une seule publique, s'étendent sur la totalité du territoire national, à travers une multitude de campus⁽²⁾.

Avant ladite libéralisation, six universités se consacrent à la formation de la population libanaise. Parmi elles, celles dites « prestigieuses », soit : l'American University of Beirut (AUB, 1866), l'Université Saint Joseph (USJ, 1875) et la Lebanese American University (LAU, 1924), ainsi que l'unique université publique, l'Université Libanaise (UL, 1951), sont réputées au Liban pour leur standard élevé d'enseignement et leur insertion dans maints réseaux internationaux, contribuant à accroître leur reconnaissance

(1) Kabbanji, Lama, et Kévin Mary. Op. cit., p. 80

(2) Kabbanji, Lama, et Kévin Mary. « L'essor des universités privées au Liban : stratégies de conquête de nouveaux « marchés » étudiants ». *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, no 19 (20 octobre 2020): 79-104, p. 80, <https://journals.openedition.org/cres/4966>

à grande échelle et leur rayonnement international⁽¹⁾, ainsi qu'à leur productivité prononcée dans la recherche et la publication scientifiques.

Aujourd'hui, suite à la crise et au chamboulement profond et multidimensionnel dont il est le théâtre depuis 2019, le pays se trouve dans une impasse. Par le passé, l'une de ses forces vives avait été l'enseignement, notamment supérieur, encore que, du reste, tourné vers l'émigration. Cet enseignement supérieur est aujourd'hui assuré par l'université publique pour environ 35% des étudiants, et par une multitude d'universités privées pour les 60% restant⁽²⁾. Les frais d'inscription aux institutions privées ne sont guère négligeables pour des étudiants dont les moyens financiers seraient actuellement très dégradés, y compris pour ceux dont les familles avaient des épargnes, car celles-ci ont été confisquées, dans la foulée, par les banques du Liban.

Alors que l'AUB et la LAU sont des universités anglophones, l'USJ, de filiation jésuite, est traditionnellement francophone, encore que depuis plusieurs années elle dispense certains enseignements en anglais. Quant à l'UL, selon une diversité de campus qu'elle a à son actif, l'enseignement s'y fait en arabe, en français et/ou en anglais.

(1) <https://economics.creditlibanais.com/Article/209999#en>

(2) Ministère de l'Education Supérieure / MEHE

Le coût de la formation dans les universités américaines et à l'USJ est relativement élevé. A l'UL, en revanche, les études sont quasi gratuites et accessibles à tous.

Face à l'impasse actuelle du pays et l'urgente nécessité de développer les infrastructures et la production économique, la formation constitue une solution clé, mais face aux problèmes susmentionnés, comment les universités historiques réputées de former les élites et les cadres de la fonction publique, continuent-elles de répondre à leurs missions de former et de produire de la recherche ? C'est à ces questions que tentera de répondre ce chapitre.

Les données requises à cette fin ont été collectées au Liban entre Janvier 2020 et Octobre 2022. Elles proviennent, pour une part, d'une recherche documentaire et, pour l'autre, d'une série de 27 entretiens semi-directifs avec des enseignants-chercheurs, des étudiants et des responsables administratifs et académiques des 4 universités concernées, ainsi qu'avec quelques informateurs privilégiés, personnes ressources et spécialistes de l'éducation supérieure.

Aussi, après un premier point sur les structures et le fonctionnement de l'AUB, de l'USJ, de la LAU et de l'UL, on essaiera de comprendre comment celles-ci ont été affectées, chacune de son côté, par la crise multidimensionnelle qui a éclaté en Octobre 2019. Puis, une fois que les impacts sur les institutions, leurs enseignants et leurs étudiants auront

été identifiés, une attention particulière sera portée sur les stratégies qui ont été adoptées par ces universités pour faire face à cette situation sans précédent.

La crise multidimensionnelle et les quatre universités

A partir de 2020, des mesures de couvre-feu, de cloisonnement, d'interdiction de circuler et de rassemblement sont mise en œuvre au Liban, en réponse à la pandémie mondiale du Covid-19. Cette pandémie contribue à révéler et à accentuer les impacts de la crise multidimensionnelle à laquelle les habitants du pays du Cèdre sont confrontés. Dans le cadre universitaire, l'impact sur les quatre universités en question, leurs enseignants et les étudiants est variable. Il intègre trois dimensions intrinsèquement liées, voire entremêlées : l'économique (coût), l'institutionnel (structure), et le pédagogique (déroulement et qualité de l'enseignement). La qualité de l'enseignement dépend du cadre institutionnel dans lequel il se déploie et de la manière dont il est dispensé, que ce soit en présentiel, en virtuel ou en hybride⁽¹⁾.

Avant d'aller plus loin, une précision sur les objectifs des universités s'impose. Certes, leurs fonctions sont

(1) Un mélange de présentiel et de virtuel.

multiples, qu'elles soient académiques, sociales, culturelles ou autres. Dans le cadre de cette étude, c'est de la mission de former et d'attribuer des diplômes dont il sera question, ainsi que du maintien de la qualité de l'enseignement et de la recherche. Cette qualité contribue à assurer une formation en vue d'un diplôme habilitant et rémunérant qui ouvre la voie à l'emploi. Les quatre universités concernées existent depuis 70 à 160 ans et cette crise sans précédent les met au défi dans l'accomplissement de leurs missions. Il s'avère utile de faire un point sur les structures des universités et les moyens dont elles disposent à la veille du soulèvement du 17 Octobre 2019.

Structures et budgets des universités

Un regard sur les budgets et les structures des quatre universités concernées suffit pour saisir le déséquilibre entre les moyens à la disposition des universités de prestige et ceux de l'université publique. En 2019, avec un budget plus ou moins équivalent à celui de la LAU et à un peu plus de la moitié de celui de l'AUB, l'UL forme seule, 79325 étudiants, soit environ 35 % de l'effectif global des étudiants au Liban⁽¹⁾ et en moyenne huit fois

(1) Tortel Hugo, « L'Université libanaise, un établissement public peu connu des jeunes et des parents », *L'orient-le-Jour*, 2/4/2019, <https://ul.edu.lb/common/news.aspx?newsId=1991&lang=3>

le nombre d'étudiants inscrits dans chaque université de prestige.

Le financement de l'UL, pourvu uniquement en LL, émane essentiellement du budget de l'Etat et les frais d'inscription versés par les étudiants ne représentent que 6.5% de son budget propre⁽¹⁾. En 2018, ce dernier ne vaut guère plus que 386.5 milliards LL, soit l'équivalent de 257 666 667 USD. Quant aux universités privées de prestige, contrairement à l'UL qui a les mains et les poings liés par rapport à la devise qu'elle peut utiliser, elles utilisent librement la livre et le dollar⁽²⁾. Leur financement provient essentiellement des frais de scolarité versés par les étudiants et des donations de toutes sortes. Elles perçoivent également l'intérêt de leur fonds de dotation et des prestations de services assurées par les hôpitaux qu'elles détiennent.

Pour ce qui est de l'AUB, en 2018, son budget

(1) «Le système d'enseignement supérieur au Liban - Rapport National », *MERIC*, Juin 2019, p.9

(2) Selon le Code de la Monnaie et du Crédit promulgué par le décret n° 13513 du 1/8/1963, la livre libanaise est la devise nationale officiellement utilisée au Liban. Les institutions publiques, dont l'UL sont donc astreintes à n'utiliser que la Livre, contrairement aux universités privées.

<https://www.abl.org.lb/french/lebanese-banking-sector/main-banking-amp-financial-regulations>

annuel provient, pour plus de 33% de son volume, de l'encaissement des frais universitaires de ses étudiants et, pour 47% supplémentaires, des prestations de services de son hôpital universitaire l'*American University Hospital* (AUH)⁽¹⁾. Quant aux frais de scolarité perçus par la LAU et l'USJ, ils représentent respectivement entre 77%- 90%⁽²⁾ et 85%⁽³⁾ de leur budget annuel.

Pour ce qui est des frais de scolarité annuels des quatre universités, ils présentent des profils fort hétérogènes (voir tableau 1). Il est à noter que le coût des études de médecine, dans les trois privées, est bien plus élevé que celui d'autres formations.

(1) <https://www.aub.edu.lb/AboutUs/Documents/Facts-Figures-2019.pdf>

(2) LAU Pages from DIRA Fact Book 2020-2021 (web version) Financial Information.pdf et <https://www.lau.edu.lb/about/governance/president/presidents-report/2021/financial-report.php>

(3) <https://www.usj.edu.lb/news.php?id=8398>

Tableau 1 : Quelques chiffres sur les quatre universités

Année 2019-2020	AUB		LAU		UL		USJ	
Nombre d'étudiants et % du corps étudiantin au Liban¹	8645	3.8	8501	3.8	79325	35	10605	4.7
Nombres de centres/laboratoires/équipes de recherche ²	43		34		176		48	
Coût annuel moyen de la scolarité en USD au taux de change 1 USD = 1500 LL	18216		20915		147³		15540 ⁴	
Budget annuel opérationnel en millions de USD au taux de change 1 USD = 1500 LL	*423		203		* 257		⁵ 140	
Fond de dotation en millions USD⁶	⁷ * 768		⁸ 543		Inexistant		⁹ 25	

**Ces données sont relatives à 2018.*

La différence de moyens entre l'UL et les universités de prestige renforce l'avantage compétitif de ces dernières. Cet avantage est d'ailleurs consolidé par des prêts subventionnés⁽¹⁾ que la BDL accorde à l'AUH (75

(1) Rapport de la commission de contrôle bancaire à la BDL (2017) publié sur la page Facebook du *Red Oak Club AUB* qui se présente comme un bureau d'étudiants « de gauche » qui promeut l'activisme étudiantin et le travail d'intérêt général. <https://www.facebook.com/RedOakAUB/photos/a.867698626611630/3883339765047486>

millions USD), l'Hôtel Dieu de France (HDF, 26 millions USD) détenu par l'USJ, l'USJ (11 millions USD) et la LAU (68 millions USD). Ces emprunts, dont l'UL n'a pu obtenir de pareils, mettent des fonds à la disposition des universités bénéficiaires qui servent à financer une multitude d'initiatives visant à développer et à renforcer leurs structures et positions dans l'enseignement supérieur.

S'agissant des structures de ces universités, il est à noter que la LAU est l'un des principaux actionnaires du centre médical et hospitalier Rizk (Beyrouth)⁽¹⁾ et du nouveau centre médical – l'hôpital Saint Jean de Jounieh⁽²⁾. Etant accréditées par les autorités américaines, les deux universités américaines ont donc chacune un bureau aux Etats-Unis. Quant à l'USJ, elle a un bureau administratif à Paris depuis les années 1980. En 2008, elle établit une branche à Dubaï consacrée à

(1) <https://dira.lau.edu.lb/images/Factbook%202017-2018%20-General%20Information.pdf>

(2) “LAU Medical center - Saint John's hospital officially opens its doors in Jounieh and is bringing world-class medical excellence to the heart of Keserwan”, *Executive Bulletin*, 17/11/2021, <https://executive-bulletin.com/health/lau-medical-center-saint-johns-hospital-officially-opens-its-doors-in-jounieh-and-is-bringing-world-class-medical-excellence-to-the-heart-of-keserwan>

la formation dans les domaines de la traduction et du droit⁽¹⁾.

Voici donc pour ce qui est d'un bref état des lieux des structures et financements des universités prises en compte à la veille de la crise. Or, quels impacts la crise a-t-elle eu sur ces dernières en tant qu'institutions universitaires, sur leur enseignement, leurs enseignants, leurs étudiants et la recherche dans leur cadre ? C'est ce qu'on essaiera d'élucider dans la suite de ce chapitre.

Le fonctionnement des institutions :

l'UL est la plus sévèrement touchée par la crise

Sur le plan du fonctionnement, l'université publique pâtit le plus sévèrement des effets de la crise. Pour mesurer l'ampleur des dégâts, il est d'emblée utile de prêter attention au budget de l'UL. Non seulement celui-ci a-t-il baissé de 386.5 milliards de LL à 364.7 milliards de LL entre 2018 et 2022, mais de plus, en raison de la dévaluation de la devise libanaise, il ne vaut plus à l'aboutissement que **moins de 4% de sa valeur initiale**. En équivalent USD et avec le taux de change actuel sur le marché⁽²⁾, le budget de l'UL est passé de **257 666 667 USD**

(1) <https://www.usj.edu.lb/dubai/about/>

(2) Taux de change du 16 Octobre 2022, 1 USD = 40 000 LL

en 2018 à l'équivalent de **9 117 500 USD** en octobre 2022. La rémunération du personnel administratif et académique ainsi que la facturation des étudiants demeurent la même et en LL.

Pour tout ce qui a trait aux affaires financières et qui n'est pas déjà pris en compte dans la loi organique 75/67 qui la régit⁽¹⁾, l'UL ne peut rien entreprendre sans une autorisation du pouvoir exécutif et/ou législatif. Toute tentative de sa part, de lever des fonds ou des donations doit être préalablement approuvée par le Conseil des ministres. Cela politise toute initiative visant à accroître le financement de l'université publique ou à diversifier ses sources. Le système politique est sclérosé et régi par une *kleptocratie*⁽²⁾ qui institutionnalise une corruption viscérale. Il n'est donc pas surprenant de percevoir de nombreuses entraves à toute initiative visant à renforcer l'université ou

(1) La loi 75/67 est la « loi Organique relative à l'organisation de l'Université, qui confirme l'autonomie académique, administrative et financière de l'Université », <https://ul.edu.lb/lu/history.aspx?lang=3>

(2) «Kleptocratie : Forme de gouvernement où l'autorité est exercée par des personnes pratiquant la corruption (ex. détournement de fonds publics) pour s'enrichir et/ou accroître leur pouvoir ». Larousse.<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/kleptocratie/188146>

à la libérer de la dépendance, notamment financière, envers le pouvoir politique.

L'exemple qui suit illustre la manière dont l'UL est lésée par la *kleptocratie*. Entre 2020 et 2021, avec l'accord du ministère de la Santé, l'université entrevoit une bouffée d'oxygène à travers une prestation de services à l'aéroport de Beyrouth où elle est chargée d'effectuer les tests PCR des passagers qui débarquent. En échange de cette prestation, elle est censée percevoir plus de 50 millions de dollars USA⁽¹⁾. Mais, à ce jour encore, ni les compagnies aériennes qui prélevaient pourtant les frais des passagers pour chaque test, ni la Société libanaise de transport – LAT, ni la Société de services au sol du Moyen-Orient (MEAG) à destination du Liban, ne lui ont transféré les montants qui lui sont dus.

Depuis longtemps, l'UL fait face à de nombreuses difficultés financières avec des coupes budgétaires successives. Jusqu'aux années 1990, son budget lui permet de proposer de nombreuses bourses d'études,

(1) «Précision de la Présidence de l'Université Libanaise sur le produit des tests PCR : Les compagnies aériennes nous ont fait du tort, et nous suivrons le dossier jusqu'au bout », Al Manar, 21/01/22, <https://www.almanar.com.lb/9180085>
« Liban-PCR: les compagnies aériennes sommées de rendre l'argent perçu », Ici Beyrouth, 8/02/22, <https://icibeyrouth.com/dernieres-infos/34237>

de financements pour la recherche, de souscriptions aux revues scientifiques les plus reconnues dans les domaines concernés, des bibliothèques universitaires des équipements et des laboratoires bien garnis, de la fourniture à profusion etc. Son rayonnement, notamment dans les pays arabes, lui permettrait d'envisager une stratégie similaire à celle de La Sorbonne qui s'étend à l'international et crée l'université Sorbonne Abu Dhabi⁽¹⁾. Mais, sous le gouvernement de Rafic Hariri et à l'image de ce qui se passe ailleurs dans le monde, la libéralisation de l'enseignement s'accélère et un tel projet pour l'UL commence à relever plutôt du domaine de l'utopie.

La libéralisation se traduit par : une multiplication rapide et massive de nouvelles universités privées, une réduction budgétaire constante à l'UL, le gel des salaires des professeurs et de leur recrutement à plein-temps. Usant d'une formule de co-tutelle convenue avec la France, le gouvernement justifie son désengagement de l'obligation financière pour envoyer les étudiants doctorants à l'étranger. L'école doctorale à l'UL est créée et un nivellement vers le bas s'opère. Alors que l'intégration des professeurs à plein temps relevait du Conseil de l'université, en gelant l'article 48 de la loi fondamentale de l'université 75/67, cette autorité

(1) <https://www.sorbonne.ae/fr/>

est transférée au Conseil des ministres qui en a l'exclusivité. Cela transforme une décision académique en un acte politique dans un système confessionnel dont les logiques communautaires et électorales handicapent et sclérosent le fonctionnement d'une institution académique⁽¹⁾.

Malgré tout, l'UL fait face aux difficultés grandissantes, mais à partir de 2019, elle est confrontée à un cataclysme qui se répercute sur son administration, ses enseignants, ses étudiants et son fonctionnement. La valeur du budget de l'université est telle que son actuel président Bassam Badran⁽²⁾ s'inquiète de ne pas avoir de quoi payer l'approvisionnement en fuel du centre sanitaire et des laboratoires dans lesquels se trouvent des produits et molécules nécessitant une réfrigération.

Mais tel n'est pas tout. Car l'université n'a même plus les moyens de régler l'approvisionnement en eau, en électricité et en connexion à internet, pas plus que le gardiennage, le nettoyage, le maintien des bibliothèques ou des équipements ou la provision de consommables. La plupart des locaux à travers le territoire sont fermés et

(1) Depuis, cette autorité a été restituée au Conseil de l'université, lequel n'a toujours pas été formé, car la nomination des doyen(ne) s demeure, pour des raisons politiques, en suspens depuis de nombreuses années.

(2) Entretien en Mai 2022.

l'enseignement devient principalement virtuel. Tel est la situation jusqu'à la promulgation du nouveau budget par le Parlement en Octobre 2022 qui débloque 500 milles milliards de LL pour l'UL.

Certes, la série de confinements liés à la crise sanitaire (2020 – 2021), a fait basculer toutes les universités vers l'enseignement en ligne. Néanmoins, dès que le contexte sanitaire le permet, les trois universités de prestige rebasculent la plupart de leurs cours vers le présentiel avec peu d'hybride. Quant à l'UL, elle n'a de choix que de maintenir le cap sur l'enseignement en ligne, du moins jusqu'en Novembre 2022⁽¹⁾. Les raisons de ce maintien s'avèrent être intimement liées à la crise économique et financière du pays qui se répercute aussi bien sur les enseignants que sur les étudiants.

Impact sur les enseignants

Globalement, les conditions de vie des enseignants des quatre universités se retrouvent dégradées. Une paupérisation générale s'opère. Néanmoins, les conditions de travail dans les universités de prestige sont bien meilleures qu'à l'UL, laquelle devient plutôt une université virtuelle où le règlement des salaires demeure exclusivement en LL.

(1) Le 17/10/2022, il est annoncé que la nouvelle année sera en présentiel.

Le basculement soudain de l'UL vers l'enseignement en ligne marque la fin de ce qui passe aujourd'hui pour un luxe. Dans les programmes auxquels aucune expérience appliquée en laboratoire n'est associée, les professeurs n'ont accès qu'à la plateforme Microsoft Teams installée à la rentrée 2020 pour maintenir l'enseignement en ligne. Les enseignants se rendent à l'université uniquement durant les partiels. Les laboratoires, sans ressources, demeurent accessibles aux enseignants, qui peuvent y filmer les expériences. Ces mêmes enseignants sont isolés et peu valorisés.

L'enseignement en ligne transfère de nombreux coûts de l'université aux enseignants, notamment ceux d'équipements, d'électricité et de connexion internet. Ces coûts viennent s'ajouter à un pouvoir d'achat qui s'est effondré durant ces 3 dernières années. L'exemple d'un enseignant à temps plein de l'UL avec six ans d'ancienneté dont le revenu est de 4 500 000 LL net par mois est criant. En 2018, ce revenu équivalait à 3000 USD. Aujourd'hui, il équivalait à 112 USD. Dans un pays où l'électricité est rationnée, où il n'y a ni trottoir, ni réseaux de transports en commun, et où il y a peu d'autre choix que de se déplacer en voiture, l'enseignant a déjà dépensé plus que son salaire mensuel, avant même d'avoir assuré ses besoins primaires.

A ce jour, une revalorisation des salaires à l'UL demeure attendue⁽¹⁾. Plus de 80% de ses 5600 enseignants sont des contractuels. Ils sont rémunérés à l'heure, deux ans après avoir assuré leurs heures d'enseignement et sans aucun avantage. La valeur de cette rémunération devient dérisoire. En Octobre 2022, la loi du budget prévoit de tripler les salaires de la fonction publique dès Novembre. Entre temps la livre continue de se dévaloriser, donc malgré la légère amélioration des conditions qui en résulterait, sa pérennité n'est pas assurée.

Même si les conditions de travail sont meilleures dans les universités privées, la crise touche également leurs enseignants. Face au coût de la vie qui s'envole, le pouvoir d'achat est anéanti. L'indice du coût de la vie à 120.5 à Beyrouth surpasse celui de *New York City* (100)⁽²⁾. L'adéquation entre la rétribution de l'enseignant et le coût de la vie a disparu.

Face aux conditions de vie et de travail qui continuent de se dégrader, les enseignants sont nombreux à se retrouver démobilisés. Ils cumulent les emplois ou quittent leurs

(1) En février 2022, une « aide sociale » mensuelle censée valoir la moitié de la valeur du salaire de l'enseignant est annoncée. Une mensualité a été versée en Mai et quatre en Septembre.

(2) <https://www.visualcapitalist.com/cp/comparing-cost-of-living-worldwide/>

emplois rémunérés dans une devise qui ne vaut plus grand-chose. Certains émigrent, particulièrement ceux des secteurs médicaux, très prisés sur les marchés étrangers de l'emploi en pleine période de pandémie mondiale. Les enseignants diplômés et insérés dans des réseaux à l'étranger émigrent également plus facilement. L'AUB perd environ 25% de son corps enseignant, la LAU, entre 20 et 25%, tandis que l'USJ voit son corps enseignant diminuer de 10 à 15%⁽¹⁾. Le président de l'UL estime qu'en 2021-2022, l'université aurait perdu 20 à 30% de ses enseignants. Néanmoins, l'enseignement qui est maintenu en ligne permet aux enseignants de l'UL qui sont à l'étranger de continuer à assurer leurs cours. Cela signifie qu'en attendant d'avoir plus de clarté sur l'avenir de l'université publique et les conditions de travail qui y sont associées, les enseignants à l'étranger qui le souhaitent peuvent encore éviter de renoncer à leur rattachement institutionnel et à leur contrat avec l'université.

Malgré tout, quelle que soit l'université à laquelle les enseignants-chercheurs sont rattachés, leur paupérisation est bien en marche et celle-ci ne peut qu'avoir une répercussion négative sur l'enseignement.

(1) Tirées d'entretiens avec des cadres des universités. Il est difficile d'avoir des estimations précises car certains enseignants sont en année sabbatique ou en congé sans solde.

Conditions de travail et de l'enseignement

Les conditions de travail à l'UL sont significativement plus dégradées que dans les universités privées de prestige dont le contexte est plus favorable à l'enseignement. Les universités privées maintiennent la plupart de leurs locaux ouverts, y compris leurs laboratoires. Les équipements de bases y sont assurés.

Les universités américaines maintiennent l'accès aux revues, périodiques scientifiques ou aux plateformes comme JSTOR, par exemple, sur lesquelles sont publiées de nombreux articles scientifiques. Ce n'est plus le cas à l'USJ où les abonnements aux revues scientifiques, du moins dans les sciences humaines, sont réduits. Quant à l'UL, depuis bien longtemps, elle ne paie plus d'abonnements ni à des revues scientifiques, ni à des plateformes.

S'agissant du financement des déplacements à l'étranger pour participer à des colloques ou à des conférences, depuis plusieurs années à l'UL, c'est à l'enseignant de le couvrir. Pour ce qui est des universités prestigieuses, elles l'ont gelé depuis le début de la crise⁽¹⁾.

(1) A l'AUB, les frais d'un déplacement annuel à l'étranger aux enseignants qui participent à un événement scientifique devraient bientôt être couverts de nouveau.

Certes, les universités prestigieuses trouvent les moyens de financer les approvisionnements susmentionnés, mais les multiples grèves du secteur public impactent la gestion des importations et compliquent l'approvisionnement en outils, produits et équipements en tous genres. Par ailleurs, les investissements dans de grands équipements très coûteux à importer sont remis à plus tard⁽¹⁾. Les chercheurs concernés par ces équipements doivent donc se rabattre sur ce qui est disponible.

Le manque de moyens pour l'UL l'oblige donc à maintenir l'enseignement quasi-exclusivement en ligne. Ceci se répercute sur ses formations, notamment celles contenant des expériences appliquées en laboratoire. En effet, le nombre d'expériences au programme a été divisé par 2 ou 3 par rapport à 2019⁽²⁾. Selon un enseignant en faculté d'agronomie, plus de 80% des expériences qu'ils faisaient avec les étudiants ne peuvent plus être réalisées faute d'éléments à usage unique. L'enseignement pratique se retrouve très pressurisé et pousse le corps professoral à trouver des solutions alternatives. Ainsi, la durée des stages pratiques des étudiants se rallonge, passant de deux semaines à deux mois.

(1) Basé sur un entretien avec un enseignant-chercheur en Chimie à l'AUB, Juin 2022.

(2) Tiré d'un entretien avec le président de l'UL.

Étant donné que l'enseignement est en ligne, le nombre d'heures de cours effectif y est réduit⁽¹⁾. Le contenu du cours ne peut ni être entièrement couvert ni enseigné de la même manière qu'en présentiel. A cela s'ajoute l'instabilité du rythme universitaire qui, depuis 2019, est interrompu par une série de grèves des enseignants et/ou de l'administration.

Au final, même si les conditions de travail diffèrent considérablement entre les enseignants des trois universités privées et ceux de l'université publique, la détérioration générale des conditions de vie affecte tous les enseignants, ainsi que les étudiants.

Impact sur les étudiants

L'impact de la crise sur les étudiants des quatre universités concernées par cette étude varie en fonction des ressources financières et matérielles de chacun⁽²⁾. La structure différentielle de la population permet de supposer que dans les universités privées, il y a beaucoup plus d'étudiants dont les parents ont des moyens financiers. Cela n'exclut pas la

-
- (1) Un cours de 3h et 4 h en présentiel, ne doit pas dépasser respectivement 1h30 et 2h en ligne.
 - (2) Les difficultés psychologiques et sociales ne sont pas abordées dans cette étude.

présence d'étudiants provenant de milieux défavorisés. A l'AUB, selon le recteur, 25% des étudiants poursuivraient une scolarité gratuite. A l'UL, c'est vraisemblablement une majorité écrasante qui manque de moyens, à l'image de l'institution.

Tableau 2 : Évolution du coût annuel moyen de la scolarité en LL, par étudiant, en milliers, entre 2019 et 2020

	AUB	LAU	UL	USJ
Coût annuel moyen de la scolarité en LL par étudiant, en milliers, en 2019	27324	31372	220	23310
Coût annuel moyen de la scolarité en LL par étudiant, en milliers, en 2020 ¹⁰	71031	244702	220	28026
Augmentation en % du coût annuel moyen de la scolarité en LL, entre 2019 et 2020	260%	780%	0%	120%

Moins de deux ans avant les soulèvements, les universités privées bénéficient de prêts subventionnés accordés par la BDL⁽¹⁾ et dont les fonds proviennent des épargnes des particuliers. Ces fonds s'avèreraient utiles pour faire face à la dévaluation de la devise et la perte de

(1) Ces universités privées ne perçoivent pas de financement direct de l'Etat, mais elles bénéficient d'avantages, comme les prêts subventionnés, dont l'UL n'a pas bénéficié.

revenus provenant des frais de scolarité. Néanmoins, moins de deux ans après les soulèvements, malgré les difficultés auxquelles de nombreux étudiants sont exposés, et malgré leur opposition, les universités américaines augmentent significativement les frais de scolarité. Entre 2019 et 2020, ces frais annuels en devise nationale augmentent de 260% à l'AUB, de 780% à la LAU et de 120% à l'USJ. A l'UL, par contraste, ils demeurent inchangés.

A la rentrée de 2020, l'année académique dans les universités privées coûte relativement moins cher que d'habitude pour les étudiants dont les parents sont rémunérés en USD. Par exemple, si le dollar de l'AUB est à 3900 LL, ou celui de l'USJ à 2700 LL, mais que le taux de change sur le marché parallèle au même moment est à 15 000 LL, comme cela a pu être le cas, alors la rémunération en USD permet d'acheter bien plus de livres libanaises qu'auparavant et de régler l'année académique en LL avant que les tarifs universitaires n'évoluent.

Il n'est pas à exclure que certains étudiants dont les parents sont rémunérés relativement modestement, mais en USD, aient saisi l'opportunité présentée par la valorisation du dollar face à la livre pour s'inscrire à l'une des trois universités prestigieuses. Si cela a pu être le cas pendant les deux premières années du cataclysme économique, une fois que ces universités introduisent la dollarisation d'une partie

des frais de scolarité, l'opportunité en question disparaît. Pour les étudiants dont les parents sont rémunérés en LL et dont les revenus n'ont pas été revalorisés, les études déjà coûteuses deviennent inabordables. L'impact sur les étudiants du basculement vers l'enseignement à distance, résultant de la série de confinements liée au Covid-19, varie en fonction des moyens de leurs familles. Les étudiants nantis qui ont les moyens de payer pour des services, n'ont pas à faire face aux mêmes difficultés matérielles que ceux qui manquent de moyens. Ceux-là font face aux mêmes difficultés matérielles que celles qui ont été soulignées pour les enseignants. Dans un même foyer, plusieurs enfants en âge d'étudier auraient besoin, chacun, d'un ordinateur, mais chacun n'en a pas nécessairement un en propre. Les espaces de travail à la maison peuvent manquer et les foyers mal conditionnés rendent les études encore plus difficiles⁽¹⁾. A cela s'ajoutent les difficultés financières des familles.

Les étudiants peinent à suivre des enseignements. Ceux qui n'ont pas les moyens de se procurer un ordinateur - devenu un outil indispensable pour les études - doivent jeter l'éponge. Pour les chanceux qui ont un générateur, à

(1) Awada. H. 2020. The digital dropout in online teaching the case of faculty of literature and human sciences Lebanese university, 333/363.

chaque coupure d'électricité, l'étudiant perd de précieuses minutes d'explication en attendant de se reconnecter. Tout comme pour les enseignants, l'enseignement virtuel transfère des coûts sur les étudiants. Certains se rabattent sur leurs téléphones portables qui ne sont pas adaptés pour étudier sereinement. Par ailleurs, les cours en ligne impliquent davantage d'autonomie et de débrouillardise de la part des étudiants qui sont déjà lésés par le contexte dans lequel ils vivent. À l'UL, si l'enseignement devait y reprendre en présentiel, la majorité des étudiants auraient des difficultés à défrayer les frais de transport, pour assister aux cours, d'hébergement ou de divers services en résidence étudiante⁽¹⁾.

Au-delà des impacts techniques et financiers de la crise, l'enseignement en ligne qui perdure à l'UL prive ses étudiants de l'expérience de la vie universitaire sur les campus. Celle-ci joue un rôle émancipateur pour les étudiants qui sont amenés à fréquenter de nouvelles personnes provenant d'une diversité de catégories socio-économiques, d'ethnicités, de communautés, de nationalités, etc. Cette mixité invite à de nouvelles discussions, à la circulation

(1) Le retour à l'enseignement présentiel impliquerait une réorganisation de la vie des étudiants qui travaillent qui n'est pas toujours possible.

de nouvelles idées et au débat. Elle contribue à enrichir la formation des étudiants en remettant en question des idées préconçues et des stéréotypes.

En somme, les étudiants les plus défavorisés dans les quatre universités sont, tous, touchés par la crise et ceux de l'UL le sont davantage. Dans ce contexte, quelles seront les stratégies d'adaptation déployées par les universités ?

Stratégies d'adaptation des universités

Ce sont surtout les universités privées qui déploient des stratégies d'adaptation pendant que l'UL tente avant tout de survivre. Ces stratégies impliquent une variété de mesures liées : aux frais de scolarité, à la gestion du personnel et de la rémunération, à l'aide aux étudiants, aux réseaux d'anciens élèves, à la levée de fonds et de donations, à l'internationalisation et à la rentabilisation de la recherche et des investissements.

Efficacité opérationnelle et frais de scolarité

Au début du cataclysme économique marqué par l'insurrection du 17 Octobre 2019, l'AUB, la LAU et l'USJ maintiennent les frais de scolarité au taux officiel de 1500 LL pour 1 USD. Une fois que la dévaluation de la livre libanaise s'enclenche, au cours de l'année académique

2020-2021, l'AUB et la LAU appliquent un « *lollar* »⁽¹⁾ de 3900 LL pour 1 USD. Quant à l'USJ, elle opte pour un taux de 2700 LL pour 1 USD⁽²⁾. A l'UL, rien ne change. Face à la situation exceptionnelle qui affecte la valeur des encaissements de scolarité, entre 2019 et 2021, l'AUB et la LAU puisent exceptionnellement dans leurs fonds de dotation⁽³⁾. Par la suite, elles organisent des levées de fonds et de donations à travers leurs réseaux de donateurs et d'anciens élèves. L'USJ fait pareil y compris à travers son antenne à Dubai⁽⁴⁾.

(1) Lollar : Contraction de dollar et de livre libanaise. Il désigne une quantité de monnaie actuellement dans les banques libanaises, théoriquement libellée en USD mais qui ne peut être utilisé en dehors du système bancaire libanais. Cela résulte, en parti, du contrôle du capital imposé par les banques. Aujourd'hui trois taux de change sont en vigueur au Liban : le taux de change officiel (1507LL/USD), le lollar (d'abord 3900 LL/USD puis 8000 LL/USD), et celui du marché noir qui en date du 16/10/2022 est à 40 000 LL.

(2) https://www.usj.edu.lb/intranet/actu/pdf/10858_1640.pdf

(3) Tiré d'entretiens avec des responsables administratifs.

(4) Informations tirées d'un entretien avec un cadre administratif. En 2021-2022, le Recteur et plusieurs cadres de l'USJ se sont rendus en France, dans les Emirats et aux Etats-Unis pour retrouver des « anciens élèves et amis » de l'USJ, <https://www.usj.edu.lb/news.php?id=11888>

Ces mesures permettent aux universités privées de favoriser le maintien de leurs revenus, mais elles ne répondent pas à toutes les attentes d'un modèle de financement croissant qui vise à atteindre une stabilité financière et à augmenter les actifs. Pour répondre aux attentes, les universités visent « l'efficacité opérationnelle »⁽¹⁾ qui passe par une diminution des dépenses et une variété de mesures. Le licenciement massif de 14% de la main-d'œuvre de l'AUB en Juillet 2020⁽²⁾ en fait partie. Le départ de personnels administratifs et enseignants dont les revenus ne sont pas suffisamment revalorisés pour qu'ils puissent envisager de rester, en est un autre.

La notion d'efficacité susmentionnée est comparable à celle des entreprises privées dans un système capitaliste dont l'objectif principal est de générer des profits. Dans ce souci d'efficacité opérationnelle, les deux universités américaines annoncent la dollarisation des frais de scolarité qui devront être réglés en USD, ou avec l'équivalent en L.L. sur le marché parallèle.

S'agissant de l'USJ, pour la rentrée 2022-2023, 25% des frais de scolarité doivent y être réglés en USD.

(1) <https://www.lau.edu.lb/about/governance/president/presidents-report/2021/financial-report.php>

(2) <https://www.al-fanarmedia.org/2020/07/university-professors-feel-the-pain-of-lebanons-worsening-crisis/>

L'excédent d'1 million USD que l'université a en 2018-2019 laisse supposer qu'elle aurait quelques réserves qui lui permettraient de mieux faire face à la crise actuelle. Par ailleurs, avec des frais relativement moins élevés que ceux des universités américaines et des formations en anglais, elle fait jouer la concurrence. A la rentrée 2022, elle attirerait 25 à 30 % d'étudiants en plus par rapport aux années précédentes, notamment ceux de l'AUB⁽¹⁾.

L'USJ s'inspire des universités américaines et crée, en Février 2022, un Haut Conseil censé veiller à la bonne gestion et au contrôle des finances de l'université⁽²⁾. Il est composé d'une multitude de personnalités extérieures à l'université dont l'actuel ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur du Liban. Dans le contexte actuel du Liban, ce conflit d'intérêts et la collusion subséquente pourraient servir à faciliter l'obtention de certaines faveurs.

La rémunération

Dans un premier temps, les universités privées ne revalorisent pas les salaires des enseignants, mais face à l'hémorragie de leur capital de connaissance que

(1) Tiré d'un entretien entre une journaliste et le Président de l'USJ en Septembre 2022.

(2) https://www.usj.edu.lb/intranet/actu/pdf/11922_2057.pdf

représentent leurs enseignants, elles n'ont de choix que de revaloriser et partiellement « dollariser » les rémunérations des enseignants. Ces revalorisations varient d'une université à l'autre.

A l'USJ, à partir de Février 2022, la rémunération en *dollar* est arrêté et le salaire des enseignants cadrés dans son intégralité est maintenu et réglé en LL, en y ajoutant cependant une marge de 10% du salaire, réglée quant à elle en USD « frais ». A l'AUB et à la LAU⁽¹⁾, respectivement 20% et environ 50% des paies sont versés en USD⁽²⁾. Néanmoins, à la LAU, une opacité dans la manière dont les salaires sont réglés et dont la dollarisation est appliquée suggère qu'une différence de traitement existe entre les enseignants de même rang, quand ils sont de nationalités différentes. Celle-ci accélérerait le départ de ceux qui se trouvent lésés et qui trouvent des opportunités ailleurs.

Malgré les revalorisations des salaires, celles-ci ne sont pas proportionnelles à l'augmentation des frais de scolarité

-
- (1) La LAU envisagerait de proposer à des membres de son corps professoral d'intervenir dans des formations qu'elle donnerait en Irak, moyennant une rémunération additionnelle et indépendante de leur revenu mensuel.
 - (2) Selon des entretiens effectués en été 2022 avec des enseignants des deux universités.

qui se « dollarisent ». Ainsi, en augmentant les frais de scolarité collectés par rapport au coût des salaires, les universités privées minimisent leurs dépenses et maximisent leurs revenus. Elles font le minimum nécessaire pour ralentir l'appauvrissement de leur capital de connaissance et retenir leurs enseignants et chercheurs formés qui, quant à eux, sont récupérés par des entreprises étrangères ou tentés par l'émigration en quête d'une meilleure rémunération et reconnaissance dans leur domaine.

Des aides aux étudiants

Contrairement à ce qui se passe à l'UL, les trois universités privées annoncent une hausse dans l'attribution des aides financières aux étudiants avec une accélération ces trois dernières années. Entre 2012 et 2019, le montant des aides financières à l'USJ⁽¹⁾ et à la LAU⁽²⁾ aurait presque doublé. En 2020-2022, plus de 50% des étudiants de l'USJ et 85% de la LAU reçoivent une aide financière⁽³⁾. Par

(1) <https://www.usj.edu.lb/aide/>

(2) https://giving.lau.edu.lb/sites/default/files/lau_contributors_report_2019_0.pdf

(3) Les aides financières prennent une multitude de formes : prêts, bourses, heures de travail d'étudiants pour l'université etc. <https://www.lau.edu.lb/> , <https://www.usj.edu.lb/fondationusj/pdf/livret.pdf>

ailleurs, les deux universités américaines reçoivent l'appui du département d'Etat américain. Celui-ci leur envoie 20 millions de dollars d'aide d'urgence⁽¹⁾ destinée à financer la moitié des frais de scolarité de 1800 étudiants.

Certes, des fonds d'aide pour les étudiants destinés à couvrir leurs frais sont créés, mais ces derniers n'exercent aucun contrôle là-dessus. Ils n'ont pas de droit de regard ou de surveillance et sont en rapport de dépendance vis-à-vis de mécènes. Les critères d'obtention et de distribution des aides seraient opaques⁽²⁾. Cela nourrit un sentiment de précarité et un manque de visibilité pour les étudiants par rapport au coût de leur formation. Le manque de clarté dans les règles présidant à la distribution des aides rappelle le modèle clientéliste largement en vigueur au Liban.

Réseaux d'anciens étudiants et campagnes actives de levée de fonds et de donations

Le développement et le maintien des réseaux d'anciens élèves des trois universités prestigieuses dont bon nombre émigrent vers les quatre coins du monde facilitent la levée

-
- (1) Dans le cadre du programme « Tomorrow's Leaders » - Middle East Partnership Initiative (MEPI), <https://mepi.state.gov/about-mepi/>
 - (2) Entretiens avec des étudiants et anciens étudiants des universités prestigieuses.

de fonds et de donations. En Mars 2019 et en 2020, l'AUB et l'USJ créent respectivement le WorldWide Alumni Association of the AUB (WAAAUB)⁽¹⁾ et la plateforme Alumni USJ⁽²⁾, toutes deux dédiées à fédérer les anciens étudiants⁽³⁾.

A travers les réseaux sociaux et ceux des anciens élèves, les universités font régulièrement appel aux dons. Les présidents de la LAU et de l'USJ n'hésitent pas à faire des tournées dans des pays comme les Etats-Unis ou la France pour lever des fonds et y rencontrer des dirigeants et personnes ressources pouvant aider ou investir dans des programmes de l'université.

S'agissant de l'UL, en Août 2022, son président se rend au Qatar pour échanger avec des représentants du Fonds Qatari pour le Développement et tenter de lever 35 millions de dollars auprès de donateurs engagés dans l'éducation supérieure. Deux mois après cette visite, aucune aide de cette provenance n'est mentionnée⁽⁴⁾.

(1) https://alumni.aub.edu.lb/s/1716/bp20/Interior.aspx?sid=1716&gid=2&pgid=525&no_cookie=1

(2) <https://alumniusj.org/>

(3) La LAU n'attend pas la crise d'Octobre 2019 pour mettre en place le site internet dédié aux anciens élèves : <https://alumni.lau.edu.lb/relations-office/office-news.php>

(4) Tirée d'un échange avec un spécialiste de l'enseignement supérieur au Liban.

Alors que les levées de fonds se multiplient pour les universités privées qui continuent de se développer, l'UL multiplie les tentatives pour trouver les ressources financières nécessaires à sa survie.

L'internationalisation

Face à l'absence de solution perceptible à court terme au Liban, les universités américaines accélèrent le lancement de leur « internationalisation ». Celle-ci contribuerait à leur expansion et à la stabilisation de leur modèle de financement. Pour ce qui est de l'UL, sans surprise, l'internationalisation ne la concerne pas.

La LAU aurait l'intention de capitaliser sur ses locaux à New York et sur son accréditation déjà existante aux Etats-Unis pour transformer ses bureaux en une mini université active. En 2022, elle signe un mémorandum d'accord avec les autorités de l'Irak pour construire dans ce pays un campus académique et y établir un campus médical ainsi qu'un hôpital⁽¹⁾. En 2021, l'AUB annonce la construction de son campus jumeau dans la ville européenne de Paphos (Chypre).

(1) Batakji Raissa, "LAU Beyond Borders: Plans in Motion to Set Up a Campus in Baghdad", *News LAU*, 23/02/2022, <https://news.lau.edu.lb/2022/lau-beyond-borders-plans-in-motion-to-set-up-a-campus-in-baghdad.php>

Les trois premières facultés qui y seront inaugurées sont celles des Arts & Sciences, de l'Ingénierie ainsi que celle du commerce. Les étudiants ciblés viendraient du monde entier et de Chypre. Cela inclut les enfants des nombreux Libanais déjà installés dans cette île. Réglés en devises étrangères, les frais de scolarité des étudiants des campus à l'étranger permettraient aux universités de diversifier leurs sources de revenus.

La présence de l'AUB à Chypre offrirait aux étudiants du Liban, un contexte plus stable dans lequel étudier. Situé à 30mns de vol de Beyrouth, il leur serait plus simple de maintenir les liens avec la famille si elle demeure au Liban. Par ailleurs, Chypre représente une porte d'entrée de l'Union Européenne (UE) et pourrait servir de tremplin pour les nombreux Libanais qui émigreraient par la suite vers d'autres pays de l'UE et pour qui les formalités administratives seraient simplifiées.

Ces ancrages à l'étranger offrent également aux universités des opportunités d'intégrer de nouveaux réseaux universitaires et/ou institutionnels à travers lesquels peuvent émerger de nouvelles sources de financement de formation ou de recherche.

Recherche et rentabilité

Le classement mondial de 1500 universités du Times Higher Education (THE)⁽¹⁾ pour 2021, révèle que la stimulation de la recherche est bel et bien au cœur des préoccupations des quatre universités en question dans ce chapitre. Au niveau régional, l'AUB obtient la 3^{ème} place. Au niveau local, seules quatre universités figurent sur la liste THE. L'AUB en tête du peloton, suivie de la LAU, de l'USJ et de l'UL, malgré les pénuries auxquelles celle-ci fait face depuis des années⁽²⁾. Ces universités comprennent que la recherche est nécessaire pour innover, publier, renforcer le rayonnement de l'université et obtenir des financements d'institutions internationales visant à promouvoir la recherche. Elle est également utile pour monter des projets monétisables et lucratifs.

Cette logique de monétisation s'exprime à travers la citation de deux membres du conseil d'administration de la LAU.

«En s'appuyant sur le capital humain du Liban, les

(1) Classement basé sur un ensemble de critères pondérés: l'enseignement (30 %), la recherche (30 %), les citations (30 %), l'ouverture internationale (7,5 %) et les revenus industriels (2,5 %).

(2) <https://economics.creditlibanais.com/Article/209999#en>

universités de premier plan telles que la LAU, l'AUB, l'USJ, l'ESA et l'USEK joueront un rôle clé en apportant le soutien indispensable pour nourrir les nouvelles initiatives entrepreneuriales au Liban en fournissant à la fois un espace et un encadrement aux nouvelles entreprises émergentes. »⁽¹⁾

L'UL n'est pas mentionnée comme étant de premier plan. Pourtant, elle est mieux « classée » que l'USEK ou l'ESA qui n'apparaissent pas dans le classement THE. Cette déclaration souligne une vision affairiste de la mission des universités qui investissent dans des collaborations avec le secteur privé et les monétisent, similairement aux entreprises à but lucratif.

La LAU envisage d'ouvrir un incubateur⁽²⁾ et de suivre la même voie que l'USJ qui, au début des années 2000, crée Berytech. Cet incubateur est dédié à la promotion de l'innovation, l'entrepreneuriat et le développement technologique à travers la création et le développement de « start-ups » et de PME libanaises. L'écosystème qui

(1) Tiré du site de l'Association *Computing Machinery* basée à New York : Touma Walid R. & El Zein Saad, "Entrepreneurship ecosystem in Lebanon", CACM, April 2021 (Vol. 64, No. 4), <https://cacm.acm.org/magazines/2021/4/251350-entrepreneurship-ecosystem-in-lebanon/fulltext>

(2) Tirée d'un entretien avec un enseignant.

met en relation les universitaires et l'industrie stimule une multitude de coopérations et d'initiatives monétisables. La location de petits espaces de travail ou la coopération entre chercheurs et industriels sont deux exemples de monétisation parmi d'autres. Le cas des tests PCR effectués par l'UL à l'aéroport de Beyrouth est un exemple d'une tentative de monétisation de la compétence des équipes spécialisées de l'UL, mais celle-ci est avortée par la corruption.

Cette corruption contribue d'ailleurs à alimenter une concurrence déloyale entre l'université publique et les universités privées. En effet, aussi surprenant que cela puisse paraître, en 2018, la Banque Centrale du Liban (BDL) décide de financer une collaboration entre l'AUB et l'USJ sur le programme HITS - Healthcare Innovation and Technology Stimulus à hauteur d'1.5 milliards de LL⁽¹⁾. En Avril 2021, l'équipe HITS se réunit pour une cérémonie de proclamation des lauréats du programme⁽²⁾. Des affectations ont lieu, mais il est difficile de savoir si et quand l'argent est versé. Cette opacité caractérise la manière dont les

(1) <https://www.aub.edu.lb/President/Documents/Messages/HITS-7-10.pdf>, <https://www.aub.edu.lb/President/Documents/speeches/2021/HITS-awards-ceremony-april-2021.pdf> Taux de change en 2018, 1 USD= 1500LL.

(2) <https://www.usj.edu.lb/news.php?id=10466>

finances publiques et celles de la BDL sont gérées⁽¹⁾. Le fait que la cérémonie a lieu laisse supposer que le financement annoncé est versé ou maintenu. L'UL ne bénéficie pas de ce type de financement qui, pourtant, lui permettrait de développer des projets et coopérations scientifiques également monétisables qui constitueraient une source de financement alternative au budget de l'Etat.

En 2021, l'AUB reçoit plus de 35 millions USD voués à la recherche⁽²⁾, soit un montant record des dix dernières années qui alimente sa productivité dans la recherche⁽³⁾. Le contraste avec l'UL est frappant. Avant la crise, le budget de l'UL alloué à la recherche est déjà relativement modeste⁽⁴⁾. Sachant que le budget reste le même et en LL, sa valeur devient encore plus symbolique qu'auparavant. A l'université publique, toutes les conditions plaident en défaveur du maintien de l'activité de recherche.

(1) Le gouverneur Riad Salameh est actuellement pourchassé par sept pays européens pour des pratiques financières illicites (blanchiment d'argent, pratiques frauduleuses etc.)

(2) Tirée d'un entretien avec le Recteur, Juin 2022.

(3) Selon AUB, elle publierait 40% de la recherche académique annuelle au Liban.

(4) En 2004, 1,5 milliard LL est alloué à la recherche, <https://www.lecommercedulevant.com/article/6694-lul-quel-cursus->

Malgré les difficultés croissantes auxquelles elle fait face depuis les années 1990, l'UL continue de performer, de publier des travaux de recherche⁽¹⁾ et de se maintenir au peloton de tête des universités au Liban. Est-ce lié au fait que contrairement aux universités privées, ses enseignants sont tous détenteurs d'un doctorat⁽²⁾ (par obligation légale) ce qui favoriserait le maintien d'une activité de recherche? Est-ce dû au fait que des institutions étrangères qui allouent des fonds pour développer des coopérations académiques internationales favorisent l'université publique, notamment dans des pays où les inégalités sont très marquées ? Il est difficile de répondre, mais la question qui se pose aujourd'hui est de savoir jusqu'à quand cette résilience de l'UL peut se maintenir. Elle n'a encore jamais eu à faire face à une division par plus de dix de son budget. La recherche a besoin d'une relative stabilité et d'un minimum de moyens. Deux critères qui lui manquent cruellement à l'appel.

-
- (1) Rapport de l'Agence d'Evaluation de l'Enseignement Supérieur « *L'UL a maintenu sa production scientifique avec 1052 publications répertoriées dans Scopus en 2019 et 864 en 2020* ». Tiré de HCERES, *Document d'accréditation. Suivi de l'accréditation institutionnelle. Université Libanaise*, Décembre 2021, p.11
- (2) A l'exception de cours pratiques liés à des domaines appliqués qui requièrent une qualification professionnelle.

Pour minimiser un manque à gagner et éviter que ses chercheurs fassent appel à d'autres institutions vers lesquelles orienter les fonds, l'UL s'arrange pour qu'en 2022 la domiciliation des financements puisse désormais se faire en USD, et non plus uniquement en LL, moyennant un prélèvement de 15% de leur valeur⁽¹⁾. Si l'utilisation du dollar favorise la domiciliation du financement des projets à l'UL, le prélèvement d'un pourcentage accru réduit le budget dédié à l'activité de recherche.

En somme, face aux multiples stratégies d'adaptation qui permettent aux universités privées de se développer et d'investir dans la recherche, et face à des institutions étatiques partiales qui favorisent les institutions privées, l'UL se retrouve dépossédée de ses moyens et persiste à chercher des solutions pour survivre.

Conclusion

L'enseignement supérieur au Liban est à l'image de la photo ci-dessous. Elle résume la réalité libanaise dans laquelle les plus démunis, de l'un des pays les plus inégalitaires au monde, continuent d'être rançonnés et appauvris au bénéfice des quelques plus privilégiés qui continuent de s'enrichir. Que ce soit l'UL, les enseignants

(1) Ce pourcentage était de 5 à 10% avant.

ou les étudiants les plus défavorisés dans les universités privées, tous paient, à des degrés variables, le prix le plus fort d'une stratégie *néo-libaniste* visant à tout privatiser sans se soucier de la déloyauté des pratiques ou de l'intérêt commun.

Photo : « Badna kulottak lan sakker el dein » (Nous voulons ta culotte pour rembourser la dette)



Source : Photo prise par l'auteur au centre-ville de Beyrouth en Novembre 2019 durant les soulèvements.

Les universités prestigieuses ont bel et bien intégré la gestion du risque dans leur modèle de financement et dans leurs stratégies d'adaptation. L'internationalisation, la

diversification des sources de revenu, la monétisation de la connaissance et la promotion de la recherche sont autant d'initiatives qui permettent aux universités d'être mieux référencées, de renforcer leur rayonnement et d'obtenir davantage de financements internationaux. Le statut privé de ces institutions leur accorde la liberté d'entreprendre et de développer des stratégies locales et internationales. Ces stratégies ressemblent à celles de nombreuses entreprises privées d'économies inspirées du néolibéralisme.

Ceci est à l'opposé de ce qui arrive à l'université publique qui avait réussi à maintenir une formation de qualité quasiment gratuite. Elle a fait ses preuves dans ses unités où le recrutement des étudiants se fait sur la base d'un concours d'entrée (sciences appliquées : médecine, art dentaire, pharmacie, ingénierie, architecture et gestion), mais aussi dans ses facultés de droit, journalisme, tourisme et des Beaux-arts. Néanmoins, son avenir semble incertain. Face à une politique de strangulation, la technologie devient un outil de survie. Elle permet de maintenir l'enseignement devenu virtuel. Les cursus s'adaptent à cette nouvelle réalité qui s'apparente à la formation par alternance, peu répandue au Liban. Néanmoins, les moyens à la disposition de l'UL ne lui permettent pas d'assurer sa pérennité. L'université qui forme les juges et les enseignants des écoles publiques, résiste, mais avec de plus en plus de difficultés. Sa

survie et par conséquent de nombreuses perspectives de développement du pays et de réduction des inégalités sont menacées⁽¹⁾.

Etant donné la crise dans laquelle le Liban continue à s'enliser, il est encore trop tôt pour tirer de grandes conclusions « fermes » et d'envisager l'avenir de ces universités sur le moyen terme. Les observations et les analyses qui découlent de cette étude ont pour objectif de contribuer à mieux éclairer les récentes évolutions dans l'enseignement supérieur au Liban. Aussi, afin de mieux saisir ces changements, une étude portant sur les universités « orientées vers le marché » qui ont pullulé à partir de 1990 reste indispensable et fera l'objet du chapitre 3.

(1) Husein Abdul-Hamid and Mohamed Yassine, *Political Economy of Education in Lebanon. Research for Results Program*, World Bank Group, p.131

Références bibliographiques

1. Kasparian Choghig, *L'émigration des jeunes Libanais hautement qualifiés*, série : "CARIM AS", Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI): Institut universitaire européen, 2010
2. Nasnas Roger, *Le Liban de demain. Vers un développement économique et social*, Dar An-Nahar, Beyrouth, 2016
3. Kabbanji Lama et Kévin Mary, « L'essor des universités privées au Liban : stratégies de conquête de nouveaux « marchés » étudiants », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, Octobre 2020, n°19, p.79-104
4. Bouchez Jean-Pierre, « Autour de « l'économie du savoir » : ses composantes, ses dynamiques et ses enjeux », *Savoirs*, 2014/1, n° 34, p. 9-45
5. Kabbanji Jacques, « Heurs et malheurs du système universitaire libanais ». Enseignement supérieur, pouvoirs et mondialisation dans le monde arabe, *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 2012, vol.1, n°131, p. 127-145

6. « Le système d'enseignement supérieur au Liban - Rapport National », *MERIC*, Juin 2019
7. Awada Hala, The digital dropout in online teaching the case of faculty of literature and human sciences Lebanese university, 2020
8. HCERES, *Document d'accréditation. Suivi de l'accréditation institutionnelle*, Décembre 2021
9. Abdul-Hamid Husein and Yassine Mohamed, *Political Economy of Education in Lebanon*, World Bank Group, 2020

Développement et résilience de l'enseignement supérieur privé au Liban pendant la crise. Le cas de l'Université internationale libanaise (LIU)

Hala Awada

Kevin Mary

Introduction

Les temps sont durs au Liban. Depuis 2019, le pays est entré dans une crise économique sans précédent, considérée comme l'une des pires crises économiques qu'un pays ait connu depuis le milieu du 19^{ème} siècle par la Banque mondiale⁽¹⁾. Cette lourde crise a en outre été aggravée par l'épidémie de Covid déclenchée début 2020 ainsi que l'explosion au port de Beyrouth au mois d'août de cette même année, qui a participé de détériorer encore la situation économique tout comme le moral de la population. Avec

(1) *Lebanon Economic Monitor, The Great Denial*, rapport de la Banque mondiale, 2021.

le décrochage de la monnaie libanaise qui a perdu environ 95% de sa valeur en l'espace de trois années ainsi qu'une inflation record qui atteint plus de 400%, les Nations Unies estiment en 2021 que plus de 80% de la population libanaise vit aujourd'hui dans une pauvreté multidimensionnelle (Aoun, 2021). L'ensemble des secteurs de l'économie du pays sont touchés par ces crises.

Le secteur éducatif et plus particulièrement de l'enseignement supérieur ne font donc pas exception à la règle. Les universités libanaises privées ont été durement touchées et ont dû s'adapter. Parmi les mesures mises en place par les universités on peut citer l'augmentation et la « dollarisation » des frais d'inscription pour les étudiants⁽¹⁾, la réduction du personnel enseignant, la fermeture de certains cours ou encore la fermeture de départements entiers d'enseignement.

Afin d'anticiper un manque à gagner potentiellement

-
- (1) C'est-à-dire exiger le paiement des frais d'inscription non plus en livres libanaises mais en dollars. Cette action permet aux institutions universitaires de se prémunir de la rapide perte de valeur de la monnaie nationale mais induit des coûts exorbitants pour les étudiants et leurs familles, en particulier celles n'ayant pas un accès direct à des dollars (comme par exemple être payé en dollars ou recevoir des dollars de l'étranger par l'intermédiaire de membre de la famille expatriés).

important, les universités privées libanaises ont toutes pris des mesures concernant le paiement de leur frais d'inscription et de scolarité. Ainsi, l'université libano-américaine (LAU) a « dollarisé » ses frais de scolarité, tandis que les prestigieuses Université américaine de Beyrouth (AUB) et Saint-Joseph (USJ) ont procédé à une dollarisation graduelle de leurs frais d'inscription⁽¹⁾. D'autres universités ont imposé des restrictions aux étudiants en retard de paiement⁽²⁾. L'université internationale du Liban (LIU) a quant à elle opté pour un moyen terme en acceptant les paiements dits en « lollars⁽³⁾ ». L'unique université

-
- (1) À l'université américaine de Beyrouth (AUB), 60% des frais d'inscription doivent être payés en dollars pour l'année universitaire 2022-2023, puis 80% l'année d'après et 100% la troisième année. À l'université Saint-Joseph, ce taux n'excède pas pour l'instant 30% des frais d'inscription.
 - (2) El-Ghali, (2020) "Cristal Ball Predictions? Higher Education in crisis in Lebanon". Issam Fares Institute. Consulté le 31 août 2022.
 - (3) Contraction de dollar et de livre (pour livre libanaise), ce terme est né pendant la crise financière au moment où système bancaire libanais s'est montré défaillant. Son inventeur, Dan Azzi, économiste reconnu, l'a défini début 2020 comme « *un dollar coince dans les banques libanaises* ». La livre libanaise est une monnaie en effet adossée au dollar avec une parité officielle fixée à 1500 livres libanaises (LL) pour un dollar américain. Mais ce =

publique du Liban, l'Université libanaise (UL), a été le seul établissement d'enseignement supérieur à ne pas changer ses modalités de paiement restées en livres libanaises.

Le corps enseignant a également été fortement impacté par les multiples crises. Deux attitudes ont prévalu ici : le licenciement et l'émigration (voir chapitre de Elsa El Hachem). A la LIU, aucun enseignant n'a été officiellement licencié, mais la réduction du nombre de cours a poussé de nombreux enseignants vacataires à partir, laissant reposer sur les épaules des titulaires l'ensemble des cours désormais proposés⁽¹⁾. Ce contexte pour le moins compliqué a conduit nombre d'étudiants à opérer des transferts d'une université à une autre, à tel point que cela est devenu l'un des indicateurs de la crise qui touche l'enseignement supérieur libanais. Les chiffres fournis par le Ministère de l'enseignement supérieur du Liban montrent une baisse régulière depuis

= taux officiel ne correspond plus au taux parallèle estimé au-delà de 30 000 LL pour un dollar en 2022. Pour amortir le choc de cet effondrement pour les épargnants en dollars, les banques ont été autorisées depuis décembre 2021 à décaisser 8000 LL pour un dollar, créant ainsi le « lollar ». Cela signifie, pour les étudiants et leurs familles, payer en chèque émis par une banque libanaise libellé en dollars et ainsi pouvoir régler ses frais de scolarité en dehors d'un marché parallèle devenu exorbitant.

- (1) Entretien avec une enseignante de cette université, Beyrouth, juin 2022.

la crise de la part des inscrits dans les universités les plus chères du pays alors que dans le même temps, la part des inscrits augmentait dans les universités privées plus récentes, proposant des tarifs plus abordables⁽¹⁾. Parmi les universités privées de créations récentes, l'une d'entre elle – l'Université internationale du Liban, LIU - se démarque particulièrement comme ayant potentiellement profité de la situation, du moins si l'on s'en tient aux chiffres montrant une hausse du nombre d'inscrits depuis 2019.

Les chiffres concernant l'université publique (UL) montrent quant à eux une baisse du nombre d'inscrits depuis 2019, ce qui n'apparaît guère surprenant au regard des problèmes structurels rencontrés par l'UL, à commencer par l'accès problématique à l'électricité qui n'a pas permis d'accueillir régulièrement les étudiants sur ses différents campus. De manière surprenante, aucune discussion de fond au sujet des problèmes rencontrés à l'UL n'a émergé au sein de l'État. Au contraire, les différents décrets ayant trait à l'enseignement supérieur depuis 2019 n'ont concerné que les établissements privés. Ils portaient notamment sur l'accréditation de nouveaux établissements d'enseignement

(1) Sur la différence entre les universités historiques parfois considérées comme « prestigieuses » et la seconde génération d'universités privées proposant des frais de scolarités généralement moins élevés, voir Kabbanji et Mary, 2020.

supérieur, l'ouverture de nouvelles annexes ou encore la mise en place de nouveaux programmes d'études⁽¹⁾, ce qui pose notamment la question du rôle de l'État dans les dynamiques de l'enseignement supérieur durant la crise et la manière dont une partie des universités privées ont semblé tirer parti de la situation.

Afin d'interroger la manière dont les universités privées reflètent aujourd'hui à la fois les changements en cours au Liban et les dynamiques plus globales de l'enseignement supérieur, l'article propose de s'intéresser au cas de l'Université internationale du Liban (LIU) qui s'est montrée particulièrement résiliente à la crise. Il propose d'éclairer ce cas de figure selon trois axes principaux qui constituent autant d'hypothèses. La première renvoie à la place de cette institution dans le « champ du pouvoir » libanais (Bourdieu, 2011) et sa capacité à s'insérer dans les réseaux politiques. La seconde se rattache à la priorité accordée aux profits dans les orientations stratégiques de l'établissement. La troisième se rapporte au discours axé sur les actions de charités proposées par les dirigeants de la LIU, souhaitant ainsi masquer la recherche de profit qui lui est attenante.

(1) Sources : Agendas des différents Conseils des Ministres depuis 2019.

La LIU constitue un cas d'étude intéressant en raison notamment de son poids dans le champ de l'enseignement supérieur libanais. Elle est en effet aujourd'hui la seconde université du Liban en termes de nombre d'étudiants inscrits : presque 40 000 étudiants y sont inscrits en 2020, ce qui représente plus d'un quart de la population étudiante du pays et presque 30% de celle inscrite dans des établissements privés. Son fondateur est ensuite un homme politique de premier plan au Liban, plusieurs fois ministre et actuel député. Son investissement dans le champ politique libanais explique pour beaucoup la réussite actuelle de son université.

L'article s'appuie sur un terrain conduit en juin 2021 au Liban, essentiellement à Beyrouth. Il repose sur une série d'entretiens menés avec des acteurs de l'enseignement supérieur en lien avec la LIU (professeurs, anciens professeurs, journalistes, fondateur de l'université, membres ou anciens membres du Ministère de l'enseignement supérieur). Le terrain s'est également étendu sur l'année 2022 avec plusieurs entretiens menés auprès de députés et d'enseignants de la LIU. Cette recherche s'appuie également sur les données statistiques fournies par le Ministère de l'Education et de l'enseignement supérieur du Liban, ainsi que celles fournies par l'administration de la LIU.

Politiques néolibérales et (re)construction du champ du pouvoir local

Dès son indépendance en 1946, le Liban est dénommé la « République des marchands » qualifié comme tel au regard de la politique dite de laissez-faire profitant à une oligarchie politico-financière (Gaspard, 2004), parfois appelée « consortium » (Traboulsi, 2007) tant cette élite avait pris le contrôle de l'ensemble des secteurs économiques du pays.

À l'issue de la guerre civile, le champ du pouvoir se trouve en partie recomposé avec les accords de Taef qui, sous l'égide de la « réconciliation nationale », intronise d'anciens chefs de milices en hommes politiques. Néanmoins, cette nouvelle élite institue un « pouvoir de classe » (Harvey, 2007) à base confessionnelle où les ressources de l'État sont utilisées à des fins de patronage politique (Baumann, 2016). L'élite d'après-guerre a également recours à l'intensification de la privatisation de l'ensemble des secteurs économiques du pays (Daher, 2022). L'enseignement supérieur va participer de ces vagues de privatisation où l'État accompagne le marché (Pinson, 2020).

Les structures mêmes de l'enseignement supérieur s'en trouvent bouleversées, avec l'apparition au début des années 2000 d'une quarantaine d'universités privées,

composant aujourd'hui pour l'essentiel le paysage de l'enseignement supérieur local (Kabbanji, 2012). Le lien entre cette nouvelle vague d'universités nées après la guerre civile et le champ politique libanais est manifeste : la plupart de ces universités ont été fondées ou sont contrôlées par des hommes politiques⁽¹⁾. La LIU ne fait pas exception avec son fondateur, Abdul Rahim Mrad, ancien Ministre de la Défense qui a fondé son université privée en 2000, alors qu'il était Ministre de l'Éducation et l'enseignement supérieur. Ses postes politiques l'ont sans conteste aidé à monter et développer son université (Awada et Mary, à paraître).

Le «marché» de «l'éducation pour tous»

Il n'existe pas de stratégie univoque mise en place par les universités privées pour affronter la crise. La LIU, quant à elle, a mis en place une politique basée sur un discours axé sur son action sociale envers les populations démunies en

(1) On peut citer le cas de l'université Phoenicia, propriété du fils du président du Parlement, l'Université Al Azem, propriété de l'actuel Premier ministre Najib Mikati, l'Université américaine des sciences et technologies pour laquelle l'essentiel du conseil de direction est composé d'anciens hommes politiques, ou encore le conseil de direction de l'université moderne pour le business et les sciences composé en partie de députés actifs.

demande d'éducation. Dans sa stratégie de développement, la LIU a misé sur deux éléments principaux : l'expansion géographique et sociale. Il s'agit, en la matière, de développer des annexes universitaires disséminées à la fois dans l'ensemble des régions du Liban - y compris les plus reculées – et à l'international, en étendant sa « clientèle » étudiante à des populations souvent exclues de l'accès aux études supérieures, à l'image par exemple de femmes issues d'espaces ruraux périphériques du Liban. Pour servir ce dessein, le discours déployé fait la part belle à l'action philanthropique, sous l'égide du slogan utilisé à l'envi par son fondateur et qui revient comme un mantra d'une « éducation pour tous, au service des pauvres, des orphelins et de tou(te)s celles et ceux privés d'éducation⁽¹⁾ ».

La politique d'expansion géographique menée par la LIU est à ce jour la plus accomplie parmi les universités privées du pays. Elle apparaît en effet présente dans l'ensemble des régions du Liban, même si elle reste moins

(1) Entretien à Beyrouth avec le fondateur de la LIU Abdul Rahim Mrad, juin 2021. Cet élément discursif revient également tout au long du rapport publié par la Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (HCERES), un Institut français en charge de l'évaluation des universités, dans un rapport publié en février 2022 suite à un audit effectué l'année précédente.

présente dans les zones à majorité chrétienne du pays⁽¹⁾. Fait rare, son campus principal se situe non pas à Beyrouth mais dans une zone rurale de la plaine de la Bekaa d'où est originaire son fondateur et qui constitue encore aujourd'hui son fief politique.

Cette stratégie nourrit le discours officiel de la LIU qui cherche à installer des campus au plus près des étudiants potentiels dans tout le pays en expliquant vouloir être accessible depuis le « *pas de la porte* » des étudiants, « *partout où ils se trouvent* » au Liban⁽²⁾. Cela dénote une connaissance assez fine des besoins de certaines franges de la population libanaise vivant loin des zones les plus urbanisées, « *en particulier dans les zones rurales où les gens ne peuvent pas se permettre financièrement d'envoyer leurs enfants étudier à Beyrouth, où encore sont peu inclinés à envoyer leurs filles en ville pour leurs études supérieures, loin de chez elles* »⁽³⁾. L'argument de l'accès à l'éducation pour les population marginalisées – socialement et spatialement – est alors tout trouvé, mais il correspond

(1) Ses réseaux et sa « clientèle » principale demeure ceux des populations musulmanes sunnites et chiites du Liban.

(2) Entretien avec une ancienne enseignante de la LIU, Beyrouth, juin 2021.

(3) Entretien avec une ancienne enseignante de la LIU, Beyrouth, juin 2021.

sans doute avant tout à la recherche de part de marché car l'éducation proposée par la LIU est à la fois privée et payante. Afin de pouvoir capter une clientèle au pouvoir d'achat souvent faible, la LIU propose des tarifs abordables en termes de frais d'inscription et de scolarité, du moins si on les compare à ceux pratiqués par les universités privées « historiques » élitistes qui pratiquent des prix équivalents aux universités anglaises américaines les plus prestigieuses⁽¹⁾. Par ses prix pratiqués et son public visé, le principal concurrent de la LIU - hormis d'autres universités privées dites « low cost » (Kabbanji et Mary, 2020 ; Verger *et al.*, 2017 ; Phillipson, 2008) - se trouve finalement être l'UL, l'unique université publique du Liban. En effet, le public visé correspond aux couches socio-économiques similaires de la société libanaise.

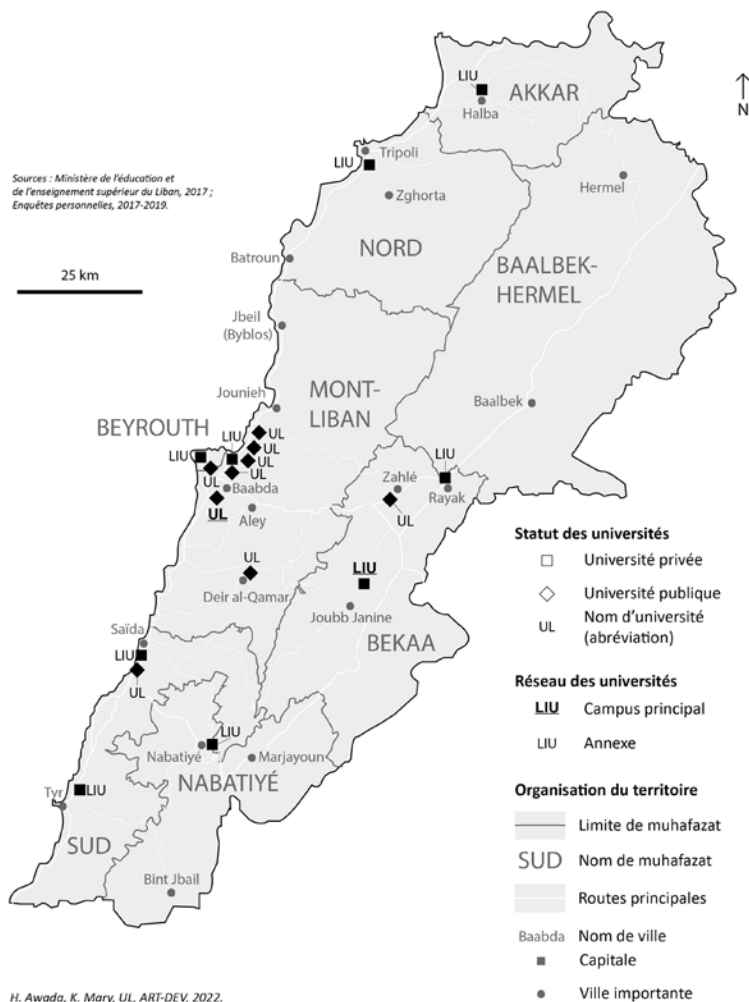
La concurrence avec l'UL renvoie également au sous-investissement chronique de l'État libanais dans l'enseignement supérieur public. La logique des quotas d'étudiants via des concours d'entrée a entériné l'image d'une université publique elle aussi élitiste par le niveau académique requis pour intégrer certaines formations en tension comme la médecine, la pharmacie ou encore

(1) De l'ordre de 40 000 dollars américains par an à la LAU ou encore à l'AUB.

l'ingénierie. À cela s'ajoute l'image d'une institution gangrénée par les rapports de forces politiques locaux où des quotas informels sont attribués à chaque confession et où le clientélisme est preignant. Une enseignante résume ainsi ces deux logiques qui participent d'une désaffection pour l'université publique : *« l'UL est élitiste en termes d'accès à cause des concours d'entrée où il n'y a que les meilleurs qui peuvent entrer. Par exemple sur 100 étudiants ce sont soit les meilleurs soit les plus pistonnés qui entrent car les partis politiques ont imposé des quotas pour chaque communauté⁽¹⁾ »*. C'est précisément dans cette faille que la LIU s'immisce, en proposant des cursus pour les filières en tension. Les étudiants n'ayant pas réussi au concours d'entrée ou encore ceux ne disposant pas d'appuis politiques suffisants pour intégrer l'UL vont alors pouvoir s'inscrire dans un cursus d'ingénierie ou de médecine à la LIU en s'acquittant simplement de frais d'inscription et de scolarité.

(1) Entretien à Beyrouth, juin 2021.

Carte 1 : Implantation au Liban de la LIU et de l'UL (2022)



H. Awada, K. Mary, UL, ART-DEV, 2022.

Les enseignants de la LIU témoignent ainsi des consignes de la direction pour ne refuser aucun étudiant, en arguant d'une sélection « naturelle » qui se fera au fil des années dans les cursus. Cette stratégie est parfois source de difficultés pour les enseignants qui doivent composer avec des étudiants au niveau pour le moins hétérogène : *« tout le monde peut rentrer (à la LIU), parfois on se retrouver avec des étudiants au niveau très faible. Parfois on essaie d'être plus exigeant envers eux mais l'administration nous rappelle qu'on doit les accueillir et que de toute façon un filtrage va s'opérer au fil des années »*⁽¹⁾. Les étudiants ainsi (non) sélectionnés, même s'ils abandonnent plus tard leur cursus, se seront tout de même acquittés d'une ou plusieurs années de frais d'études.

En termes financiers, cette double stratégie semble s'avérer payante pour la LIU si l'on en juge par les chiffres des inscriptions ces dernières années. La LIU est en effet la seule université privée du Liban ayant connu une croissance continue à deux chiffres dans la dernière

(1) Entretien à Beyrouth, juin 2021.

décennie⁽¹⁾. Cette hausse continue du nombre d'étudiants inscrits est la principale ressource financière de la LIU qui, comme le rappelle l'un de ses enseignants, est avant tout « *une université qui cherche à faire de l'argent* »⁽²⁾. Depuis quelques années, cette stratégie a même dépassé les frontières du Liban pour se déployer à l'étranger, selon des logiques similaires.

Panarabisme et internationalisation

La volonté expansionniste de la LIU tient à la volonté de son fondateur et, à l'origine, à son engagement politique en faveur du panarabisme. Marqué enfant par le sort réservé aux Palestiniens, il suivra pendant sa jeunesse avec admiration le projet politique porté par le président égyptien Gamal Abdel Nasser, jusqu'à fonder lui-même un parti politique local se revendiquant du « nassérisme ». En entretien, le fondateur de la LIU aime à justifier ses projets de campus à l'étranger par cette filiation : « *je souhaitais servir les pays arabes par l'éducation, particulièrement dans les pays les plus pauvres comme le Yémen ou la Mauritanie* »⁽³⁾. Là encore, l'argument philanthropique

(1) Selon les chiffres fournis par le Ministère libanais de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

(2) Entretien à Beyrouth, juin 2021.

(3) Entretien à Beyrouth, juin 2021.

est avancé pour justifier ces nouveaux investissements. Mais cette logique s'érode dès lors que l'on s'intéresse à l'ensemble de ces mêmes investissements à l'étranger qui s'avèrent en réalité hétéroclites. Plusieurs projets ont d'abord avorté selon les dires du fondateur de la LIU : un terrain en Egypte qui ne pourra finalement plus être acheté suite à un changement de régime politique, un investissement au Brésil, où M. Mrad a vécu plusieurs années, sera abandonné en raison de coûts d'accréditation estimés trop élevés. C'est enfin au Sénégal, à Dakar, que le plus important campus de la LIU à l'étranger a vu le jour. Créé en 2008, ce campus regroupe deux filières phares de la « marque LIU » : la médecine et la pharmacie. Bien qu'implantée dans un pays musulman, difficile d'y voir les traces d'un quelconque panarabisme puisque la quasi-totalité des étudiants sont Africains⁽¹⁾. On y dénombrait en 2018 seulement une poignée d'étudiants libanais. On retrouve donc ici encore une logique pragmatique derrière un discours prônant la philanthropie ou encore le panarabisme. Afin de s'implanter et de se développer au Sénégal, l'annexe de la LIU s'est vite adaptée au contexte sénégalais en optant pour un nom en langue française en lieu et place du sigle « LIU » : elle se nomme « Euromed ».

(1) Enquête de terrain à Dakar, 2018.

Les cours sont dispensés en français et accrédités par les instances de l'enseignement supérieures sénégalaises⁽¹⁾, ce qui parle plus aux étudiants sénégalais et ouest-africains que des références libanaises⁽²⁾. Cette stratégie semble ainsi fonctionner, l'annexe recrutant, comme au Liban, des étudiants sénégalais ayant échoués au concours d'entrée de l'université publique ou encore parmi les classes moyennes d'autres pays ouest-africains francophones, venant notamment du Togo. Elle s'avère aussi lucrative à en juger par le nombre d'inscrits dans chacune des filières proposées. Car au-delà d'envisager des démarches de type philanthropiques, l'ouverture de campus dits « off-shore » s'inscrit dans une démarche de recherche de nouvelles parts de marchés propre au fonctionnement de l'« université néolibérale » (Fernandez et Powers, 2020). Dans cette logique, les étudiants internationaux sont en effet considérés comme étant des pourvoyeurs de ressources indispensables à l'équilibre des comptes des universités (Bamberger, Morris et Yemini, 2019).

-
- (1) Soit respectivement l'agence de régulation appelée l'Autorité nationale d'Assurance Qualité de l'Enseignement supérieur (ANAQ-SUP) et Programme Reconnaissance et Equivalence de diplômes (PRED).
- (2) Entretien avec le directeur de l'annexe dakaroise de la LIU, Dakar, novembre 2018.

Les départements d'enseignement comme piliers de la stratégie de la LIU

En parallèle de la stratégie d'expansion territoriale dans et en dehors des frontières du Liban, la LIU a travaillé à moyen terme afin de bâtir une réputation pour certains de ses départements d'enseignement autour de quelques filières-clés. Dans un marché local de l'enseignement supérieur à la fois hautement concurrentiel et faiblement réglementé, cette université s'est attachée à se démarquer de certains de ses concurrents afin d'émerger parmi la grande hétérogénéité des établissements d'enseignement supérieurs. Pour la LIU, l'essentiel ici est d'éviter le stigmate accolé à des universités privées de création récente (après 1990, à la fin de la guerre civile) réputées de faible niveau. C'est un enjeu majeur pour ce secteur qui a vu se développer très rapidement une myriade d'établissements privés dont il s'avère désormais compliqué d'estimer la qualité de l'enseignement qui y est prodigué. Pour se distinguer, la LIU a agi sur deux leviers principaux : le recrutement ciblé d'enseignants compétents et l'investissement financier dans les filières en tension les plus rémunératrices.

Les enseignants de la LIU, à l'image des autres universités, se divisent en deux catégories principales : les enseignants titulaires et les vacataires. Si les enseignants

vacataires font souvent office de « variable d'ajustement » dans la gestion des ressources humaines de l'établissement, la LIU prête une attention particulière au recrutement de ses enseignants titulaires, en particulier celles et ceux qui seront promus chefs de départements. Pour ce faire, l'argument de « l'éducation pour tous », en termes d'inclusion sociale en particulier, est mobilisé par les dirigeants de la LIU afin d'attirer des enseignants aux parcours académiques solides. C'est le cas d'un enseignant de la faculté des arts et de la communication au parcours académique international (thèse et post-doctorat dans des universités européennes et états-uniennes) recruté par le biais de ses réseaux familiaux : *« j'ai accepté leur offre (de la LIU) d'abord parce que je viens d'un milieu de gauche. C'est ce point qui a été décisif dans mon choix. Mon père était un ami du fondateur de la LIU, ils ont milité ensemble il y a plusieurs années et quand je l'ai rencontré il a su me convaincre en me questionnant sur le sens d'un engagement auprès des universités élitistes comme l'université américaine de Beyrouth (AUB) qui m'avait proposé un emploi. Il m'a demandé quel était le but d'aller enseigner à des étudiants riches uniquement, pourquoi ne pas enseigner à des gens comme nous ? J'ai accepté son offre en me disant qu'enseigner à la LIU avait plus de sens car on n'enseigne pas là-bas qu'à des élites mais à des jeunes de classes moyennes et populaires. Ça*

collait plus à mon état d'esprit finalement⁽¹⁾ ». Ce même enseignant raconte ensuite comment le département des arts et de la communication a connu un développement important au cours des dernières années, en expliquant le soutien, financier notamment, apporté par sa hiérarchie suite à son investissement personnel auprès des étudiants : « il n'y avait que huit étudiants inscrits dans mon département lorsque j'ai commencé à enseigner à la LIU, c'était un département qui ne suscitait pas d'intérêt particulier de la part de la direction. Mais, quand après avoir monté un journal d'information interne fait par nos étudiants et une émission de télé conçue par les étudiants, ils m'ont accordé des moyens assez généreux pour acheter du matériel et développer le département. Aujourd'hui, nous sommes un des principaux départements avec plusieurs milliers d'étudiants inscrits⁽²⁾ ». Pour retenir ces enseignants qui font vivre et développent les différentes facultés de la LIU, les dirigeants de l'université tentent de cibler les enseignants au potentiel important et les rémunèrent en conséquence. Ainsi, un doyen de l'une des facultés de la LIU a été propulsé vice-président en 2021, en pleine crise économique au Liban, et s'est vu proposé une rétribution importante,

(1) Entretien à Antélias, juin 2021.

(2) Entretien à Antélias, juin 2021.

alors même que l'université n'hésitait pas à supprimer des cours et réduire le nombre de ses enseignants vacataires en arguant de l'impact de la crise sur ses finances⁽¹⁾.

Mais ce qui constitue à ce jour la « marque LIU » se centre autour des filières de l'ingénierie et de la pharmacie. C'est là que les investissements financiers et les efforts pour se construire une bonne réputation ont été les plus importants. Le département de pharmacie de la LIU, en particulier, est devenu une ressource importante de l'université, tant en termes de réputation de sérieux et de qualité de la formation, qu'en termes de bénéfices financiers. La faculté de pharmacie fait en effet l'objet d'un traitement particulier de la part des instances dirigeantes de la LIU qui fait notamment ici entorse à sa politique d'accueil de tous les étudiants en adoptant les standards des concours d'entrée nationaux, comme le détaille cette enseignante : *« les étudiants doivent réussir le concours d'entrée national, donc on doit être exigeant avec les étudiants. On exige le concours d'entrée, on n'offre pas de bourses (d'études) et tout ça a construit une bonne image pour l'université⁽²⁾ »*. La stratégie d'une « montée en gamme » semble avoir fonctionné à plein puisque la faculté de pharmacie de la

(1) Entretien à Beyrouth, juin 2021.

(2) Entretien à Beyrouth, juin 2021.

LIU est aujourd'hui l'une des plus grandes du pays, avec un peu moins de 1300 étudiants inscrits en 2021, surpassant de loin les effectifs de l'université publique plafonnant autour de 400 étudiants⁽¹⁾. Cette réussite inscrit ainsi la LIU dans une forme de cercle vertueux où « *la qualité reconnue de la faculté (de pharmacie) a attiré beaucoup de nouveaux étudiants chez nous* » reporte un enseignant⁽²⁾.

Les efforts consentis s'inscrivent dans le cadre d'une vision pragmatique d'investissements ciblés sur les cursus qui rapportent le plus financièrement. Les étudiants sont finalement les principaux financeurs de ces investissements, par les frais de scolarité encaissés, suivant en cela le schéma global de l'université dans sa version néolibérale (Ross, Savage et Watson, 2019). Ces frais de scolarité font néanmoins là aussi l'objet d'un traitement stratégique.

Attirer toujours plus d'étudiants : politique de bourses d'études et dépolitisation des campus

Les frais de scolarité proposés par la LIU sont, en règle générale, parmi les plus bas de ceux pratiqués par les universités privées libanaises. Cela est notamment rendu possible par une généreuse politique d'offre de bourses

(1) Selon les chiffres fournis par le Ministère libanais de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

(2) Entretien à Beyrouth, juin 2021.

d'études. La plupart des étudiants inscrits à la LIU touchent des bourses et l'on estime que cela représente en moyenne un rabais de 30% du total des frais de scolarité pour ces étudiants⁽¹⁾. Pour la LIU, il s'agit d'un choix pragmatique reposant sur le principe des économies d'échelles où les profits sont réalisés moins au regard du coût élevé des frais d'inscription qu'en fonction du nombre d'étudiants inscrits. Néanmoins, une telle générosité ne s'appuie pas uniquement sur cette stratégie « quantitativiste », mais a aussi à voir avec le profil de son fondateur et de son agenda personnel.

Elle résulte d'abord d'une volonté de baisse des coûts de fonctionnement de l'université. Ici, la logique est celle de l'exemption fiscale, permise par la constitution d'un *Waqf* dès l'origine de la création de l'université. Il s'agit d'une donation faite à perpétuité par un particulier à une œuvre d'utilité publique, pieuse ou charitable, ou à un ou plusieurs individus. Dans le droit islamique, elle subordonne la propriété privée au bien général de la Cité. Les campus de la LIU sont sous l'égide d'un *Waqf*, qui permet à ces espaces d'être exemptés de toutes formes de taxes.

Elle s'appuie ensuite sur l'important capital personnel accumulé par le fondateur de l'université tout au long

(1) Selon les chiffres internes à la LIU.

de sa carrière politique. Ce capital sert ainsi de base aux investissements menés par la LIU (Awada et Mary, à paraître). De plus, l'offre de bourses, aussi généreuse soit-elle, n'est pas dénuée d'arrière-pensées politiques, dans un pays où la philanthropie, ou plus généralement l'accès à des services sociaux (tels que l'éducation ou la santé), fait partie des attendus de la population envers ses leaders politiques (Cammett, 2014). Car le fondateur de la LIU est avant tout connu au Liban comme étant un homme politique. L'un des enseignants de la LIU exprime ainsi l'agenda politique qui sous-tend ces dispositifs : *« il ne faut pas oublier que cette université appartient à A.-R. Mrad (le fondateur de la LIU), qui est député et se présente toujours aux élections (dans la circonscription de la Bekaa-nord, là où est implanté le campus principal de la LIU). On peut dire que son université lui sert lors des élections car les bourses (d'études) qu'il donne aux étudiants incitent leurs familles à voter pour lui⁽¹⁾ »*. Ces offres de bourses renvoient alors à des formes de patronage politique pratiquées - au-delà du cas de la LIU - par l'ensemble des partis politiques libanais (Mermier et Mervin, 2012). Ces bourses ont ainsi également pour but d'alimenter les réflexes clientélistes en vue d'élections.

Enfin, l'attraction d'étudiants passe par la volonté

(1) Entretien à Beyrouth, juin 2021.

de faire des campus de la LIU des espaces affranchis des divisions interconfessionnelles, souvent évoquées comme l'un des principaux maux du Liban ayant notamment conduit à la guerre civile (1975-1990). Pour ce faire, la LIU, à l'instar de la plupart des universités privées du pays, mobilise un discours a-confessionnel (Kabbanji et Mary, 2020). À l'échelle des différents campus de la LIU, cette logique passe par l'interdiction des associations étudiantes qui permet de les « dépolitiser » en évitant les éventuels regroupements opérés selon des logiques confessionnelles ou encore pilotées par des partis politiques locaux. Cette interdiction est justifiée par un discours sur « l'ouverture », voulant se situer loin des logiques sectaires. Aussi, les étudiants issus de confessions différentes sont les bienvenus, « *y compris ceux opposés aux opinions politiques de M. Mrad* (fondateur et dirigeant de la LIU) » détaille une enseignante⁽¹⁾. L'idée est également de se distinguer de l'UL - l'université publique largement imprégnée par les logiques partisans – et de ses difficultés endémiques que souhaitent souvent éviter les parents d'étudiants. Cette logique permet en outre de conquérir de nouvelles parts de marchés en ciblant l'ensemble des confessions religieuses du Liban. Elle s'avère payante pour la LIU où dans certains

(1) Entretien à Beyrouth, janvier 2022.

campus il existe une réelle « mixité », comme l'exprime un enseignant : « *au campus de Rayak (ville située au Nord de la région de la Bekaa) il y a de plus en plus d'étudiants chiites, alors qu'il se situe dans une zone sunnite*⁽¹⁾ ».

Conclusion

L'université internationale du Liban (LIU) connaît depuis sa création une croissance continue que les multiples crises qu'a connu le Liban depuis 2019 n'ont pas enrayé. Cette université semble au contraire sortir renforcée de ces évènements. Pour le comprendre, il faut d'abord remonter aux origines de cet établissement et s'intéresser en particulier à la trajectoire de son fondateur. Cet homme politique de premier plan a su tirer profit du contexte de la fin de la guerre civile ayant ouvert la voie à une économie libanaise néolibéralisée favorable aux privatisations de secteurs entiers de son économie, dont le secteur éducatif. La réussite et l'enrichissement personnel deviennent alors des valeurs-clés au sein de la société libanaise (Baumann, 2016). Dans cette optique, l'État accompagne le marché plus qu'il ne renforce le secteur public. C'est dans ce contexte national que Abdul-Rahim Mrad, alors Ministre de l'enseignement supérieur, a fondé en 2001 son université

(1) Entretien à Beyrouth, janvier 2022.

privée. Membre de l'élite politico-économique de l'après-guerre, il a pu s'appuyer sur son influence et ses réseaux pour développer son projet éducatif. Ce processus entre par ailleurs en résonance avec le contexte plus global de privatisation et de marchandisation de l'enseignement supérieur (Verger et al., 2017).

La dynamique de la LIU repose ensuite sur une stratégie interne qui se greffe sur les lacunes du système d'enseignement supérieur public et sur les attentes des familles prêtes à payer pour les études supérieures de leurs enfants dès lors qu'elles demeurent accessibles en termes financiers. Cette stratégie se déploie en plusieurs volets, tous interdépendants les uns des autres. Le premier consiste à s'étendre géographiquement dans et en dehors des frontières du Liban. Ouvrir des annexes dans les différentes régions du Liban - y compris dans les territoires les plus reculés – a permis de justifier le slogan de « l'éducation pour tous » mis en avant par les dirigeants de la LIU et objectivement de conquérir de nouvelles parts du marché étudiant local. Ce slogan est lui-même repris de l'engagement de l'UNESCO visant à assurer une éducation de qualité pour tous les enfants, jeunes et adultes. Il renvoie ainsi à des objectifs mondiaux en matière de développement menés les organisations internationales auxquels la LIU entend vraisemblablement contribuer. À l'étranger, le

développement d'annexes de la LIU a ciblé d'autres Suds, en Afrique et dans la Péninsule arabique, et engrange des bénéfices lui permettant de financer d'éventuels investissements. Cette forme d'expansion internationale s'inscrit dans une dynamique plus globale d'ouverture de campus délocalisés (Kleibert *et al.* 2020). Tous ces développements s'effectuent sous l'égide d'un discours aux connotations philanthropiques qui tente de faire apparaître la LIU comme une institution de bienfaisance.

En parallèle, la LIU investit de manière ciblée dans les filières en tension au Liban, victimes du sous-investissement chronique de l'État libanais, pour attirer les étudiants ayant échoués aux concours d'entrée de disciplines comme la médecine ou la pharmacie. De nombreux étudiants ne pouvant intégrer l'Université libanaise (UL) se reportent donc vers l'offre éducative privée qui, à condition de régler des frais d'inscription, peuvent s'inscrire dans ces cursus. À l'étranger, et à Dakar notamment, la logique est la même. L'annexe locale de la LIU attire des étudiants n'ayant pas pu intégrer l'université publique qui pratique une sélection sur des critères académiques. Enfin, pour faire face à la concurrence des autres universités privées, la LIU applique des frais de scolarité parmi les plus faibles du secteur et propose aux étudiants de nombreuses offres de bourses d'études. Cette forme de générosité affichée

cache néanmoins un agenda politique où les étudiants boursiers et leurs familles, sous le patronage des hommes politiques, viennent alimenter les réflexes clientélistes en vue d'élections.

En dernier lieu, l'ensemble des stratégies mises en place par la LIU renvoient à un enjeu plus large de formation de futurs citoyens au Liban. Dans le cadre d'un système d'enseignement supérieur largement « marchandisé », de campus « dépolitisés » (Madra et Adaman, 2014) et d'étudiants « clientélisés », le risque, en effet, est qu'à l'issue de leurs études, les jeunes libanais formés dans ce type d'établissements s'investissent moins politiquement pour un changement dans la trajectoire de développement du Liban, qui s'avère pourtant aujourd'hui absolument nécessaire.

Bibliographie

- Aoun, Elena. « Le Liban face à ses fossoyeurs et ses défis », *La Revue Nouvelle*, vol. 8, no. 8, 2021, pp. 22-27.
- Awada, Hala, Mary, Kevin, à paraître, *Les entrepreneurs de l'éducation au Liban, des hommes politiques comme les autres ?*
- Bamberger, Annette, Paul Morris & Miri Yemini (2019) Neoliberalism, internationalization and higher education: connections, contradictions and alternatives, *Discourse: Studies in the Cultural Politics of Education*, 40:2, 203-216.
- Baumann (H.), *Citizen Hariri. Lebanon's neoliberal reconstruction*, Londres, Hurst & Co., 2016
- Bourdieu, Pierre. « Champ du pouvoir et division du travail de domination. Texte manuscrit inédit ayant servi de support de cours au Collège de France, 1985-1986 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 190, no. 5, 2011, pp. 126-139.
- Cammett (M.), *Compassionate Communalism. Welfare and sectarianism in Lebanon*, Ithaca, Cornell University Press, 2014, p. 116.

- Daher. J. (2022) Lebanon: How the Post War's Political Economy Led to the Current Economic and Social Crisis. Research Project Report. Issue 2022/03 - 12 January 2022. European University Institute.
- Fernandez, Jessica, Matthew Powers (2020): Before the Neoliberal Campus: University, Place and the Business of Higher Education, Architecture and Culture, vol. 9, n°1, p. 25-44.
- Gaspard, T, 2004, A political Economy of Lebanon, 1948-2002 : The limits of laissez-faire, Leiden, Brill.
- Kabbanji, Jacques, 2012, Heurs et malheurs du système universitaire libanais à l'heure de l'homogénéisation et de la marchandisation de l'enseignement supérieur, *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n°131, p. 127-145.
- Kabbanji, Lama, Mary, Kevin, 2020, L'essor des universités privées au Liban : stratégies de conquête de nouveaux « marchés » étudiants, *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n°19, p. 79-104.
- Kleibert, J. M., Bobée, A., Rottleb, T., & Schulze, M. (2020). *Global Geographies of Offshore Campuses*. Leibniz-Institut für Raumbezogene Sozialforschung. <http://hdl.handle.net/10419/223315>
- Madra, Yahya et Adaman, Fikret, 2014, Neoliberal Reason and its Forms: De-Politization through Economization,

Antipode, vol. 46, n°3, p. 691-716.

Mermier (F.) et Mervin (S.), « Une approche anthropologique du leadership au Liban », dans Mermier (F.) et Mervin (S.) (dir.), *Leaders et partisans au Liban*, Paris, Karthala-IISMM/Beyrouth, IFPO, 2012.

Phillipson (B.), *Low-cost Private Education: Impacts on Achieving Universal Primary Education*, Londres, Secretariat du Commonwealth, 2008.

Pinson, Gilles, 2020, *La ville néolibérale*, Paris, PUF.

Ross, Stephanie, Larry Savage, and James Watson. (2019). University Teachers and Resistance in the Neoliberal University. *Labor Studies Journal*, p. 1–23.

Traboulsi (F.), *A History of Modern Lebanon*, Londres, Pluto Press, 2012.

Harvey, David, 2007, *Brève histoire du néolibéralisme*, Les prairies Ordinaires.

Verger (A.), Steiner-Khamsi (G.) et Lubienski (C.), “The emerging global education industry: analysing market-making in education through market sociology”, *Globalisation, Societies and Education*, 15 (3), 2017.

La mobilité internationale des étudiants libanais dans un contexte de crises multidimensionnelles⁽¹⁾

Mariam Al Hasbani

Depuis les années 1990, des universités privées d'un nouveau type, axées sur le marché et le profit, se multiplient au Liban (Kabbanji, 2012). Cette expansion a contribué à répondre à la demande croissante dans l'enseignement supérieur (Jalakh, 2019). En effet le Liban a l'un des taux d'inscription dans l'enseignement supérieur les plus élevés des pays arabes (El-Ghali & McClure, 2010). Au cours de la dernière décennie, le nombre d'étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur au Liban a augmenté de même que celui d'étudiants libanais qui étudient à l'étranger. Par exemple, durant les années universitaires 2006-2007 et 2017-2018, alors que le nombre total d'étudiants libanais inscrits dans des établissements

(1) Ce chapitre a été traduit de l'anglais par Elsa El Hachem et édité par Bassam El Hachem.

d'enseignement supérieur au Liban était respectivement de 139 025 et 189 202 (Bulletins statistiques du CERD), le nombre de Libanais étudiant à l'étranger était d'environ 14 000 et 18 000 (Trading Economics, Lebanon).

Depuis les années 1990, le Liban fait également face à la migration de ses travailleurs qualifiés : il affiche l'un des taux d'émigration d'étudiants et de travailleurs qualifiés les plus élevés de la région arabe (Docquier & Marfouk, 2006). La question de la fuite des cerveaux au Liban ne peut être dissociée de celle de la migration des étudiants, car il est bien établi dans la littérature internationale que la mobilité des étudiants vers l'étranger est une forme substantielle de migration potentielle de personnes qualifiées. Elle est « souvent un tremplin pour une mobilité professionnelle internationale ultérieure » (Findlay et al., 2017, p.8). Les recherches qui explorent ce lien sont cependant rares au Liban et c'est l'objectif de ce chapitre d'explorer cette problématique.

Depuis la fin de l'année 2019, le Liban est témoin d'une crise économique et financière sans précédent. Celle-ci s'accompagne d'une augmentation significative de la tendance à l'émigration de la jeunesse libanaise. Si les données sur le nombre total de Libanais étudiant à l'étranger après 2019 ne sont pas disponibles, il est évident

que ce type de mobilité internationale a considérablement augmenté, du moins dans le cas de la France en tant que pays d'accueil. Les données du ministère français de l'Enseignement supérieur et de la Recherche révèlent que le nombre d'étudiants libanais inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur en France est passé de 5 914 en 2018-2019 à 10 469 en 2021-2022 (Campus France, 2022).

La croissance rapide et significative du nombre d'étudiants internationaux dans le monde au cours des dernières décennies a été attribuée à l'adoption de principes et de pratiques néolibérales (Beech, 2017). Ces politiques, qui ont conduit à une commercialisation et à une marchandisation accrues de l'enseignement supérieur, ont également influencé la perception qu'ont les étudiants de l'enseignement supérieur à l'étranger. Ce chapitre tente de saisir le rôle de l'idéologie néolibérale dans la reconfiguration de la mobilité internationale des étudiants dans le contexte de crises répétées au Liban. Une approche qualitative est adoptée pour examiner l'effet de la crise sur les motivations et la signification de ce type de mobilité internationale. Les facteurs qui sous-tendent la décision des étudiants de partir à l'étranger et leurs intentions d'émigration/de retour avant et après la crise sont en particulier analysées.

Liban d'après-guerre : émigration des jeunes et crises multiples

L'histoire du Liban est marquée par l'émigration, notamment de sa jeunesse. A partir des années 1990, cette migration touche en particulier les jeunes et les plus qualifiés (Dibeh et al., 2017 ; Kasparian, 2009). Après 2019, avec l'intensification des crises économiques et politiques dans le pays, les intentions d'émigration parmi les jeunes Libanais ont considérablement augmenté. Comme en témoignent les résultats d'une enquête menée en 2021, 75.6% des jeunes Libanais, âgés de 18 à 29 ans, ont l'intention de quitter le Liban (Menhem & Abi Nakhlé, 2022).

Pendant des années, de nombreux problèmes ont marqué le Liban de l'après-guerre civile et ont alimenté l'émigration des jeunes. Ces problèmes, qui persistent encore aujourd'hui, comprennent la corruption généralisée au sein de l'appareil d'État, les pratiques népotiques et clientélistes dans les secteurs public et privé (AUB & HFSHD, 2009 ; Kukutschka & Vrushni, 2019), le taux de chômage élevé des jeunes et les bas salaires, ainsi que le coût élevé de la vie. L'accès à une carrière sur le marché du travail local est un problème majeur auquel la jeunesse libanaise est confrontée depuis plus de deux décennies. Le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) au Liban a augmenté

depuis 2004 pour atteindre 23.3 % en 2018 (CAS, ILO & EU, 2020, p.69). En janvier 2022, avec la crise financière, le taux de chômage des jeunes a atteint 47.8 % (CAS & OIT, 2022). Le revenu mensuel moyen des jeunes actifs au Liban est de 1 600 000 livres libanaises (LBP), un revenu qui équivalait à 1 000 dollars américains (USD) avant la crise. Celui-ci s'élève à 64 USD au taux du marché noir en janvier 2022 (UNICEF Liban, 2022). En outre, plusieurs études ont révélé que les rares carrières au Liban tendent à être acquises par les jeunes et les diplômés grâce à des relations personnelles plutôt qu'au mérite (AUB & HFSHD 2009, p.25). Dans le monde universitaire par exemple, les réseaux politico-confessionnels jouent un rôle central dans le processus de recrutement du personnel enseignant (Kabbanji et al., 2019).

A partir des années 1990, suite à l'adoption de politiques économiques néolibérales, une multiplication rapide et chaotique du nombre d'établissements d'enseignement supérieur privés à but lucratif s'observe. Cette expansion a été critiquée pour plusieurs raisons dont la qualité de l'éducation dispensée et son évaluation, une stratégie adéquate pour assurer une complémentarité entre les différents établissements d'enseignement supérieur, ou encore l'adéquation entre les formations proposées et les besoins du marché du travail local (Jalakh, 2019). Cette

expansion, censée répondre à la croissance démographique de la proportion de jeunes dans la population libanaise et celle de la demande concomitante de formation supérieure, a plutôt contribué à une baisse de la qualité et de la réputation de l'enseignement et des diplômes universitaires (Ibid). Cela a également intensifié l'inégalité entre les sexes (Kawar & Tzannatos, 2012, p.12) et l'exil d'une grande partie de la jeunesse formée vers les pays du Golfe et d'autres pays étrangers (El-Ghali & McClure, 2010). En outre, cette expansion n'a pas satisfait les besoins des étudiants libanais. Entre 1992 et 2007, leur souhait d'étudier à l'étranger a été principalement motivé par les raisons suivantes : l'obtention d'un diplôme étranger (49,9%), l'inscription dans un établissement d'enseignement international (33,6 %), la gratuité de l'enseignement (24,7%) et la disponibilité limitée des spécialisations au Liban (20,4 %) (Kasparian 2009, p.163).

En octobre 2019, lorsque la situation économique a commencé à se détériorer, un soulèvement massif a éclaté dans tout le pays contre la corruption, le népotisme et l'ensemble de la structure du pouvoir politique et économique qui gouverne le Liban depuis la fin de la guerre civile. La jeunesse et les étudiants libanais constituaient une composante clé de ce soulèvement. L'accès à une éducation gratuite et de qualité et le refus d'être exilé de

leur pays figuraient parmi leurs principales revendications (Kabbanji, 2021). Ces exigences ont été ignorées par l'État. De nombreux étudiants libanais expatriés, dont les parents demeuraient au Liban, ont également organisé des manifestations à l'étranger et d'autres actions pour faire pression sur l'État libanais afin qu'il mette en œuvre des mesures susceptibles d'atténuer les difficultés financières auxquelles ils sont confrontés depuis l'effondrement financier. Leur activisme a mené à la publication de la «loi sur le dollar étudiant» (n° 193) qui a été approuvée par le parlement libanais et signée par le président de la République libanaise fin 2020 (Farhaat, 2021). Néanmoins, cette loi comporte de nombreuses lacunes et les banques libanaises ont rejeté et retardé sa mise en œuvre (Al Khechen, 2020). La loi a été approuvée pour faire taire les étudiants et non pas pour les aider. Au lieu d'obliger les banques à appliquer la loi, le premier ministre libanais de l'époque, Najib Mekati, a sollicité les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les administrations universitaires et les membres aisés de la communauté pour aider les étudiants à l'étranger (Al-Anbaa, 2021). Les étudiants libanais expatriés et leurs parents au Liban ont poursuivi leur action la deuxième année et ont demandé l'approbation d'une version amendée de la loi sur le dollar étudiant (n° 193). Une nouvelle version de cette loi (n° 283) a été publiée et

approuvée en 2022, mais tous les amendements demandés ont été exclus et les banques libanaises ont à nouveau rejeté sa mise en œuvre.

Depuis des années, l'État libanais a négligé sa jeunesse et n'a fait aucune réforme pour remédier aux multiples problèmes posés par un système qui poussent les jeunes à émigrer. Le modèle économique libanais a été conçu pour dépendre des investissements étrangers, de la dette et des transferts de fonds des émigrés, au lieu de développer une économie productive qui offre des opportunités d'emploi aux jeunes et aux diplômés universitaires. La classe dirigeante capitaliste et corrompue du Liban a également utilisé les succès des expatriés libanais pour construire le récit de la «bonne jeunesse libanaise». Il s'agit, en l'occurrence, de jeunes éduqués et qualifiés qui sont destinés à l'émigration et qui porteront haut le nom du Liban à l'étranger tout en contribuant à la stabilité économique de leur pays d'origine (Harb, 2021). Ce discours permet à la classe dirigeante corrompue de se décharger de sa responsabilité dans l'émigration des jeunes éduqués et de préserver les bénéfices des envois de fonds des émigrés, qui constituent une source majeure de revenus pour le pays. A titre illustratif, fin 2016, les envois de fonds des émigrés représentaient plus de 14 % du PIB du Liban, avec un total de 7.31 milliards USD (Credit Libanais Economic Research Unit, 2017).

Revue de la littérature et cadre théorique

Au cours des dernières décennies, la mobilité internationale des étudiants dans le monde entier a considérablement augmenté, nourrissant une vaste littérature sur le sujet. La plupart de ces recherches ont porté sur le processus de prise de décision qui amène les étudiants à partir et analyse ce dernier à travers la théorie du capital humain (Riaño & Piguet, 2016, p.1). Ces études présentent ce type de migration comme le résultat d'une décision rationnelle individuelle à travers laquelle les étudiants pèsent et calculent les avantages et les coûts socio-économiques liés à leur éventuelle mobilité internationale (voir, par exemple, Baláz & Williams, 2004). Cette approche a été contestée dans un contexte mondial marqué par un consumérisme accru et par la marchandisation de l'enseignement supérieur induits par les politiques et les principes néolibéraux. Tout d'abord, la diversité des facteurs explicatifs (économiques et non économiques) de la mobilité internationale pour études a été démontrée (Mowjee, 2013 ; Beech, 2017). Les souhaits ou les motivations des étudiants ne sont pas simplement régis par les stratégies d'attraction des pays et des universités d'accueil, de multiples forces sociales dans le pays d'origine influencent également cette mobilité (Collins et al., 2014).

Des travaux de recherche ont par ailleurs souligné le lien entre mobilité pour études et aspirations à la mobilité professionnelle ou à la migration après les études. Selon Marcu (2015), lorsqu'une crise économique dans les pays d'origine (cas de l'Europe de l'Est) s'accompagne de niveaux élevés de chômage et d'incertitudes, la mobilité internationale pour études est utilisée par les étudiants de la classe moyenne inférieure comme une stratégie pour entamer une carrière internationale ou une migration de travail permanente.

Dans le cas du Liban, les recherches sur le sujet sont rares et portent sur la migration des étudiants en médecine. Compte tenu du taux élevé d'émigration des médecins libanais, Akl et ses collègues (2007) ont étudié les facteurs qui influencent la décision des étudiants libanais diplômés en médecine de s'installer à l'étranger. Les résultats de leur étude ont révélé qu'en dépit de la multiplicité des facteurs d'incitation et d'attraction qui sous-tendent la décision des étudiants de se former à l'étranger, leur principale motivation reste «la nécessité d'acquérir un avantage concurrentiel sur un marché du travail libanais sursaturé» (Akl et al., 2007, p.1283). Dans une autre étude, Akl et ses collègues (2008) ont interrogé 425 étudiants en médecine sur leur intention de se former à l'étranger et de retourner au Liban après leur formation. Ils ont constaté que 95.5 % des

étudiants interrogés souhaitaient se former à l'étranger et que seule une minorité d'entre eux (25,1 %) avait l'intention de retourner au Liban immédiatement après avoir terminé leur formation. Alors que 63.8 % souhaitaient revenir après avoir travaillé temporairement à l'étranger, 10.6 % n'avaient aucune intention de retourner au Liban (Akl et al., 2008, p. 5). Malgré l'importance de ces études, il est nécessaire d'explorer la mobilité internationale des étudiants libanais au-delà du secteur de la santé et en particulier sur le lien entre cette mobilité, les forces macroéconomiques de l'émigration dans le contexte du pays d'origine et le contexte plus large du néolibéralisme qui est devenu de plus en plus prépondérant au cours des trois dernières décennies. Dans le cadre de cette recherche, les questions suivantes sont posées : Quelles dynamiques ont façonné la mobilité internationale des étudiants libanais ? La crise financière et économique au Liban a-t-elle affecté les motivations et le sens qu'attribuent les étudiants libanais à leur mobilité internationale ? De quelle manière l'idéologie néolibérale a-t-elle influencé les décisions de mobilité internationale des étudiants libanais ?

Dans le cadre de cette recherche le néolibéralisme est utilisé comme un outil conceptuel servant à déconstruire et à identifier son influence sur les décisions des individus d'étudier à l'étranger ainsi que sur leurs aspirations

migratoires. Etant donné la diversité des récits sur le néolibéralisme, il est important de définir ce concept comme une idéologie ou une théorie de l'économie politique. Le néolibéralisme a évolué vers un discours hégémonique non seulement ancré dans les politiques, mais également incorporé dans les subjectivités qui façonnent la manière dont les individus réfléchissent et se comportent. Comme le souligne David Harvey (2005, p. 2) : « En somme, le discours néolibéral est devenu hégémonique. Son effet est omniprésent dans les manières de penser, au point d'être incorporé dans la manière dont beaucoup d'entre nous interprètent, vivent et comprennent le monde ». Le néolibéralisme, en tant qu'idéologie, valorise « l'autonomie et l'éthique de l'intérêt personnel et de la responsabilité personnelle » (Wrenn & Waller, 2018). Il tient les individus comme les principaux responsables pour la satisfaction et la réussite dans leur vie, en leur faisant croire que les conditions dans lesquelles ils vivent sont la conséquence d'un choix personnel (Houghton, 2019). Les types de responsabilité et de liberté prescrits par le néolibéralisme sont « considérés comme les paramètres discursifs et symboliques non déclarés d'une prise de décision cohérente par les individus » (De Lissovoy 2018, p.189).

Qu'il soit identifié comme une idéologie ou une

forme de gouvernance - gouvernementalité néolibérale - (Foucault, 2008), le néolibéralisme est souvent représenté dans la littérature comme étant associé à la promotion de nouvelles formes de formation du sujet - un sujet néolibéral. Ce sujet humain est considéré comme un agent décisionnel autonome, individualisé et autodirigé qui devient un «entrepreneur de lui-même ... et quelqu'un qui accepte la réalité» (Foucault, 2008, pp. 226, 269). Cependant, la mesure dans laquelle les individus deviennent des sujets néolibéraux est toujours une question empirique (Houghton, 2019, p.622), car le néolibéralisme s'articule différemment d'un environnement particulier à l'autre (Ong, 2007). Il est donc utile «[d'analyser] le néolibéralisme là où il a été intériorisé et normalisé en tant que «subjectivité néolibérale» ... [en examinant] directement comment les sujets se comprennent eux-mêmes» (Schwiter, 2013, p.154) au sein d'un environnement spécifique. Dans les pays d'origine où l'émigration est conséquente, comme c'est le cas au Liban, il a été avancé qu'il existe un certain « environnement migratoire » dans lequel la plupart des gens perçoivent la migration comme une option idéale ou un moyen de créer sa vie - pour parvenir à une vie stable» (Carling, 2001, p.134). Il est donc essentiel d'étudier les décisions de mobilité internationale, les aspirations migratoires des étudiants

libanais ainsi que les constructions sociales de la migration spécifiques au contexte social, économique et politique du Liban (Carling & Schewel, 2018, p.946). Cette approche est utile pour comprendre de manière plus nuancée le rôle des individus en tant qu'agents de leur pratique de mobilité pour études et de leurs tendances migratoires. Elle évite de se rabattre sur des rationalités calculatrices individuelles ou sur l'influence primordiale de forces contextuelles structurelles déterministes.

Méthodologie

Au total, 23 entretiens individuels approfondis ont été menés entre 2020 et 2021 avec des étudiants libanais poursuivant leurs études supérieures à l'étranger. Ces étudiants sont répartis en deux principaux groupes. Le premier groupe comprend 14 étudiants qui sont partis à l'étranger avant le début de la crise économico-financière (entre 2015 et début 2019). Le second groupe comprend 9 étudiants qui sont partis à l'étranger après le début de la crise économico-financière, plus précisément au cours des années 2020 et 2021. (Le tableau 1 ci-dessous présente les caractéristiques des étudiants mobiles interrogés).

Tableau 1. Caractéristiques des étudiants libanais mobiles interrogés

Caractéristiques	Total = 23
Genre	Femmes: 6 ; Hommes: 17
Pays d'études	Ukraine: 4 ; Biélorussie: 2 ; Russie: 1 ; Chypre: 1 ; Allemagne: 1 ; Pays-Bas: 1 ; France: 9 ; Italie: 3 ; Tunisie: 1
Année de mobilité	(3) 2018 ; (2) 2017 ; (3) 2016 ; (1) 2015 ; (5) 2021 ; (4) 2020 ; (5) 2019
Domaines d'études/ Spécialités	Médecine (7) ; Ingénierie (4) (<i>architecturale, mécanique, mécatroniques, bio-ingénierie</i>) ; Sciences Naturelles (6) (biologie, physiques et chimie) ; Spécialités en TI (2) (intelligence artificielle, bioinformatiques) ; (4) Spécialisations en <i>Business</i> et Gestion
Niveaux d'études poursuivies à l'étran- ger	Licence: 10 ; Master: 11 ; Doctorat: 2
Universités où les diplômes ont été ob- tenus	Université Libanaise: 9 ; Universités libanaises privées: 4 ; Universités à l'étranger: 10
Bourses obtenues pour étudier à l'étran- ger	Oui, du pays d'accueil: 3; Pas de bourses: 20

Source : données de l'auteur

Dix-sept des vingt-trois étudiants interrogés ont étudié dans des universités libanaises avant de partir à l'étranger. Parmi ceux-là, treize ont obtenu un diplôme et quatre n'ont pas terminé leurs études et n'ont pas obtenu de diplôme.

Seules trois personnes interrogées ont eu une expérience de mobilité internationale avant d'étudier à l'étranger. En ce qui concerne le milieu socio-économique, d'après les informations recueillies sur l'école secondaire fréquentée (privée ou publique) par les étudiants, la profession et le niveau de formation des parents, les personnes interrogées étaient issues de la classe moyenne ou de la classe moyenne inférieure. La majorité des participants n'avait pas de bourse d'études lorsqu'ils sont partis étudier à l'étranger. Alors que les étudiants qui ont déménagé avant la crise comptaient principalement sur le soutien financier de leur famille, les étudiants qui ont déménagé après la crise comptaient principalement sur leurs économies personnelles et sur le soutien financier des membres de leurs familles expatriés. Durant leurs études et en raison de la détérioration de la situation économique au Liban, de nombreux participants ont trouvé d'autres sources de financement de leur séjour à l'étranger. Ces sources incluent : les emplois/stages dans le pays d'études, l'aide du pays d'accueil (par exemple, des loyers réduits) et des bourses obtenues à l'étranger.

En raison de l'absence de base de sondage, l'un des moyens d'atteindre les étudiants libanais à l'étranger a été de participer aux manifestations organisées à Beyrouth en 2020 par les associations de parents. Durant ces manifestations, des entretiens exploratoires ont été menés avec des parents

et une première liste d'étudiants libanais à l'étranger a été dressée. Néanmoins, ces étudiants étudiaient principalement la médecine dans des pays d'Europe de l'Est. Les groupes et associations d'étudiants libanais expatriés sur Facebook ont été alors contactés. La méthode boule de neige a été employée pour constituer un échantillon plus diversifié.

Un large éventail de sujets a été abordé au cours des entretiens, notamment celui de l'expérience des étudiants et de leurs parents en matière de formation, de travail et de migration. Les raisons motivant les études à l'étranger et le choix du pays d'accueil, leurs projets après l'obtention de leur diplôme et leurs intentions de retourner au Liban après avoir décidé d'étudier à l'étranger ont également été abordés. Leur orientation politique et leur participation à l'activisme politique au Liban ou à l'étranger ont également été soulevés. Et enfin, les effets de la crise économique et financière sur eux-mêmes et sur leurs parents, les sources de financement de leurs études à l'étranger et les types de soutien apportés ont été évoqués. Les entretiens ont tous été menés en arabe courant et ont duré entre 45 et 60 minutes. L'identité des personnes interrogées est protégée par l'utilisation des initiales des noms. Les entretiens ont été transcrits et analysés en vue de dégager des thèmes communs à l'aide d'une analyse thématique. Notre objectif était de mieux comprendre les sens attribués à

la mobilité internationale des étudiants issus de milieux socio-économiques similaires mais qui auraient émigré à différentes périodes (avant et après la crise).

La principale limite de cette étude est qu'elle est entièrement qualitative et qu'elle n'est donc pas représentative de toute la diversité dans la migration des étudiants libanais. Elle constitue, néanmoins, une étude exploratoire significative et fournit des informations indicatives significatives à un domaine insuffisamment étudié.

L'impact du contexte sur la volonté d'une mobilité étudiante internationale

Lorsque les étudiants libanais en mobilité ont été interrogés sur les raisons de leur décision de poursuivre leurs études supérieures à l'étranger, de nombreux aspects du contexte libanais - généralement liés à l'enseignement supérieur et aux systèmes économique et politique - ont été mis en avant comme des facteurs clés ayant influencés leur désir de mobilité internationale.

Malgré la présence d'un nombre significatif d'universités au Liban, certaines filières ne sont proposées que dans un nombre limité d'universités privées aux frais d'inscription élevés. Compte tenu de cette limitation, les étudiants de la classe moyenne et de la classe moyenne

inférieure, qui n'ont pas les moyens d'étudier dans ces universités, n'ont d'autre choix que d'étudier ce qu'ils souhaitent dans un pays étranger où le coût de l'éducation est moins élevé :

«... la spécialité que je souhaite étudier n'est disponible que dans les universités privées libanaises aux frais élevés et n'est pas disponible à l'université publique libanaise... Même si je n'avais pas l'intention de partir, j'ai décidé d'étudier la spécialité que je souhaite en Ukraine car le coût de l'éducation y est moins élevé que dans les universités privées libanaises» (RT, étudiant(e) en génie mécanique aéronautique en Ukraine, parti(e) en 2018).

Comme pour RT, d'autres étudiants ont admis qu'ils n'avaient pas sérieusement envisagé d'étudier à l'étranger jusqu'à ce qu'ils se soient retrouvés confrontés à des difficultés pour suivre la formation qu'ils souhaitaient dans une université abordable au Liban. Bien que l'Université Libanaise (la seule université publique du pays) propose une grande variété de formations à un tarif très abordable, l'accès à ses facultés est jugé incertain, problématique et inéquitable. Cela n'est pas seulement dû aux exigences académiques et aux faibles quotas d'entrée, mais aussi au rôle du népotisme politique - *Wassta* – dans la manière dont les étudiants sont sélectionnés:

«... Je n'ai pas les moyens d'étudier dans des universités

privées car je ne suis pas issu(e) d'une famille aisée.... à l'Université Libanaise, ils n'acceptent pas tous les étudiants qui réussissent l'examen d'entrée, ... et les étudiants qui sont affiliés à certains partis politiques sont prioritaires... J'ai postulé à l'Université Libanaise et j'avais de bonnes notes, mais je n'ai pas pu y accéder parce qu'il faut la Wasla et que ceux qui, comme nous, n'ont pas d'affiliation politique ne peuvent pas accéder à l'UL.» (AD, étudiant(e) en médecine en Ukraine, parti(e) en 2016).

La qualité de l'enseignement et des diplômes obtenus à l'UL, qui se serait encore dégradée après la crise financière, est un autre problème qui a influencé la décision des étudiants d'étudier à l'étranger. Pendant des années, au lieu de soutenir et de renforcer cette institution publique, le gouvernement libanais a réduit ses moyens et sa qualité (Nahas, 2011, p.70). La faiblesse des infrastructures de recherche, le manque d'équipement et de ressources de l'UL sont autant de problèmes qui ont été soulignés par les participants et qui les empêcheraient d'accéder à une éducation abordable et de qualité:

«J'ai des capacités académiques et mes notes sont élevées, mais à l'UL, l'équipement nécessaire à l'étude scientifique et à la recherche n'est pas suffisant et développé.... L'État n'alloue pas de budget pour encourager la recherche scientifique et développer des laboratoires

à l'UL... J'avais le souhait de poursuivre mes études à l'étranger parce que je voulais recevoir une éducation de qualité...» (ZY, étudiant(e) en master de chimie en France, parti(e) en 2021).

Dans les récits de nombreux étudiants, le désir de mobilité internationale pour les études semble provenir de l'incertitude quant à l'accès à de bonnes ou à de futures opportunités professionnelles locales. Les personnes interrogées ont mentionné : la rareté des opportunités d'emploi, les bas salaires et l'environnement de travail peu gratifiant. Le recours aux réseaux politiques et au népotisme pour évoluer dans des carrières déjà limitées au Liban ont également été identifiées comme étant problématique sur le marché du travail local. Cela aurait contribué à les faire envisager d'étudier à l'étranger dans la mesure où l'obtention de leur diplôme augmenterait leurs chances d'employabilité, au niveau local ou international.

«J'ai pensé que si j'étudiais à l'étranger, je pourrais trouver de meilleures opportunités d'emploi plus tard au Liban ou à l'étranger. Si le diplôme est bon/accrédité, il me permet de travailler n'importe où, c'est ce qui était important pour moi...» (MM, étudiant(e) en master de bio-ingénierie à Chypre, parti(e) en 2016).

Dans de nombreux cas, la décision d'étudier à l'étranger s'accompagne d'une volonté de rester et de travailler à

l'étranger après l'obtention du diplôme, comme l'illustre la citation suivante :

«Je sais que si j'étudie dans un pays étranger, cela m'ouvrira davantage d'opportunités d'emploi à l'étranger. J'avais l'intention de travailler à l'étranger lorsque j'ai décidé d'étudier à l'étranger. Le plan pour l'avenir lointain était que je retourne au Liban après avoir travaillé plusieurs années à l'étranger... parce-que dans mon domaine, si je travaillais au Liban, je serais sous-estimé et mal payé.... En Italie, c'est mieux ; il y a plus d'opportunités d'emploi dans mon domaine d'ingénierie et les salaires sont bien meilleurs qu'au Liban...» (IH, étudiant(e) en master d'ingénierie mécanique en Italie, parti(e) en 2018).

La détérioration de la situation économique, de l'emploi et des conditions de vie dans le pays depuis 2019, ont été évoquées par la majorité des personnes interrogées, qui sont parties étudier à l'étranger en 2020 et 2021. Cette détérioration semble être un facteur clé de leur mobilité internationale. Les étudiants interrogés n'avaient pas l'intention d'étudier à l'étranger. Par rapport à ceux qui ont déménagé avant la crise, leur décision de partir était un choix plus difficile face aux défis financiers liés au voyage et à la vie dans le pays d'accueil notamment avec les mesures de contrôle des capitaux et à l'effondrement de l'économie. La crise les a obligé à considérer la mobilité

internationale comme une option ou une opportunité à saisir pour échapper à la détérioration de la situation dans leur pays d'origine et pour un meilleur avenir à l'étranger. Les citations qui suivent l'illustrent :

«La raison principale de mon voyage était la crise au Liban... L'idée d'étudier en dehors du Liban était impossible auparavant en raison de la situation économique de mes parents... J'ai travaillé pendant deux ans avant la crise et j'ai économisé de l'argent, ce qui m'a permis de partir en France... Même si j'avais décidé d'aller en France, j'hésitais... Mais il n'y a pas d'avenir au Liban et celle-ci est mon opportunité, je dois essayer de la saisir...» (KA, parti(e) en France en 2020, étudiant(e) en maîtrise de physique).

«Je n'avais pas l'intention d'étudier à l'étranger avant la crise... la situation économique au Liban est la principale raison derrière mon voyage en Allemagne... J'ai travaillé au Liban pendant 10 ans dans ma spécialité, mais ensuite tout a changé et j'ai quitté mon emploi parce que mon salaire, qui était d'1.300.000 LBP, ne suffisait pas pour faire le plein de carburant pour ma voiture... Je travaillais mais je n'étais pas du tout heureux(se).... Je voulais avoir un bel avenir, mais il était difficile de trouver un emploi en Allemagne sans un certain niveau de maîtrise de la langue allemande et l'équivalence pour mon diplôme

posait problème...» (RM, parti(e) en Allemagne en 2021, étudiant en maîtrise de bio-informatique)

Les récits des étudiants révèlent qu'avant et après la crise de 2019, ils ont été «poussés» vers la mobilité internationale pour leurs études dans un contexte local sur lequel ils n'ont aucune maîtrise. Cette mobilité internationale a été présentée comme une nécessité - une option disponible qu'ils ont dû prendre face aux inconvénients locaux - et non comme une aventure souhaitée par les individus. Il convient de noter que des motivations multiples et diverses pour la mobilité internationale (Mowjee, 2013 ; Beech, 2017) ont été exposées dans les récits des étudiants mobiles d'avant et d'après la crise. Parmi nos participants, en particulier ceux qui ont déménagé après la crise de 2019, ils sont nombreux à faire référence explicitement ou implicitement à la valeur économique de leurs études à l'étranger. Ils les perçoivent comme un moyen d'accéder à une meilleure carrière et à un meilleur avenir. Pour d'autres étudiants, la mobilité internationale a été perçue comme un moyen de répondre à leurs aspirations à poursuivre une formation souhaitée ou à une éducation de qualité. D'autres motifs non économiques de mobilité internationale ont été mentionnés par nos participants. Ils incluent la volonté : d'échapper à un environnement social conservateur et répressif, de s'ouvrir à la culture ou d'avoir une nouvelle expérience de vie.

Néanmoins, ces motifs ont été présentés comme des motifs supplémentaires secondaires de leur mobilité internationale.

Des aspirations migratoires renforcées par la crise de 2019

La crise financière et économique a été un facteur clé qui a poussé la majorité des étudiants interrogés qui ont voyagé après 2019 à considérer les études à l'étranger comme une stratégie pour leur avenir (Marcu, 2015). Néanmoins, cette perspective a également été exprimée par plusieurs étudiants qui ont voyagé avant la crise de 2019. La décision de mobilité internationale de ces étudiants s'accompagnait d'une prédétermination à rester (temporairement ou définitivement) à l'étranger après l'obtention du diplôme. Pour certains, cette dernière était motivée par la volonté d'avoir une meilleure carrière et une meilleure vie à l'étranger. Pour d'autres, il s'agissait d'échapper au système politique et aux pratiques de népotisme qui régissent l'accès à l'enseignement supérieur gratuit et aux opportunités de carrières au Liban. Ces données confirment l'existence d'une relation entre la mobilité des études et les aspirations migratoires (temporaires ou permanentes) avant la crise de 2019, comme indiqué dans le peu de publications portant sur la migration des étudiants libanais (Akl et al., 2008). Toutefois, notre étude a révélé que la crise de 2019 a renforcé

les aspirations migratoires des étudiants libanais, que ce soit au moment où ils ont décidé d'étudier à l'étranger ou plus tard en modifiant leurs projets de retour au Liban. La majorité des étudiants interrogés, qui n'avaient initialement pas l'intention ou le souhait de rester à l'étranger après avoir terminé leurs études, ont modifié leurs projets de retour au Liban. Ces étudiants ont perdu l'espoir qu'ils avaient dans leur pays d'origine et dans la possibilité d'y construire une vie qui leur convienne.

L'impact de la crise sur les aspirations migratoires des étudiants a été explicitement exprimé par de nombreuses personnes interrogées, comme l'illustrent les citations qui suivent :

«...Quand j'ai voyagé, je voulais retourner au Liban après avoir terminé mes études.... Tous les étudiants libanais que j'ai connu en France avant la crise voulaient retourner au Liban s'ils y trouvaient un emploi. Depuis la crise, la situation a changé et les étudiants ne veulent plus rentrer et s'inquiètent de savoir comment rester à l'étranger ; ils se sont échappés du Liban pour rester à l'étranger. Je le savais parce que j'ai travaillé comme coiffeu(r)/(se) en France et que des étudiants me l'ont dit... Pour moi, après la crise, j'ai été prise par la peur de retourner au Liban... Quel avenir m'attend au Liban ! ...» (RC, étudiant(e) en master d'intelligence artificielle en France, parti(e) en 2019)

«Lorsque j'ai commencé à songer à étudier à l'étranger, alors que la crise n'était pas grave, j'avais l'intention de retourner travailler au Liban après avoir terminé mes études. Mais plus tard, j'ai commencé à vouloir rester à l'étranger parce que j'ai constaté qu'il n'y avait plus d'espoir au Liban, que tout le monde quittait le pays et qu'il n'y avait plus de belle vie, de travail, d'avenir et d'espoir au Liban...» (HM, étudiant(e) en master de gestion de l'environnement et de l'eau en Tunisie, parti(e) en 2020).

Mobilité étudiante forcée et migration normalisée par l'idéologie néolibérale

Les résultats présentés précédemment révèlent que de nombreux facteurs structurels ont poussé les étudiants libanais des classes moyennes à étudier à l'étranger et/ou à envisager une migration (temporaire ou permanente). La crise financière - un facteur clé de la mobilité des études après 2019 - a renforcé les aspirations migratoires de nombreux étudiants libanais, que ce soit au moment où ils ont pris la décision d'étudier à l'étranger ou plus tard, en modifiant leurs projets de retour au Liban.

Malgré les variations observées entre les facteurs de mobilité avant et après la crise de 2019 et leur lien avec les aspirations migratoires des étudiants, il existe un élément commun dans le discours de nombreux étudiants interrogés

qui permet d'expliquer le rôle des étudiants en tant qu'agents de leur pratique de mobilité avant et après la crise. Les valeurs néolibérales d'indépendance et d'autonomie intériorisées par les individus contribuent à expliquer pourquoi ils se sentent comme étant les seuls responsables pour trouver un moyen de surmonter les obstacles, réaliser leurs aspirations et jeter les bases d'un avenir et d'une vie sûrs, dignes et prospères.

RND (cas de mobilité avant la crise) et AO (cas de mobilité après la crise), ont poursuivi leur master en physique en France. Ils expliquent les raisons de leur décision d'étudier à l'étranger, et évoquent les problèmes liés à l'université publique au Liban (manque d'équipement sophistiqué et d'enseignement de qualité, interférence du népotisme politique dans l'accès des étudiants à des programmes à concours) comme des facteurs qui les ont contraints à étudier à l'étranger. Ils ont également indiqué que leur autonomie et leur indépendance leur permettaient de réaliser leurs ambitions de formation à l'étranger, tel qu'illustré dans les citations ci-dessous :

(RND) : *«Je n'avais pas l'intention de voyager et de poursuivre mes études en France... La raison principale était que je ne pouvais pas poursuivre mon M2 à l'UL en raison de l'utilisation de la Wasta au lieu de critères de mérite pour la sélection d'étudiants... Nous ne sommes affiliés à*

aucun parti politique dans notre foyer. J'ai de la chance de n'être affilié(e) à aucun parti car je n'ai jamais compté sur personne pour atteindre mes objectifs et personne ne m'a aidé en quoi que ce soit - aucune Wasta n'a été utilisée et j'en suis très fière...»

(AO) : «J'ai décidé d'étudier à l'étranger parce qu'à l'UL, l'équipement scientifique nécessaire à l'étude et à la recherche est insuffisant et peu développé... Ces facteurs poussent les étudiants intelligents et ambitieux à étudier à l'étranger... Malgré les difficultés financières dues à la crise au Liban, j'ai voyagé... J'ai travaillé pendant toute la durée de mes études universitaires au Liban et j'ai toujours été indépendant(e). J'ai collecté de l'argent que j'ai utilisé pour voyager en 2021 afin d'obtenir une formation de qualité...»

La plupart des personnes interrogées ont indiqué que les problèmes dans l'enseignement supérieur ou sur le marché du travail locaux les ont poussés à étudier à l'étranger. Dans cette même veine, AO et RND ont normalisé leur mobilité d'étude forcée pour réaliser leurs aspirations personnelles (universitaires ou professionnelles). Force est de constater qu'ils n'ont pas appelé à ou souligné le besoin d'une résistance collective contre le système politique corrompu pour obtenir le droit à l'éducation et à l'emploi dans leur pays d'origine. Certains étudiants reprochent à

l'État libanais de ne pas allouer les ressources financières essentielles au renforcement et à l'amélioration de la qualité de l'enseignement à l'université publique libanaise ou de ne pas offrir d'opportunités d'emploi aux jeunes. Ces mêmes personnes perçoivent les études à l'étranger comme étant la seule opportunité qu'ils ont de surmonter les difficultés et les inégalités dans l'accès à un enseignement supérieur abordable et de qualité ainsi qu'aux opportunités de carrière au Liban. Les étudiants qui, malgré la décision de mobilité, n'avaient pas l'intention de migrer après l'obtention de leur diplôme, ont aujourd'hui l'intention de rester et de travailler à l'étranger. La détérioration de la situation au Liban et le sentiment accru de responsabilité personnelle pour s'assurer un bel avenir et une vie digne pour leurs parents au Liban y seraient pour quelque chose. Les citations suivantes l'illustrent :

«... Maintenant, je ne pense plus du tout à retourner au Liban... Mes parents me manquent ; c'est le principal motif de retour au Liban, mais il n'y a pas d'opportunités d'emploi et pas de bons salaires... Mes parents ont en fait été le principal facteur qui m'a poussé à voyager en France... Je me sens responsable pour aider mes parents. Actuellement, je soutiens mes parents financièrement, mais pas beaucoup...» (KA, étudiant(e) en maîtrise de physique en France, parti(e) en 2020).

«Je n'avais pas l'intention de rester à l'étranger lorsque j'ai déménagé.... Mais maintenant, je n'ai pas l'intention de retourner au Liban en raison de la situation terrible : pas d'emploi, pas d'électricité ni d'internet.... Je ne me soucie pas de l'argent en général, mais après la crise, j'ai commencé à réfléchir à la manière de gagner de l'argent et de soutenir mes parents... Je ne veux pas voir mes parents dans le besoin (3am byetbahdalo) et ne rien faire...» (LC, étudiant(e) en licence d'ingénierie architecturale en Italie, a déménagé en 2019).

Dans d'autres cas de mobilité avant et après la crise, où la décision de mobilité pour études était accompagnée d'une intention de migration, certains participants ont parlé de leurs études et de leur travail à l'étranger comme d'une forme de résistance aux pratiques du système politique et des autorités libanaises. Ces dernières limitent les chances des individus, non affiliés à des partis politiques, d'accéder à une éducation ou à un emploi de qualité. Elles humilient également ceux qui cherchent à assurer leurs besoins de base (électricité, transports publics, médicaments....). C'était déjà le cas avant la crise financière au Liban, et ceci s'est renforcé depuis. Ces enquêtés ont refusé d'être impuissants et à la merci du système politique. Leurs études à l'étranger et leur migration ont été l'expression de leur liberté, de leur individualité et de leur autonomie ou de leur responsabilité d'éviter d'être humiliés.

Ils n'ont aucun espoir de changer les systèmes politique et économique au Liban et considèrent que les manifestations de rue ou l'activisme collectif sont des outils inefficaces pour parvenir à un changement, comme l'illustrent les citations de MR et de BA:

« J'ai voyagé pour échapper au pouvoir politique des politiciens et au népotisme nécessaire pour accéder à l'emploi au Liban.... nous savons que si vous n'êtes affilié à aucun parti politique au Liban, vous n'avez rien et je ne veux pas être avec un parti politique et m'humilier... Je me débrouillerai pour rester à l'étranger à tout prix, c'est ma responsabilité car il n'y a aucun espoir dans les autorités politiques du Liban et aucune opportunité de travail n'est disponible et si vous trouvez un emploi, les salaires sont bas... » (MR, MA en management international en France, a déménagé en 2019).

« Au Liban, vous serez humilié toute votre vie pour pouvoir vivre dans de bonnes conditions ou obtenir vos droits minimaux... Je veux rester et construire une carrière dans un pays qui me respecte, et pas dans un pays où je dois travailler comme un âne avec un petit salaire pas suffisant pour bien vivre et profiter de ma vie. Et je ne veux pas dépendre de qui que ce soit, ni demander de l'aide ou m'humilier auprès d'un parti politique, et nous savons que protester dans les rues ne changera rien et que les partis

politiques et le système font en sorte que les Libanais s'adaptent à leurs souffrances... Je préfère mon avenir à l'avenir du Liban.» (BA, maîtrise en administration des affaires aux Pays-Bas, a déménagé en 2021).

Les étudiants libanais, forts des valeurs néolibérales intériorisées, choisissent de résister au système local en utilisant la mobilité internationale comme une opportunité pour atteindre leurs objectifs/aspirations. En faisant cela, ils normalisent leur mobilité/migration internationale forcée. En tant que sujets néolibéraux, ils deviennent également des agents de reproduction du système local qui les a poussés à quitter le pays au lieu d'y résister collectivement et de revendiquer leurs droits à l'éducation et à l'emploi dans leur pays d'origine.

Durant la révolution d'octobre 2019, de nombreux étudiants et jeunes libanais interrogés dans les rues ont souligné le besoin d'une action collective (Kabbanji, 2022). Ces étudiants, qui ont refusé d'être forcés à migrer et qui ont appelé à faire valoir leurs droits dans leur pays d'origine en résistant au système local corrompu et injuste, révèlent un discours qui s'oppose au discours hégémonique du néolibéralisme. Bien que ce chapitre n'inclue pas d'analyse du discours contre-hégémonique et d'activisme des étudiants pendant la période de la révolution de 2019, ces thématiques font l'objet du prochain chapitre de ce livre.

Conclusion

La mobilité/migration internationale des étudiants est supposée être une décision individuelle volontaire. Notre étude a révélé que ce type de mobilité englobe à la fois la contrainte et le choix (Carling, 2001, p.23). Il ressort clairement du discours des étudiants libanais des classes moyennes interrogés que les autorités politiques corrompues et sectaires, le système économique capitaliste néolibéral et non productif et la structure inéquitable de l'enseignement supérieur au Liban ont été responsables de la mobilité/migration internationale étudiants, avant et après la crise de 2019. Ils les ont privé de leurs droits à une éducation de qualité, à des opportunités de carrière et à une vie digne dans leur pays d'origine. Les étudiants qui se considèrent comme des individus autonomes et libres, et non comme des objets impuissants du système local, ont décrit leur mobilité/migration internationale forcée comme une opportunité qu'ils ont la responsabilité de saisir afin d'atteindre leurs objectifs/ambitions et contourner les inconvénients locaux résultant du système. Les valeurs néolibérales intériorisées par les étudiants leur ont confié la responsabilité individuelle d'atteindre leurs objectifs. Il en résulte que leur succès ou leur échec se comprend comme étant la conséquence de leur choix personnel - être responsable ou ne pas l'être !

Cette responsabilité individualisée a fait croire aux étudiants qu'ils sont les libres décideurs de leur mobilité internationale. Elle a également libéré le système local de la responsabilité dans l'envoi des étudiants hors du pays. Comme l'a déclaré De Lissovoy, les types de responsabilité et de liberté proposés par le néolibéralisme sont « supposés être les paramètres discursifs et symboliques non déclarés d'une prise de décision cohérente par les individus » (De Lissovoy, 2018, p.189).

Sur la base des résultats de notre étude, nous pouvons conclure que la structure de l'enseignement supérieur, le système économique capitaliste et les autorités politiques corrompues, ont placé de nombreux étudiants des classes moyennes et inférieures fermement dans le piège néolibéral. Les inégalités structurelles qui se maintiennent dans le contexte libanais soumettent les étudiants à l'incertitude et à l'anxiété quant à la réalisation de leurs objectifs / ambitions souhaités et à la sécurisation d'un avenir et d'une vie dignes dans leur pays d'origine. Ils se retrouvent à façonner le type de soi qui peut tenir dans un contexte où la migration est une possibilité historiquement associée au succès et à la mobilité sociale. Ce type de soi est un soi néolibéral, qui est extrêmement autonome et, dans une certaine mesure, indifférent au fait que sa situation difficile est partagée avec les autres. Un tel moi néolibéral optera

pour la migration, et non pour la résistance collective pour atteindre ses objectifs. La première est un outil plus ingénieux dans les situations difficiles. Bien que cela puisse être décevant pour les théoriciens sociaux intéressés par des réponses collectives plus révolutionnaires aux inégalités structurelles, du point de vue de nombreux jeunes étudiants libanais, il semble n'y avoir aucune alternative à la mobilité/migration internationale. Dans leur optique, l'espace pour le changement social demeure imperceptible. Le peu d'espoir que de nombreux jeunes libanais avaient dans la possibilité de changer le système local avec le soulèvement du 17 octobre s'est éteint lorsque la crise financière a frappé le Liban fin 2019 et qu'aucune mesure sérieuse n'a été prise par l'État libanais pour arrêter l'effondrement du pays et l'exode de sa jeunesse qualifiée.

La crise de 2019 n'a pas changé le sens prédominant que les étudiants libanais attribuent à la mobilité internationale pour les études. Elle est perçue comme un moyen d'atteindre des objectifs et de contourner les inconvénients et les inégalités locales. La disposition néolibérale « d'intérêt personnel et de responsabilité personnelle » (Wrenn & Waller, 2018) chez les étudiants libanais se retrouve consolidée. La conséquence de cette dernière est le renforcement de leurs tendances à la migration.

L'une des conséquences les plus graves de l'idéologie

néolibérale est l'émergence d'individus néolibéraux conscients et critiques des pratiques injustes de leur État envers ses citoyens, mais qui sont incapables de s'organiser en groupe pour résister et tenter de changer le système qu'ils accusent de les forcer à migrer. L'État confessionnel et rentier libanais marqué par une corruption généralisée, le népotisme et le capitalisme de copinage, ne fait rien pour freiner l'émigration de sa jeunesse. Il n'est pas surprenant qu'il se soucie d'épuiser son capital humain étant donné que les personnes très éduquées sont souvent celles qui réclament le changement pour de meilleures institutions et conditions de vie dans leur pays (Kapur, 2014, p. 483). Par ailleurs, ce même Etat bénéficie des envois de fonds des émigrés libanais qui représentent l'une des principales sources de revenus pour le pays!

Bibliographie

- Akl, E.A., Maroun, N., Major, S., Afif, C., Chahoud, B., Choucair, J., Sakr, M., & Schünemann, H.J. (2007). Why are you draining your brain? Factors underlying decisions of graduating Lebanese medical students to migrate. *Social Science & Medicine* 64, pp. 1278–1284. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2006.10.021>
- Akl, E.A., Maroun, N., Major, S., Afif, C., Abdo, A., Choucair, J., Sakr, M., Li, C., Grant, B. & Schünemann, H.J. (2008). Post-graduation migration intentions of students of Lebanese medical schools: A survey study. *BMC Public Health*, 8 (191). <https://doi.org/10.1186/1471-2458-8-191>
- Al-Anbaa (2021, October 11). A request from Mikati to the Ministry of Foreign Affairs to help students abroad. *Al-Anbaaa*, Local News. <https://anbaaonline.com/news/139744>
- Al Khechen, M. (2020, December 18). Banks do not implement the “Student Dollar” circular and the judicial de-

cisions: The parents' patience is running out. *The Legal Agenda*.

AUB and HFSHD (2009) Higher education & labor market outcomes in Lebanon. A study conducted by the American University of Beirut's Alumni Relations Office in collaboration with the Hariri Foundation for Sustainable Human Development (HFSHD), and supported by the United Nations Development Program (UNDP) under Lebanon Recovery Fund. Beirut.

Baláz, V. & Williams, A. (2004). Been there, done that. *Population, Space and Place* 10 (3), pp. 217-237. <https://doi.org/10.1002/psp.316>

Beech, S. (2017). International Student Mobility: A Critical Overview. In: Abebe, T., Waters, J. (Eds) *Laboring and Learning*, pp. 285–303. *Geographies of Children and Young People*, 10. Springer, Singapore. https://doi.org/10.1007/978-981-287-032-2_10

Campus France (2022). Press release- key figures, Paris, September 12, 2022. www.campusfrance.org/system/files/medias/documents/2022-09/CP_Chiffres_EN.pdf

Carling, J. (2001). *Aspiration and ability in international migration: Cape Verdean experiences of mobility and immobility*. (No. 5) [Doctoral dissertation, Centre for

- Development and the Environment, University of Oslo, Oslo]. https://www.files.ethz.ch/isn/136983/2001_09_Aspiration_Ability_International_Migration.pdf
- Carling, J. & Schewel, K. (2018). Revisiting aspiration and ability in international migration, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 44 (6), pp. 945-963. <https://doi.org/10.1080/1369183X.2017.1384146>.
- Central Administration of Statistics (CAS), International Labour Organization (ILO) & European Union (EU). (2020). Labour force and household living conditions survey (LFHLCS) 2018-2019 Lebanon. https://www.ilo.org/beirut/publications/WCMS_732567/lang--en/index.htm
- Central Administration of Statistics (CAS) & International Labour Organization (ILO). (2022). Lebanon follow-up labour force survey – January 2022: Factsheet. https://www.ilo.org/beirut/publications/WCMS_844837/lang--en/index.htm
- CRDP Statistical Bulletins. 2006/2007, 2017/2018. Centre for Educational Research and Development (CRDP), Lebanon. Retrieved from <https://www.crdp.org/statistics-bulletin>
- Collins, F.L., Sidhu, R., Lewis, N. & Yeoh, B. (2014). Mo-

- bility and desire: international students and Asian regionalism in aspirational Singapore. *Discourse: Studies in the Cultural Politics of Education*, 35 (5), pp. 661-676. <http://dx.doi.org/10.1080/01596306.2014.921996>
- Credit Libanais S.A.L. (2017). The impact of remittances on economic growth. Credit Libanais S.A.L. <https://www.creditlibanais.com.lb/Content/Uploads/LastEconomicAndCapitalResearch/170518110033930.pdf>.
- De Lissovoy, N. (2018). Pedagogy of the anxious: Rethinking critical pedagogy in the context of neoliberal autonomy and responsabilization. *Journal of Education Policy*, 33 (2), pp. 187-205. <https://doi.org/10.1080/02680939.2017.1352031>
- Dibeh, G., Fakih, A. & Marrouch, W. (2017). *Decision to emigrate amongst the youth in Lebanon*. (IZA DP No. 10493). Institute of Labor Economics (IZA). <https://docs.iza.org/dp10493.pdf>
- Docquier, F., & Marfouk, A. (2006). International migration by education attainment, 1990-2000. In C. Ozden, & M. Schiff (Eds.), *International Migration, Remittances and the Brain Drain* (pp. 151-200). Palgrave Macmillan. <https://tinyurl.com/3npaphps>

- El-Ghali, H.A. & McClure, M.W. (2010, October 13). *A generation in crisis: Lebanon's jobless university graduates*. Retrieved from <https://www.mei.edu/publications/generation-crisis-lebanons-jobless-university-graduates> .
- Farhaat, F. (2021, March 1). Studying abroad amid the financial crisis. *Al-Akhbar*, Issues/Perspectives. <https://al-akhbar.com/Issues/300791>
- Foucault, M. (2008). *The birth of biopolitics. Lectures at the Collège de France 1978–1979*. New York: Palgrave Macmillan. .
- Findlay , A. , Prazeres , L. , McCollum , D. & Packwood , H. (2017). ‘ ‘It was always the plan’ : international study as ‘learning to migrate’ ‘. *Area*, 49 (2), pp. 192-199. Retrieved from: [McCollum_2016_Area_LearningtoMigrate_AAM.pdf \(321.7Kb\)](#)
- Harb, M. (2021, June 17). *Youth in Lebanon: Policy narratives, attitudes, and forms of mobilization*. Arab Center Washington DC. <https://arabcenterdc.org/resource/youth-in-lebanon-policy-narratives-attitudes-and-forms-of-mobilization/>
- Harvey, D. (2005). *A brief history of neoliberalism*. Oxford: Oxford University Press.
- Houghton, E. (2019). Becoming a neoliberal subject. *Ephemera Theory & Politics in Organization*, 19 (3),

- pp. 615-626. https://ephemerajournal.org/sites/default/files/pdfs/contribution/19-3houghton_0.pdf
- Jalakh, M. (2019, May 15). *Higher education in Lebanon between quality requirements and market challenges*. The speech of the president on the 23rd anniversary of Antoine University. Retrieved from <https://ua.edu.lb/Library/Assets/Gallery/Documents/DiscoursduRecteur/2019-Address-Of-The-President-En.pdf>.
- Kabbanji, L. (2021). Enquête sonore des 20 premiers jours de l'intifada d'octobre 2019 au Liban. *Ethnologie Française*, 51 (2), pp. 239-254. <https://doi.org/10.3917/ethn.212.0239>
- Kabbanji, L., Awada, H., Hasbani, M., El-Hachem, E. & Tabar, P. (2019). Studying abroad: a necessary path towards a successful academic career in social sciences in Lebanon? *International Review of Sociology*, 29 (3), pp. 390-408. <https://doi.org/10.1080/03906701.2019.1672351>
- Kabbanji, J. (2012). Heurs et malheurs du système universitaire libanais à l'heure de l'homogénéisation et de la marchandisation de l'enseignement supérieur. *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, (131), pp. 127-145. <https://doi.org/10.4000/remmm.7651>
- Kapur, D. (2014). Political effects of international mi-

- gration. *Annual Review of Political Science*, 17, pp.479–502. <https://doi.org/10.1146/annurev-polisci-043010-095807>
- Kasparian, C. (2009). L'émigration des jeunes Libanais et leurs projets d'avenir : Les jeunes Libanais dans la vague d'émigration de 1992 à 2007. Presses de l'Université Saint-Joseph, Beyrouth. .
- Kawar, M. & Tzannatos, Z. (2012). Youth employment in Lebanon: Skilled and jobless. The Lebanese Center for Policy Studies (LCPS), Beirut: Lebanon. <https://api.lcps-lebanon.org/content/uploads/files//1368538726-youth-enemployment.pdf>
- Kukutschka, R.M.B. & Vrushi, J. (2019). Global Corruption Barometer: Middle East & North Africa 2019 - Citizens' views and experiences of corruption. Transparency International. <https://www.transparency.org/en/publications/global-corruption-barometer-middle-east-and-north-africa-2019>
- Marcu, S. (2015). Uneven mobility experiences. *Geoforum*, 58, pp. 68-75. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2014.10.017>
- Menhem, S. & Abi Nakhlé, A. (2022). L'impact des crises multiples au Liban sur la décision de la migration des jeunes

- universitaires (18-29 Ans). *Revue des Sciences Sociales*. CRSS- l'Université libanaise, Septembre 2022 (23/24), pp. 276-309. https://crss-ul.com/uploads/_33.pdf
- Mowjee, B. (2013). Are postgraduate students 'Rational Choosers'? An investigation of motivation for graduate study amongst international students in England. *Research in Comparative and International Education*, 8 (2), pp. 193-213. <https://doi.org/10.2304/rcie.2013.8.2.193>.
- Nahas, C. (2011). Financing and political economy of higher education: The case of Lebanon. *Prospects*, 41 (1), pp. 69-95. DOI: 10.1007/s11125-011-9183-9.
- Ong, A. (2007). Neoliberalism as a mobile technology. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 32 (1), pp. 3–8. DOI:10.1111/j.1475-5661.2007.00234.x
- Riaño, Y. & Piguet, E. (2016). International student migration. *Oxford Bibliographies in Geography*, Oxford University Press, pp.1-24. DOI: 10.1093/OBO/9780199874002-0141
- Schwiter, K. (2013). Neoliberal subjectivity – difference, free choice and individualised responsibility in the life plans of young adults in Switzerland. *Geographica Helvetica*, 68 (3), pp. 153–159. <https://doi.org/10.5194/gh-68-153-2013>

- Trading Economics. Lebanon -Total Outbound Internationally Mobile Tertiary Students Studying Abroad, All Countries, Both Sexes - actual values, historical data, forecasts and projections were sourced from the World Bank on January 2022. <https://tinyurl.com/mryup53v>
- UNICEF Lebanon. (2022, January 28). *Lebanese crisis forcing youth out of learning, robbing them of their futures: UNICEF survey*. Retrieved from <https://www.unicef.org/lebanon/press-releases/lebanese-crisis-forcing-youth-out-learning-robbing-them-their-futures-unicef-survey> .
- Wrenn, M.V. & Waller, W. (2018). The pathology of care. *Oeconomia*, 8 (2), pp. 157-185. <https://doi.org/10.4000/oeconomia.3195>

De l'université à la rue : l'essor des luttes étudiantes à l'Université libanaise

Lama Kabbanji et Faten El Hajj⁽¹⁾

L'Université libanaise (UL) a vu émerger les luttes les plus importantes dans le milieu universitaire libanais, côté étudiants et enseignants, durant la période précédant le soulèvement populaire d'octobre 2019. Une enquête sonore menée pendant cette intifada a également montré l'importance de la participation des étudiants de l'UL, révélée notamment par la circulation des slogans et revendications propres à cette frange de la société libanaise. Or, que ce soit dans les médias locaux ou internationaux, ou dans les publications scientifiques ou des « experts », cette dimension du mouvement social au Liban a été largement occultée. L'un des rares journaux qui a couvert ce sujet de manière sérieuse est le journal *Al Akhbar*, en raison de la présence d'une journaliste, Faten El Hajj, spécialiste des questions éducatives, qui a mis sa plume au service des

(1) Ce chapitre a été traduit en partie de l'arabe par Bassam El Hachem.

luttres sociales au sein de l'UL depuis des années maintenant. Aujourd'hui, alors que le Liban traverse l'un des moments les plus sombres de son histoire contemporaine, il nous semble primordial de revenir en arrière et, à partir des dynamiques de reconstitution de collectifs étudiants au sein de l'UL, remonter le fil pour comprendre les difficultés et possibilités de transformation sociétale au Liban.

Pour se faire, nous nous appuyons méthodologiquement sur une enquête sociologique participative et théoriquement sur les concepts d'État intégral et de société civile forgés par le philosophe marxiste et communiste Antonio Gramsci. Ce qui nous intéresse ici en particulier c'est de montrer en quoi l'université, et les luttres étudiantes qui y émergent, est un lieu privilégié d'observation du lien dynamique entre société civile et société politique (qui constitue ce que Gramsci appelle l'État intégral). Dans le cas d'un pays comme le Liban, se pose aujourd'hui plus que jamais la nécessité de reconstruire la société civile, sapée par des décennies de clientélisme confessionnel. Dans ce chapitre, l'analyse des tentatives de restructuration d'un mouvement étudiant au sein de l'université publique au cours de la dernière décennie, nous permet de comprendre les dynamiques à l'œuvre dans ce processus. Au-delà des questionnements scientifiques qui guident cette recherche, notre objectif est également de remplir notre rôle social en

tant que chercheuses. En effet, la crise sans précédent dans laquelle s'enfonce la société libanaise a occulté les espoirs et la mémoire des luttes récentes au Liban. Il s'agit ici pour nous de livrer des éléments d'une recherche qui s'est étendue sur plusieurs années, à laquelle plusieurs actrices et acteurs engagés dans les luttes au sein de l'UL ont participé, et qui nous permet de constituer une archive du mouvement étudiant récent au Liban, dans l'objectif de permettre aux acteurs sociaux concernés de se réapproprier leur histoire.

Pourquoi et comment conduire une recherche participative à l'Université libanaise?

L'Université libanaise est un terrain d'observation propice à l'examen des rapports de force au sein de la société libanaise. Cette université a en effet constitué une arène de luttes politiques dans laquelle se sont confrontées des visions antagonistes de la société. En témoigne tout d'abord le contexte qui a conduit à sa création, dans le sillage des luttes sociales ayant abouti à l'indépendance du Liban en 1943. La formation des élites libanaises et régionales était, depuis près d'un siècle, le monopole de l'Université américaine de Beyrouth (AUB) et de l'Université St-Joseph (USJ) établies par les puissances coloniales. Le premier mouvement étudiant émerge au Liban peu après l'indépendance et l'un des leaders en est un

étudiant de l'USJ, Farajallah Honein, premier responsable de la jeunesse communiste. Avec l'ensemble des forces progressistes en présence à l'époque - syndicats ouvriers, groupes de femmes, partis de gauche et en particulier le Parti communiste libanais (PCL) – ce mouvement revendique la création d'une université publique, ouverte à toutes et tous. Le rapport de force conduit à la mise en place, en 1951, de l'Université libanaise (UL) qui joue un rôle déterminant dans la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur et devient durant plusieurs années l'un des principaux espaces d'échanges et de débats, académiques et politiques, et de rencontres entre les classes sociales au-delà des allégeances religieuses ou régionales (Kabbanji 2012). C'est également pour cette raison que l'institution est perçue comme une menace par l'oligarchie qui prend le pouvoir au sortir de la guerre civile. Celle-ci comprend très vite l'intérêt, pour asseoir son hégémonie, de contrôler la principale institution d'enseignement supérieur du pays. Progressivement, durant la guerre dite civile qui s'étend officiellement de 1975 à 1989, le pouvoir politique s'immisce dans la gestion de l'université qui devient, comme Hala Awada l'a montré dans sa thèse de doctorat, ce que Althusser a appelé un appareil idéologique d'État (Awada 2019).

Quelle possibilité dans ce contexte, pour l'émergence d'un mouvement étudiant? C'est ce qu'on va voir dans le

chapitre ci-dessous, en décortiquant les mécanismes par lesquels des brèches ont pu être faites dans le système hégémonique mis en place à l'UL au sortir de la guerre, mais aussi comprendre pourquoi celles-ci n'ont pu aboutir à un changement de système.

Cette recherche s'est construite en plusieurs étapes, suivant les fluctuations des événements au Liban entre 2019 et 2023, et les rencontres fortuites. L'idée a émergé au cours du soulèvement d'octobre 2019, lorsque nous nous sommes aperçues du rôle important joué par les étudiants, en particulier ceux de l'Université libanaise, dans ce mouvement social. C'est aussi durant ce soulèvement que nous (Faten El Hajj et Lama Kabbanji) nous sommes rencontrées. Nous avons alors décidé d'unir nos forces pour comprendre comment, en quelques années, ces étudiants avaient réussi à se remobiliser jusqu'à fonder à la veille du soulèvement, le Rassemblement des étudiants de l'Université libanaise. Faten El Hajj connaissait déjà bien le sujet, ayant couvert la plupart des actions menées par les étudiants dans le cadre de son travail de journaliste. Grâce à ses contacts, nous avons retrouvé plusieurs d'entre elles et eux, et leur avons proposé de mener ensemble un travail réflexif sur cette période dans le cadre de discussions collectives et d'entretiens individuels. Nous leur avons également proposé de rassembler les documents écrits et

visuels qu'ils avaient produits pour pouvoir les mettre à disposition de toutes celles et ceux qui voudraient avoir accès à ce pan de l'histoire des mouvements sociaux au Liban. Nous avons commencé à les rencontrer en décembre 2021, à un moment où l'espoir de reconstruire une société plus juste et plus égalitaire n'était plus à l'ordre du jour au Liban et où le mouvement social de 2019 était accusé de tous les maux. La plupart ne s'étaient pas revus depuis début 2020. Deux d'entre eux livrent leur propre point de vue à la fin de cet ouvrage. Les autres n'ont pas pu, pour diverses raisons, le faire.

Ce chapitre s'appuie sur plusieurs sources : les enquêtes journalistiques menées par Faten al-Hajj depuis une dizaine d'années pour le journal arabophone *Al-Akhbar*, une enquête sonore conduite durant le soulèvement d'octobre 2019 par Lama Kabbanji⁽¹⁾ ainsi qu'une série d'entretiens et de discussions collectives réalisés en octobre-novembre 2019, décembre 2021 et mai 2022 auprès d'enseignantes-chercheuses de l'UL, d'anciens et actuels étudiants de l'UL actifs dans différents collectifs, notamment le

(1) Kabbanji, L. (2021) « Enquête sonore des 20 premiers jours de l'intifada d'octobre 2019 au Liban », *Ethnologie française*, 51 (2) (août 18), p. 239-254. DOI : 10.3917/ethn.212.0239. <https://www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2021-2-page-239.htm> (paru en français et en anglais).

Rassemblement des étudiants de l'Université libanaise, ainsi que de membres de l'Union de la jeunesse démocratique libanaise (UDLY) et du Parti communiste libanais (PCL). Durant les discussions collectives, les principales thématiques suivantes ont été abordées : l'historique de l'organisation étudiante au sein de l'UL ; les étapes plus récentes de l'organisation étudiante au sein de l'UL (à partir des années 2010) ainsi que ses principales caractéristiques; les facteurs qui ont permis/conduit à cette organisation ; les Activités, les revendications, les liens avec les enseignants et la direction, les liens avec les conseils étudiants et les partis politiques, les difficultés rencontrées, les débats internes au sein des différentes organisations étudiantes, les liens avec les étudiants des universités privées; ou en était l'organisation étudiante à la veille de l'intifada, comment le mouvement étudiant s'est transformé durant cette période et quel a été son rôle pendant cette période; ou en est l'organisation étudiante depuis l'intifada.

Genèse de la constitution de collectifs étudiants au sein de l'UL

La guerre dite civile sonne le glas du mouvement étudiant qui se structurait depuis les années 50 au sein de l'UL. Comme cela a été montré dans la première partie de cet ouvrage ainsi que dans des recherches antérieures (Awada

2021), l'oligarchie au Liban a profité de la guerre pour faire de l'université publique, ce que Althusser a appelé un « appareil idéologique d'état », assurant de cette manière les conditions de sa propre reproduction. En effet, comme l'a montré Antonio Gramsci (Keucheyan 2012), l'hégémonie est nécessaire pour assurer une domination politique, et celle-ci doit s'appuyer à la fois sur des mécanismes de coercition mais aussi de consentement. Avant d'explorer les mécanismes mis en place par l'oligarchie au Liban pour asseoir sa domination au sein de l'Université libanaise et en décortiquer les conséquences sur les collectifs étudiants, commençons par expliciter certains des concepts que nous mobilisons dans ce chapitre. Ce qui nous intéresse en particulier ici c'est le terme d'État intégral, qui a permis à Gramsci de conceptualiser le lien entre l'État et la société civile. Pour Gramsci, l'État n'est pas réduit à l'appareil (répressif) d'État mais inclut également les institutions de ce qu'il appelle la société civile (et dont la définition est très différente de l'acception libérale de ce terme), incluant notamment l'Église - dans le cas du Liban il s'agira des diverses institutions religieuses représentatives des diverses confessions présentes au Liban -, les institutions d'enseignement, les syndicats, la presse, etc. Gramsci les appelle les appareils d'hégémonie, qui peuvent être public ou privé, et analyse leur rôle dans la mise en place de

l'hégémonie et son renforcement (Keucheyan 2012, 16). La conceptualisation de ce lien entre société politique et société civile (c'est-à-dire l'État intégral) sert à déterminer le type de stratégie à adopter selon le contexte : « compte tenu du rapport qu'entretiennent l'État et la société civile dans un pays, tel mélange de guerre de mouvement et de guerre de position doit s'imposer » (Keucheyan, p. 23). À la lumière de ces concepts, nous examinons dans ce chapitre comment l'université libanaise est un champ de combat qui permet d'éclairer ce lien entre État et société civile et d'analyser les tactiques adoptées par les collectifs étudiants pour changer l'ordre social.

Au sortir de la guerre, l'accord de Taëf signé en 1989 consacre un nouvel ordre politique et socioéconomique au Liban, à l'origine de la crise multiforme que traverse le pays aujourd'hui et notamment son système d'enseignement supérieur. Les principaux acteurs de la guerre prennent le pouvoir. Cette oligarchie est constituée d'hommes d'affaires, et très minoritairement de femmes, – banquiers, rentiers, grands commerçants impliqués dans le commerce licite et/ou illicite – et de représentants des groupes religieux [Kabbanji, 2017]. Cette oligarchie a réussi à se maintenir en place jusqu'à aujourd'hui grâce au confessionnalisme,

un système qui avait pu résister jusqu'à présent tout en élargissant son emprise sur la société libanaise, grâce

à un mécanisme de répartition des deniers publics selon un quota permettant à chaque pôle dominant au sein de sa communauté religieuse de devenir son représentant « légitime ». Cette règle a permis la mise en place d'un système hégémonique basé sur le clientélisme confessionnel, dont la condition citoyenne est devenue tributaire. On estime ainsi que 30% de la force de travail active au Liban est employée, sous diverses formes, par les différents services du secteur public. Lorsque la crise économique a frappé le pays il y a deux ans et a eu comme conséquence la baisse des ressources financières de l'État, c'est cette « logique » confessionnelle du pouvoir hégémonique qui a été touchée de plein fouet. En effet, à partir de ce moment-là, la base matérielle de l'hégémonie n'était plus assurée. (Entretien avec le sociologue Jacques Kabbanji, professeur retraité de l'Université libanaise, Beyrouth, 2 novembre 2019).

Mais revenons un peu en arrière, et examinons comment, pour assurer son hégémonie sur la société libanaise, la classe dirigeante va développer différentes stratégies, notamment le contrôle de l'université publique, pour en faire un appareil d'hégémonie. Tout d'abord, la fin de la guerre s'accompagne d'une main mise des partis politiques confessionnels sur les syndicats, et notamment sur la Confédération générale des travailleurs libanais (CGTL), créant par ailleurs leurs propres organisations et affaiblissant

toute possibilité d'action politique indépendante, notamment parmi les étudiants de l'Université libanaise⁽¹⁾. L'une des mesures les plus néfastes a probablement été la violation de la Loi no 75, adoptée le 26 décembre 1967 - suite à des luttes étudiantes et enseignantes -, qui avait institué juridiquement l'indépendance financière, administrative et académique de l'université. De nouvelles règles sont également imposées en ce qui concerne le travail syndical, en particulier l'instauration de « l'équilibre confessionnel » dans le choix des représentants des enseignants et des étudiants dans les différents conseils au sein de l'université. Par la suite, différentes mesures sont prises pour empêcher la participation des étudiantes et des étudiants aux instances décisionnelles. Aussi, durant la guerre, l'université est divisée en plusieurs antennes sur le territoire, renforçant le clientélisme confessionnel et le pouvoir des partis majoritaires dans chacune de ses régions.

La question des élections étudiantes et du contrôle des conseils étudiants est au cœur de la stratégie de la classe dominante pour assurer son hégémonie. La direction de l'université interdit en 2008-2009 la tenue d'élections au

(1) Entrevue réalisée par les autrices le 18 mai 2022 à Beyrouth avec le secrétaire général du Parti communiste libanais, Hanna Gharib, précédemment responsable de la Ligue des enseignants des professeurs de l'enseignement secondaire public.

sein des conseils étudiants, sous prétexte « d'éviter de faire des antennes de l'université des lieux d'expérimentation dans un contexte étudiant tendu⁽¹⁾ ». La crainte d'importer au sein des facultés les conflits politiques confessionnels qui soulevaient le pays durant cette période⁽²⁾ est brandie pour suspendre le droit démocratique des étudiants. Le gel des élections conduit à une absence de légitimité représentative des conseils étudiants qui sont reconduits selon le bon vouloir des partis au pouvoir.

Cette situation a perduré jusqu'en 2015, lorsque l'ancien président de l'Université libanaise, Adnan El-Sayed Hussein, a soumis au Conseil de l'université un projet de règlement intérieur pour l'Union des étudiants, proposant des mesures relatives aux modalités électorales et la répartition des sièges étudiants dans les différentes antennes de l'université. Cependant, les partis politiques contrôlant le conseil académique s'y sont opposés. Depuis lors, et jusqu'au moment de la rédaction de ce chapitre, la question n'a pas été réglée par la direction de l'université.

-
- (1) Discours du président de l'université de l'époque, Zoheir Chokor, publié en arabe dans le journal Al-Modon (Fawaz Nader, « l'Université libanaise : 13 ans sans élections ». Journal Al-Modon, 15 février 2021, (en arabe).
- (2) A l'époque, devaient avoir lieu les élections municipales, dans un contexte politique, financier et social très tendu.

Les conseils étudiants illégitimes et qui auraient dû être renouvelés continuent à gérer les affaires étudiantes, avec pour conséquence l'obstruction de toute activité étudiante échappant au contrôle des partis au pouvoir.

Ainsi, pendant plus de 30 ans, la classe dominante verrouille toute possibilité de travail politique étudiant en dehors des conseils étudiants qui lui sont inféodés. Ce n'est qu'à partir de 2013 que de nouveaux groupes commencent à se créer, dans un contexte politique national favorable à l'émergence d'un mouvement contestataire. Plusieurs clubs (*nadi*) qui s'affichent comme laïques (*Sama, Sigma, Radical, la Situation n'est pas normale, Le pouls de la jeunesse*) ou scientifiques (*le Club scientifique, le Club d'astronomie, le Club créatif, Club Pharma*) ou culturels (*le Salon culturel*) se constituent au sein des différentes facultés refusant le principe de la domination partisane. Les étudiants sont tout de suite confrontés à de nombreuses difficultés entravant leurs actions: « la direction de la Faculté des beaux-arts empêche, par exemple, le club *Sama (Ciel en arabe)* d'y organiser une soirée dansante, mais les membres persistent et maintiennent l'événement s'exposant à des sanctions» (Ahmad 2016). La répression est variable selon les facultés et l'appartenance politico-confessionnelle des conseils étudiants : dans certaines facultés les activités proposées par les clubs doivent être approuvées par ces conseils ce qui

a mené à diverses reprises à l'annulation d'évènements et au démantèlement de certains clubs étudiants.

L'émergence de ces groupes ne peut être séparée du contexte national caractérisé par l'essor de plusieurs mouvements sociaux au Liban. De 2011, date du lancement de la Campagne pour *la chute du système confessionnel*⁽¹⁾ jusqu'au soulèvement d'octobre 2019, de nombreux mouvements d'opposition politique et revendicatifs ont éclaté. En ce qui concerne le secteur public, il faut mentionner la longue lutte des enseignants du primaire, du secondaire et de la formation professionnelle ainsi que des employés du secteur public regroupés sous la bannière du Comité de coordination syndicale « Hay'it al ténsik *al nakabieh* » dont le leader, Hanna Gharib, est devenu par la suite secrétaire général du Parti communiste libanais. Les actions menées par le Comité en 2012 et 2017 ont conduit à une reconsidération conséquente des grilles salariales. Aussi, en juillet 2015, éclate la « révolte des poubelles », un mouvement social qui commence à la suite de l'amoncèlement des déchets ménagers dans les rues du Liban (Kreichati 2017). Ces divers mouvements, ainsi que le renouveau au sein du Parti communiste libanais, ont

(1) Mouvement social qui a émergé en hiver 2011 revendiquant la fin du système confessionnel au Liban.

contribué à la mobilisation étudiante au sein de l'université comme on le verra dans la section qui suit.

Structuration d'un mouvement revendicatif étudiant et lien avec le Parti communiste libanais

Une analyse des discours et des revendications portés par les différents clubs étudiants montre une transformation significative au fil du temps, passant d'un répertoire discursif et d'actions assez limité, à une plus grande variété d'activités et des revendications de plus en plus offensives et directement liées aux conditions d'études au sein de l'UL. Les étudiants qui commencent à s'organiser réfléchissent à de nouvelles pratiques permettant de rendre compte des réelles préoccupations des étudiants et de porter leurs revendications. Il s'agissait en particulier de lutter pour la préservation de l'université en tant qu'institution nationale et sa transformation en un espace ouvert d'action et d'expression qui permet aux étudiants de sortir de l'atmosphère de conflits imaginaires entretenue par les partis au pouvoir, participant à leur division et à la confiscation de leur rôle primordial dans le maintien d'un enseignement supérieur de qualité.

Ainsi, le club *Sama*, a débuté ses activités par l'organisation d'évènements en mars 2014 au sein de la faculté des sciences économiques et de gestion sur

le campus de Hadath dans le cadre d'une campagne de « consécration du confessionnalisme » visant à combattre le confessionnalisme par le biais de la psychologie. Les principaux sujets soulevés par le club à ses débuts portent sur des questions assez générales de : citoyenneté, d'égalité, de liberté d'expression, de rejet des divisions partisans et sectaires au sein de l'université. Les outils mobilisés sont artistiques, culturels et sportifs. A titre d'exemple, deux événements sont organisés dans l'amphithéâtre romain de l'université « Pensez aux autres » et « L'art est le secret de l'existence ». En 2015, avec le début du mouvement social au Liban « Vous puez », le discours du club commence à changer et à se focaliser sur les revendications propres aux étudiants. Durant cette même période, de nouveaux groupes se constituent au cours de l'année universitaire 2015-2016, dont deux groupes féministes, au sein de la faculté de génie, le club « Radicale » et « Sigma » qui s'intéressent particulièrement à des sujets liés au droit des femmes et à la laïcité.

C'est également à ce moment-là qu'est créé un nouveau club dénommé « Nabad al Shabéb » - le Poul de la jeunesse - qui deviendra ensuite, en fusionnant avec d'autres collectifs, l'Union des étudiants de l'Université libanaise. Dès ses débuts, le club se différencie des autres groupes étudiants constitués en adoptant une vision

politique et idéologique plus claire et plus revendicative, adoptant un discours de classe et définissant le rôle des étudiants comme acteurs du changement au sein de leur université mais aussi plus largement au niveau de la société. Il est intéressant de s'attarder un moment à la genèse de ce groupe pour comprendre ce qui le distingue des autres clubs étudiants. A ses débuts, celui-ci rassemble en majorité des étudiants affiliés à l'Union de la jeunesse démocratique libanaise (UDLY) ou au PCL, qui ont donc une certaine formation et une certaine expérience dans l'organisation politique. La création du groupe *Le poulx de la jeunesse* coïncide avec un renouveau au sein du PCL, dans lequel les jeunes générations jouent un rôle.

En effet, une nouvelle génération d'étudiants communistes ou issus de familles communistes, nés dans les années 90, s'inscrit à l'UL à la fin des années 2000. Ils commencent très vite à y mener des actions et, en 2012-2013 ils organisent une première action de blocage à la faculté des sciences suite à l'annonce de l'augmentation des frais d'inscription. Ils exigent également la rénovation du passage pédestre d'hiver pour pouvoir se rendre à leurs cours sans se faire tremper (ils doivent marcher plus d'un km sous la pluie). Des membres du conseil étudiant, tenu par les partis Hezbollah et Amal, les attaquent. Ils réussissent à se défendre, et cette action permet de les faire connaître au

sein de la faculté. La rumeur qui circule alors est la suivante:

Il y a eu un rassemblement de communistes. Tout de suite, dès qu'il y a quelqu'un qui s'oppose à Hezbollah, on le traite de communiste. Moi je suis effectivement communiste, et l'action était organisée par des communistes. Mais ce qui a été dit c'est que les communistes ont cassé la cafétéria. C'est à ce moment-là qu'on a commencé à tisser des liens avec des étudiants qui n'étaient pas communistes. (Discussion collective avec des membres du Takatoul, Beyrouth, 20 décembre 2021)

Ils continuent ensuite à mener des actions en tant que jeunesse communiste, et le groupe grossit jusqu'en 2015.

On était 50-60 (...) L'objectif pour nous était de transformer la nature du mouvement étudiant d'un mouvement qui ne revendique que le remplacement des ampoules dans les salles de cours - ce que je veux dire par là c'est qu'ils n'avaient que des revendications propres à leurs conditions matérielles d'études - à un mouvement qui lie ces questions à la crise plus générale du système. (Discussion collective avec des membres du Takatoul, Beyrouth, 20 décembre 2021)

L'un des membres fondateurs du *Pouls de la jeunesse* raconte qu'à cette époque, les étudiants de gauche n'avaient pas de groupe au sein de l'université :

Donc lorsque j'ai rejoint le Parti communiste libanais

(PCL), j'ai dis aux camarades il faut qu'on fasse quelque chose pour les étudiants loin de ces partis confessionnels à la faculté des arts. Ils m'ont dit que c'était plus simple pour l'instant de travailler avec l'Union de la jeunesse démocratique libanaise (UDLY). Parce qu'à l'époque au parti ils venaient d'élire Hanna Gharib (l'actuel secrétaire général du PCL), ils étaient en train de reconstituer les groupes et il n'y avait pas encore de section Étudiants/Jeunes au parti. (...) C'est lors du 11^{ème} congrès que les jeunes qui étaient dans l'opposition contre l'ancienne direction, celle de Khaled Hdédé (à l'époque secrétaire général du PCL), qui ont créé la section des jeunes pour pouvoir mener la bataille au sein du parti lui-même. Sachant que Khaled Hdédé était lui-même prof à l'UL. L'opposition au sein du parti est venue beaucoup des jeunes. Ils ont fait le 11^{ème} congrès et c'est après ce congrès qu'on a commencé à constituer la section jeunesse. Lorsque je dis nous, c'est moi et 3, 4 autres jeunes de ma génération. Il y avait très peu de jeunes au parti à l'époque. C'est après la création de la section que les jeunes ont commencé à venir. Les jeunes étaient plutôt à l'UDLY. Aujourd'hui les jeunes constituent 1/10 ou 2/10 des membres du parti, ce qui peut sembler peu mais au regard de l'histoire du parti depuis les années 1990 c'est beaucoup. Le hirak de 2015 a été un moment charnière parce qu'il est arrivé au même moment que le 11^{ème} congrès.

Donc les jeunes ont bénéficié de leur présence dans la rue pour faire bouger les choses au sein du parti, faire partir Khaled et élire Hanna qui sortait à l'époque de la bataille de « Hay2it al ténsi2 ». C'est à partir de ce moment là que j'ai commencé à m'occuper des affaires étudiantes au sein de l'UL pour le PCL, tout d'abord au sein de ma faculté des arts, puis Beyrouth, puis au niveau du Liban. (Entretien avec l'un des membres fondateurs du Takatoul, Beyrouth, 25 décembre 2021)

Plusieurs membres se sont rencontrés dans la rue durant le mouvement social de 2015. Ceux-ci rapportent qu'à l'époque, la présence des universités privées est palpable dans la rue alors que l'Université libanaise en est complètement absente. Des étudiants manifestent mais aucune organisation de l'UL n'y était visible (Discussion collective, 20 décembre 2021, Beyrouth). Plusieurs d'entre eux rapportent l'importance de ce moment dans la création du club :

J'ai alors pris contact avec les autres étudiants que j'avais rencontré dans les manifestations et leur ai proposé qu'on organise quelque chose au sein de l'UL. (Discussion collective avec des membres du Takatoul, Beyrouth, 20 décembre 2021)

Pour moi, le fait de descendre dans la rue en 2015, la

rencontre avec d'autres étudiants dans la rue, m'a permis que lorsqu'on s'est retrouvés ensuite à l'université je leur ai proposé de commencer à faire quelque chose. On a créé un groupe laïque. Plusieurs autres jeunes ont aussi fait ça dans leurs facultés. (Entretien avec l'un des membres fondateurs du Takatoul, Beyrouth, 25 décembre 2021)

Le slogan phare adopté par le groupe « Le Pouls de la jeunesse » est : *Savoir, liberté, justice sociale* et l'objectif principal est de conscientiser les étudiants par rapport à ces trois dimensions. L'une des premières activités proposées est une rencontre de discussion sur l'histoire de la création de l'UL et son lien avec les luttes étudiantes et sociales de l'époque dans le contexte de décolonisation des années 50. Malgré les menaces des partis confessionnels, les étudiants décident de continuer leurs activités et organisent une rencontre culturelle avant de publier des communiqués dénonçant le clientélisme confessionnel au sein de l'université et ses effets sur leurs conditions d'étude. La question des élections estudiantines qui n'ont pas eu lieu depuis l'année universitaire 2008-2009 est également au cœur des revendications de ce collectif qui organise une campagne à ce sujet au sein de l'université. Aussi, les membres du groupe deviennent plus prudents et se présentent désormais comme étant un groupe indépendant

pour pouvoir s'adresser à « la majorité silencieuse » des étudiants qui « ne portent allégeance à aucun parti ou organisation politique et qui ne veulent pas être encartés»⁽¹⁾.

Cette stratégie porte ses fruits et les actions menées par le collectif parviennent à rallier de plus en plus d'étudiants et créent une situation de révolte, en particulier sur le plus grand campus de l'université, dans la banlieue sud de Beyrouth, Al Hadath. En 2017, plusieurs actions sont menées. Les étudiants de ce campus refusent de payer le loyer de la résidence universitaire en signe de protestation contre toutes les mesures qui les empêchent d'avoir accès à un enseignement de qualité (Ayoub 2017). Puis, sur le même campus, le 5 avril 2017 les étudiants manifestent en grand nombre contre l'arrêt des travaux de rénovation sur le campus et les coupures d'électricité et d'internet haranguant les autorités universitaires jugées responsables de la situation de déliquescence du campus : « notre avenir est dans vos mains, honte à vous, nous sommes venus étudiés et le pire est à venir » (Al Hajj 2017).

(1) Entrevue menée par Faten El Hajj avec Tayssir Al Zaatari, l'un des membres du groupe, non affilié au PCL ni à l'UDLY, dans un article paru le 10 avril 2017 en arabe dans le journal Al Akhbar sous le titre : « Le Pouls de la jeunesse s'adresse à la majorité silencieuse », https://al-akhbar.com/Home_Page/229090.

A la rentrée 2017-2018, les partis politico-confessionnels se disputent le marché de l'entretien des logements étudiants (1 million de dollars en jeu). Une action est alors organisée par les membres de *Nabad al-Shabab* pour le dénoncer à laquelle participent plus de 2000 étudiants. Par la suite, après avoir demandé des devis à différentes entreprises externes, les étudiants obligent la direction de l'UL à attribuer le marché à l'entreprise la moins chère qu'ils ont eux-mêmes trouvé. Cette action a pour effet de rallier de nouveaux étudiants et démontrer l'importance de s'organiser collectivement. Le club organise aussi un salon du livre annuel en coopération avec la maison d'édition libanaise *Dar El Farabi* permettant aux étudiants d'acheter des livres à des prix abordables pour constituer : *Une bibliothèque pour chaque étudiant*⁽¹⁾.

2019 : un moment charnière pour le mouvement étudiant

Une nouvelle étape dans la reconstruction d'un mouvement étudiant au sein de l'UL commence en 2019. Jusqu'à cette date, les différents collectifs étudiants

(1) Voir la page facebook du club

<https://www.facebook.com/NABDALCHABAB.CLUB/photos/a.919467098122889/1740825992653658/?type=3>

indépendants des partis au pouvoir qui oeuvrent au sein des différentes facultés et instituts de l'UL ne sont pas unis. C'est dans le cadre d'une grève des enseignants de l'UL que cette union pourra se faire.

Le 6 mai 2019, les enseignants entament une grève qui va durer 50 jours pour protester contre la réduction des dotations universitaires et de la rémunération de ses professeurs, prévue dans le projet de loi du budget général pour 2019 (pour plus de détails sur cette grève et son importance, voir le témoignage de Wafaa Noun dans cet ouvrage). Alors que les partis au pouvoir de même que les conseils étudiants soutiennent le projet de loi, un certain nombre d'étudiants soutiennent le mouvement des professeurs et vont même plus loin dans les revendications : en plus du refus de réduire le budget de l'université, les étudiants exigent le rétablissement des élections étudiantes et la reconnaissance de l'autonomie administrative et financière de l'université. Dans leurs communiqués, enseignants et étudiants qualifient leurs actions protestataires d'historique. Côté étudiant, les actions organisées sur le campus de Hadath témoignent de la transformation du mouvement étudiant à partir de ce moment, autant du point de vue du discours que de la pratique. Leurs revendications sont multiples : la restauration de la vie étudiante à l'université par la

tenue d'élections étudiantes, l'augmentation du budget universitaire, la création et le maintien de complexes universitaires centralisés, l'amélioration des programmes universitaires, l'entretien des logements universitaires et des cantines, tout en soutenant la reconnaissance des droits des enseignants. De son côté, l'Association des professeurs à temps plein a adopté les revendications des étudiants, qui «consolident la seule université publique du pays, et lui permettraient de maintenir et d'améliorer son niveau scientifique», selon les termes du président du bureau exécutif de l'Association, Youssef Daher (déclaration lors du sit-in organisé au campus de Hadath le 21 mai 2019).

Suite à cette manifestation, le mouvement étudiant se dote d'une structure et d'une organisation : l'Union des étudiants de l'Université libanaise (Takatoul). Celui-ci appelle à une manifestation le 24 mai, devant le Grand Sérail, auquel participent les titulaires, vacataires, retraités et étudiants de l'université. Puis, le 25 mai, sur la place Riad al-Solh, étudiants et professeurs scandent ensemble contre toute violation de leurs droits : « enseignants, étudiants, nous continuerons la grève ». Les étudiants revendiquent à cette occasion leur indépendance par rapport aux partis confessionnels et refusent de donner une orientation partisane à leur mouvement. Les slogans qui circulent alors

dénoncent l'échec des politiques économiques adoptées par l'État et leurs effets sur les citoyens, les travailleurs et les étudiants. Des banderoles affichent : « Non à la privatisation de l'Université libanaise » et « L'université est une ligne rouge. »

Le 27 mai 2019, les étudiants organisent une nouvelle action devant le ministère de l'Éducation. Un certain nombre de représentants de l'Association des professeurs à temps plein et de l'Association des vétérans universitaires, qui représente les professeurs à la retraite, se joignent à eux. Ils défilent dans la rue, scandant contre la réduction du budget de l'État: « Le déficit de l'État ne sera pas comblé par l'Université libanaise. Allez chercher l'argent dans les poches des voleurs », faisant ainsi référence à l'oligarchie contrôlant l'État et désignée comme responsable de la situation de crise que traverse l'université et plus largement le pays. Dans plusieurs publications qu'ils diffusent sur les réseaux sociaux, les étudiants confirment qu'ils ne retourneront à l'université que selon leurs propres conditions.

Durant ces rassemblements divers slogans circulent d'ordre politique, économique et social, rappelant également le rôle que peuvent et doivent jouer les étudiants dans un processus révolutionnaire:

Notre unité étudiante pour protéger les Libanais

*Oh mon peuple, lève-toi et exige avec le travailleur et
l'étudiant*

Savoir, liberté, justice sociale

*Révolution, révolution étudiante contre le pouvoir
économique*

Université du Liban, Farajallah Hnein

Farajallah Hnéin était étudiant à l'Université Saint-Joseph dans les années 1950, président de l'Union des étudiants libanais, responsable de la section des étudiants et des jeunes au Parti communiste libanais et le premier martyr du mouvement social qui a réclamé la création d'une université publique au Liban. En faisant référence à Farajallah Hnéin, les étudiants inscrivent leur lutte dans le sillage de celle qui a conduit à la fondation de leur université

La création de l'Union des étudiants de l'Université libanaise et sa participation avec les autres groupes étudiants indépendants de l'Université (Le Pouls de la jeunesse, Sama, Le salon culturel, Pharma Club) au mouvement des enseignants fait peur aux autorités universitaires. L'alliance entre étudiants et enseignants, qui ne s'était jamais produite depuis la guerre de 1975-1989, est un moment clé qui met en lumière une crise de l'hégémonie des partis politiques confessionnels. Ceux-ci vont tout de suite réagir et tenter

de fissurer le mouvement étudiant. Deux semaines après le début de la grève, les conseils étudiants inféodés au pouvoir, organisent des actions visant à délégitimer la grève des enseignants en les accusant de n'être intéressés qu'à l'amélioration de leurs salaires et qu'ils mettent en péril l'année universitaire. Des rassemblements sont organisés dans différentes facultés, à Tripoli, sur le campus de Hadath ou encore de Fanar, au nord de Beyrouth avec des slogans tels que « le droit au retour » en cours.

Néanmoins, la grève des enseignants se poursuit, avec un vote majoritaire des représentants élus de la Ligue des enseignants titulaires. Les autorités universitaires tentent alors une nouvelle stratégie de division en mobilisant les doyens et les directeurs des départements membres des partis confessionnels. Ceux-ci invitent enseignants et étudiants à reprendre les cours, parfois même en les menaçant de représailles. Certains étudiants rapportent ainsi avoir été menacés d'une baisse de leur moyenne ou de se voir interdire l'accès aux examens de fin d'année. Puis, sous la pression de la classe politique, le comité exécutif de la Ligue des enseignants titulaires décide l'arrêt de la grève le 24 juin 2019, au bout de 50 jours, après avoir obtenu du Ministère de l'éducation la promesse de répondre aux revendications des enseignants (Souheil 2019). De son côté,

l'Union des étudiants de l'Université libanaise décide de continuer d'organiser les étudiants. Un règlement intérieur est adopté qui donne lieu à des discussions enflammées.

Les étudiants de l'Université libanaise, acteurs clés de l'intifada d'octobre 2019

A l'aube de l'intifada d'octobre 2019, la confrontation était déjà ouverte avec l'oligarchie libanaise au sein du secteur public et les étudiants de l'UL, principalement issus des classes populaires et moyennes, en étaient les fers de lance. Selon plusieurs membres du Regroupement des étudiants de l'Université libanaise que nous avons rencontrés, le soulèvement d'octobre 2019 vient bouleverser la nature de leur travail politique, et les faire sortir de l'arène universitaire vers la rue. A ce moment-là, ils étaient encore en train de construire l'organisation interne de leur collectif suite à la grève des 50 jours des enseignants. L'un des membres déclare ainsi que « comme tout le monde, nous, les étudiants, avons été pris par surprise par l'intifada et c'est dans la rue qu'on va pouvoir mesurer la force du mouvement qui commençait à prendre place au sein de l'UL depuis quelques années, et la faiblesse de sa structuration trop jeune encore ».

Durant l'une des discussions collectives organisées

le 20 décembre 2021 avec trois membres du Takatoul et animé par Faten El Hajj et Lama Kabbanji, un débat animé a lieu durant laquelle chacun donne son point de vue sur comment l'intifada est venue reconfigurer le mouvement étudiant.

En gros on a organisé le Takatoul en 15 jours. On aurait dû continuer. Si l'intifada était arrivée trois mois plus tard, le mouvement étudiant aurait été complètement différent dans le pays. Mais en 15 jours on a à peine eu le temps de mettre en place les règles et l'intifada est arrivée. L'Intifada nous a surpris. On a travaillé autant que l'on pouvait mais le mouvement étudiant n'était pas très important encore. Et à ce moment-là il y a eu une période de confusion pour nous personnellement et au Takatoul et chez les étudiants. Dans le sens où on avait rêvé qu'il y ait un mouvement étudiant, mais avec l'intifada personne ne parlait plus du mouvement étudiant. On était dans une autre phase. Trouve un pneu et brûle-le. On veut tout casser. Là ce qu'on veut c'est changer le régime. On verra plus tard ce qu'on fera du mouvement étudiant. On était arrivés à ce moment où on pouvait faire un vrai changement, on ne voulait plus lutter et construire un mouvement de lutte, on était arrivés au moment où avec tous les gens on pouvait changer le régime et quand on l'aura changé on pourra construire l'université

qu'on veut (...). (Discussion collective avec des membres du Takatoul, Beyrouth, 20 décembre 2021)

L'une des membres insiste sur le rôle que le Takatoul et les étudiants de l'Université libanaise ont joué au début de l'intifada, notamment en refusant de reprendre les cours et de bloquer l'université pour participer au mouvement social, et rappelant le rôle que l'université publique doit jouer dans le changement de système :

« Le slogan une université productive pour une économie productive en fait foi ! » dit-elle avant de poursuivre :

Un mois près le début de l'Intifada le Takatoul a organisé la première manifestation au campus de Hadath. Les étudiants sont sortis de leurs cours et sont venus nous rejoindre. C'était la plus grande manifestation de l'histoire de ce campus. Le nombre d'étudiants présents était beaucoup plus grand que les membres du Takatoul. Les étudiants de toutes les facultés sont venus. Ils sont venus nous poser des questions sur Farajallah Hnéin parce qu'ils entendaient les slogans qui mentionnaient son nom. On leur a expliqué. Et le Takatoul a fait un « boosting » politique à ce qui se passait dans la rue. D'ailleurs le Takatoul n'était pas seulement présent au sein de l'université mais il avait aussi installé une tente sur l'une des places occupées du

centre ville de Beyrouth, la tente de l'Université libanaise, dans laquelle étaient organisés des débats sur le lien entre la crise de l'université et la crise du régime au Liban ainsi que le rôle de cette université dans ce pays. (Discussion collective avec des membres du Takatoul, Beyrouth, 20 décembre 2021)

Au cours de la discussion, les trois précisent qu'il y a eu un débat interne au sein du Takatoul au début de l'intifada pour décider si celui-ci devait s'impliquer ou pas dans le mouvement social :

Ilyavaituneconfusionquantàl'avenirdecemouvement social et du pays et ce que devait faire le Takatoul. Au cours des quinze premiers jours, on n'était pas encore très présents (...). Puis, après la destitution du gouvernement, le pays s'est divisé, avec des gens pour et contre l'Intifada. Au sein du Takatoul on s'est demandés si on voulait faire un choix politique vers la confrontation ou si on voulait cantonner le rôle de l'organisation étudiante au sein de l'université. Et c'était normal que cette discussion ait lieu, parce que c'est un groupe comportant des personnes avec des avis différents. C'est syndicat, pas un parti politique. Et suite à cette discussion on a décidé que le Takatoul était la composante étudiante de l'Intifada. Et le Takatoul est resté dans la rue pour une longue période. Et on a repris

les discussions avec les universités privées. » (Discussion collective avec des membres du Takatoul, Beyrouth, 20 décembre 2021)

L'Union des étudiants de l'Université libanaise sort un communiqué déclarant qu'il fait partie intégrante de « l'intifada du peuple » et dresse une tente sur la Place Ryad El Soloh, l'une des places du centre ville occupée par les manifestants (Al Hajj 2019). L'intifada leur permet de lier encore plus clairement les problématiques qui touchent plus largement le pays aux problématiques spécifiques de l'université et du droit à l'éducation. L'un des membres du Takatoul en donne pour preuve le fait que ce sont eux qui ont effectué la première action contre l'association des banques, pour alerter sur la responsabilité de l'oligarchie au pouvoir dans la crise bancaire. Pour les étudiants, il s'agissait également de faire comprendre à la population que la dégradation des conditions d'études à l'université publique et la baisse de son budget ont été opérées pour favoriser les intérêts des universités privées et des banques.

Un mois après le début de l'Intifada, le mouvement social s'est essoufflé, les gens sont retournés au travail.

Qui était disponible? Qui avait encore le temps de se battre? Les étudiants. (...) L'Intifada s'est transformée d'un mouvement populaire auquel tout le monde participait

à une dizaine, quinzaine de jours d'Intifada étudiante. Des écoles entières dans la rue, des universités dans la rue. (Discussion collective avec des membres du Takatoul, Beyrouth, 20 décembre 2021)

Leur participation est déterminante les premières semaines du soulèvement. Ils arrivent en particulier à rallier à eux les étudiants du privé, comme cela a été le cas lors de la manifestation du 26 octobre 2019. Les slogans et les revendications de cette frange de la jeunesse libanaise retentiront ainsi dans les quatre coins du Liban : « Savoir, liberté, justice sociale ! », « Université du Liban, Farajallah Honein ! », « Liban soit témoin, nous sommes la génération Farajallah Honein ! ». Puis lors du rassemblement du 7 novembre dans l'enceinte du campus de Hadath, les étudiants de l'UL font part de leurs revendications dans un communiqué exigeant un changement radical du fonctionnement de leur université et de sa capacité à produire de la recherche scientifique interdisciplinaire, pour constituer un « levier pour la société ». Selon plusieurs actrices et acteurs du mouvement social, étudiants et enseignants, c'est la première fois, depuis le mouvement étudiant des années 1960 revendiquant la création d'une université publique, qu'un tel rapprochement se fait entre étudiants du public et du privé, dans un pays où les divisions

de classe sont exacerbées par un système universitaire largement privatisé et hiérarchisé, dans lequel l'Université publique est considérée comme un choix par défaut. En réaction, le recteur de l'université de l'époque, Fouad Ayoub, au 25^{ème} jour de l'intifada, suspend les élections prévues des conseils étudiants. Ceci n'empêche pas la poursuite des mobilisations.

L'Union des étudiants de l'Université libanaise tente de rassembler les divers groupes actifs au sein de l'UL et des universités privées et du réseau « Mada », qui regroupe des clubs indépendants et laïques au sein de certaines universités privées sous le hashtag « étudiants_17_octobre ». Cependant, les tentatives de constitution d'un mouvement étudiant d'envergure nationale se heurtent tout d'abord à la divergence des intérêts entre étudiants du public et du privé. Les revendications de ces derniers concernent en priorité les frais de scolarité comme en témoignent les slogans brandis par les étudiants de l'Université américaine de Beyrouth : « nous ne payerons pas le prix, notre histoire est une histoire nationale et pas seulement universitaire ». Selon les membres de l'Union des étudiants de l'Université libanaise que nous avons rencontrés (discussion collective du 23 mai 2022), l'un des points d'achoppement est également une vision différente

du lien entre public et privé. Pour eux, l'état de l'université publique au Liban est lié à la transformation plus générale de l'enseignement supérieur dans le pays et à la question de la privatisation grandissante du secteur. Ce message a été difficile à faire passer auprès de leurs camarades du privé, focalisés sur leurs intérêts immédiats (le maintien du paiement des frais de scolarité en livre libanaise). Par ailleurs, l'organisation d'un mouvement étudiant national a pâti du manque d'organisations étudiantes dans plusieurs de ces universités privées, et plus largement à l'affaiblissement du mouvement social suite à l'exacerbation de la crise multiforme dans laquelle s'enfonce la société libanaise à partir de 2020. En effet, comme le mentionne l'une des membres de l'Union des étudiants de l'Université libanaise, « nous nous sommes retrouvés coincés à la maison avec la pandémie de Covid-19, puis l'augmentation du prix de l'essence, l'inflation et la dévaluation de la livre libanaise. Le fait qu'on ne puisse plus descendre dans la rue nous a empêchés de continuer nos actions » (discussion collective, mai 2023).

Conclusion

L'université libanaise (UL) a été l'un des lieux de confrontation privilégiée avec l'oligarchie au pouvoir au

Liban ces dernières années et jusqu'au moment de l'intifada d'octobre 2019. L'essor du travail politique étudiant au sein de l'UL est par ailleurs fortement lié à un contexte national caractérisé par la recrudescence des luttes sociales.

Dans ce chapitre, nous avons montré tout d'abord que les tentatives de structuration récente d'un mouvement étudiant au sein de l'UL a dû faire face à un système hégémonique qui traverse plusieurs périodes de crise à partir des années 2000. L'analyse des dynamiques de constitution d'un mouvement étudiant au sein de l'Université publique permet ensuite de relever plusieurs éléments éclairant les possibilités de transformation sociétale dans ce pays. Tout d'abord, les difficultés rencontrées par les étudiants lors de leurs tentatives d'organisation au sein de l'Université permettent d'éclairer les stratégies que l'oligarchie au pouvoir met en place pour se maintenir et assurer sa reproduction notamment en nouant des alliances intra-partis confessionnels lorsque leurs intérêts communs sont en jeu, redonnant tout son sens au slogan emblématique de l'intifada d'octobre: "Tous veut dire tous". L'Université libanaise est une arène dans laquelle les étudiants confrontent directement les arcanes du pouvoir confessionnel tout en devant faire face aux attaques de la privatisation galopante du système éducatif.

Se pose ensuite la question de l'organisation politique, et les alternatives existantes au système en place. L'analyse de la dynamique d'organisation étudiante au sein de l'UL a également permis de montrer l'importance du mouvement communiste dans les efforts de structuration d'un collectif indépendant des partis au pouvoir au sein de cette université. Bien que le PCL ait perdu de l'importance qu'il avait dans la période d'avant-guerre, à partir de 2015, une dynamique de renouvellement se met en place dans laquelle les jeunes et les étudiants jouent un rôle clé. L'affiliation d'une bonne partie des militants étudiants de l'UL au PCL leur permet d'un côté d'arriver à un niveau d'organisation assez important mais, de l'autre, est également source de conflits avec une partie des étudiants qui refusent toute étiquette politique.

Enfin, l'analyse des revendications propres à cette frange de la jeunesse libanaise issue majoritairement des classes populaires et moyennes non aisées ainsi que la difficile alliance des étudiants du public et du privé (secteur majoritaire au Liban en terme de nombre d'universités mais pas encore en terme d'effectifs étudiants) met par ailleurs en exergue la structure de classe d'une société très inégalitaire, en large partie produite par le système éducatif.

Pour aller plus loin dans l'analyse, il serait intéressant

de mener une enquête approfondie auprès des étudiantes et étudiants membres des Conseils étudiants de l'UL affiliés aux partis politiques confessionnels pour comprendre la manière dont ceux-ci ont traversé toute la période considérée dans cette recherche.

Bibliographie

- Ahmad, Yassine. 2016. « L'université libanaise (en arabe) ». *Ultra Sawt*.
- Al Hajj, Faten. 2017. « Les étudiants de l'Université libanaise : Dans le noir, honte à vous ! (en arabe) ». *Al Akhbar*.
- . 2019. « Les étudiants de l'UL au cœur de l'intifada (en arabe) ». *Al Akhbar*.
- Awada, Hala. 2019. *La formation à la recherche et la production de connaissances scientifiques. Le cas de l'Institut des sciences sociales de l'Université libanaise (en arabe)*. Centre arabe pour les recherches et les études politiques.
- . 2021. « The crisis of Lebanese Higher education or the crisis of the Lebanese political system ? » *ISA Pedagogy series* 1(3): 137-49.
- Ayoub, Laure. 2017. « Laure, Le déclin des logements étudiants à l'Université Libanaise... et les étudiants refusent de payer (en arabe) ». *Legal Agenda*.
- Kabbanji, Jacques. 2012. « Heurs et malheurs du système universitaire libanais à l'heure de l'homogénéisation et

de la marchandisation de l'enseignement supérieur ». *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* (131): 127-45.

- . 2017. « Why is the working class absent from the class analysis in Lebanon? (in arabic) ». *Al Tarik* (21).
- Keucheyan, Razmig, éd. 2012. *Antonio Gramsci. Guerre de mouvement et guerre de position*. La fabrique. Paris.
<http://dissidences.hypotheses.org/68> (31 mai 2014).
- Kreichati, Cynthia. 2017. *Knowledge and the trash: the predominance of the expert model in the 2015 Beirut protests*. Beirut: American University of Beirut.
- Souheil, Amal. 2019. « L'engagement d'approuver les sept points a suspendu la grève des professeurs de l'Université libanaise (en arabe) ». *Aliwaa*.

Les photos, les affiches et les communiqués présentés dans le livre ont été collectés par Wafaa Noun en collaboration avec un groupe d'étudiants du Rassemblement des étudiants de l'Université libanaise



*Affiche du groupe Pouls de la jeunesse
“Laïcité, démocratie, justice sociale”*



“Les étudiants à l’avant-garde de la bataille politique”, banderole de la section des jeunes et des étudiants du Parti communiste Libanais, l’un des manifestants brandit la photo du martyr Farajallah Honein, qui était étudiant à l’Université Saint-Joseph dans les années 1950, président de l’Union des étudiants libanais, responsable de la section des étudiants et des jeunes au Parti communiste libanais et le premier martyr du mouvement social qui a réclamé la création d’une université publique au Liban



“Non au système confessionnel”, banderole des étudiants de l’Université libanaise



Sit-in d’étudiant de différentes universités. Sur la première banderole en noir et blanc est écrit “Grève étudiantes, hashtag les étudiants du 17 octobre



La crise de l'Université libanaise est celle du système libanais



*Manifestation des étudiants et enseignants des universités
libanaises au centre ville de Beyrouth*



*Rassemblement devant l'Université américaine de Beyrouth (AUB)
contre la dollarisation des frais d'inscription suite à l'effondrement
bancaire de 2020*

*Communiqué
des enseignants
de l'Université
libanaise en
soutien à l'Intifada
d'octobre 2019 et
revendiquant la
liberté d'expression
en date du
26/10/2019*

بيان صادر عن أساتذة في الجامعة اللبنانية

نحن أساتذة في الجامعة اللبنانية التي مارست بحقها السلطة الحاكمة، نهجها الطائفي التحاصصي، وأمعنت ضرباً في جسمها، وإضعافاً لمؤسساتها، وإفساداً لرسالتها الوطنية الموحدة، يهتفنا أن نعلن ما يلي:

- ١- تأييد الإنتفاضة الشعبية على طول الوطن المتمثلة بالمطالب التي انطلقت على أساسها التحركات والتجمعات، وثختصر بإسقاط النهج السياسي-الطائفي-التحاصصي.
- ٢- تأييد الاستمرار في الإنتفاضة حتى تحقيق المطالب وحمايتها من أي محاولات لإدخالها في الصراعات السياسية على حساب مطالب الشعب المحقة.
- ٣- دعم حرية التعبير للمواطنين وقدرتهم على إيصال صوتهم.
- ٤- التأكيد على استقلالية الجامعة اللبنانية وإعادة صلاحياتها كاملة.
- ٥- دعم تحركات الطلاب والموظفين والأساتذة في الجامعة اللبنانية وسائر جامعات لبنان.

بيروت في: ٢٠١٩/١٠/٢٦



Affiche du Rassemblement des étudiants de l'Université libanaise appelant les habitants des différentes régions et villes du Liban à manifester

**تجمع
الاساتذة
المستقلين
في الجامعات**

بيان تجتمع أساتذة مستقلين من الجامعات اللبنانية

تداعى أساتذة مستقلين من مختلف الجامعات اللبنانية (الوطنية والخاصة) للإجتياح في ساحة
الحراك وذلك دعماً للحراك الشعبي في مطلبية الأساسين "إسقاط النظام" و
كلن يعني كلن"، وتوافقوا على :

١- الدعم التام للطلاب والموظفين والأساتذة في تحركاتهم السلمية
٢- الالتزام بالإضراب ما دام الحراك مستمراً واعتبار الشارع هو المدرسة والجامعة الفعلية
٣- دعوة الزملاء الأساتذة في الجامعات لتنظيم حلقات للقاء والتشاور
٤- دعم الحريات العامة كحرية الرأي والتعبير وحرية التظاهر، وشجب الإعتداءات على
المتظاهرين

٣٤ تشرين الأول ٢٠١٩

*Communiqué du
Rassemblement
des enseignants
indépendants dans
les universités
invitant à se
rassembler au
centre ville durant
l'Intifada d'octobre
2019, en date du
24/10/2019*



Affiche du Rassemblement des étudiants de l'Université libanaise invitant à un sit-in devant le siège de Liban Post au campus de Hadath le 17/11/2019



Affiche du Rassemblement des étudiants de l'Université libanaise invitant à un sit-in devant la Banque du Liban le 24 décembre 2019 avec le slogan "contre une économie rentière, pour une économie productive = université productive"



*Manifestation à Beyrouth, plusieurs manifestants brandissent la photo de
Farajallah Honein*

Deuxième partie

*Luttes sociales et résistances:
Témoignages*

***Le mouvement des enseignants
et des étudiants de l'Université libanaise:
Treize années dédiées
à l'Université libanaise⁽¹⁾***

Wafaa Noun

Dès son entrée à l'université en tant qu'enseignante contractuelle en 2009, Wafa Noun - professeure à la faculté des Sciences de l'Université libanaise et syndicaliste – met un point d'honneur à être en contact avec l'ensemble des membres de l'institution, poussée en cela par sa compréhension du rôle d'un enseignant d'université de manière générale et plus spécifiquement à l'Université libanaise, et par le postulat qu'une université est un tout indivisible d'étudiants, de fonctionnaires et d'enseignants. Elle contribue aussi à la formation de nombreux groupes de professeurs à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur

(1) Ce texte est le fruit de deux entretiens menés par Faten El Hajj avec Wafaa Noun en 2021 et 2022. Ce texte a été traduit de l'arabe par Sarah Rolfo.

de l'université. Elle soutient également tous types de clubs d'étudiants et accompagne le mouvement et les revendications des fonctionnaires. Son témoignage porte sur le mouvement syndicaliste des enseignants et celui des étudiants pour comprendre les relations qu'ils entretiennent.

Cette contribution se découpe en trois parties, correspondant à trois étapes de son parcours. La première recouvre la période où Wafa Noun entre à l'université en tant que contractuelle en 2009 jusqu'à sa titularisation en juillet 2014. À cette époque, des groupes militants d'enseignants contractuels se forment en marge de l'Association des professeurs titulaires - la présence médiatique de ces groupes prend alors le dessus sur l'activité et la visibilité de l'Association. C'est à ce moment-là que la personnalité syndicale de Wafa Noun se forge et qu'elle crée des liens avec le personnel de l'université. La seconde commence après sa titularisation. Elle s'étend du début de l'année universitaire 2014-2015 jusqu'à la mobilisation des professeurs de mai - juin 2019 avant l'intifada du 17 octobre. La troisième englobe la période de l'intifada.

A. Première étape : le mouvement des étudiants et des professeurs entre 2009 et 2014

En 2009, Wafa Noun fait son entrée à la faculté des Sciences en tant qu'enseignante contractuelle – dans la

section 1 et la section 4 - à raison d'environ 650 heures d'enseignement pour cette année universitaire, une année de nombreux changements. L'adoption par le Conseil des ministres du dossier de titularisation des enseignants en 2008 – après le dossier de titularisation de 1999 - sur base de quotas communautaires et partisans a enraciné la conviction des enseignants que la titularisation ou l'accès à un poste de contractuel ne peuvent s'obtenir que par l'intermédiaire des partis, en dehors de leurs compétences scientifiques, académiques et de recherche. En 2009 également, de nombreuses facultés sont scindées politiquement sous prétexte que cela permet leur développement de manière équilibrée, ce qui en réalité accélère leur démantèlement tout en assurant de nouvelles opportunités de travail qui renforcent le système du clientélisme et des quotas.

La division inconsidérée en sections de l'université a mené à la suspension des élections estudiantines. Selon Noun, la gestion des conseils se transmet au sein des partis sans processus démocratique qui représenterait l'opinion des étudiants. En outre, les espaces communs - restaurant universitaire, cafétéria, salles de sport, salles réservées aux activités étudiantes, etc. - étant absents des campus et des facultés, les étudiants de différentes régions, affiliations intellectuelles, culturelles ou politiques ne se croisent plus. Ainsi, la formation des clubs étudiants n'échappe plus à

la domination des Conseils de sections, de même que les étudiants et les enseignants ne se rencontrent plus. Aucun courant critique nouveau ne peut émerger comme cela se passait auparavant.

L'entrée de Noun à l'université coïncide avec l'adoption par la chambre des députés de la loi 66 concernant l'organisation des conseils académiques (en mars 2009) en l'absence du conseil universitaire et aux prémices de l'application du système LMD dans le programme de l'université sans promulgation de décrets en ce sens (adopté en mai 2008). À ce moment-là, Noun met un point d'honneur à se constituer un parcours académique propre en lien avec les étudiants. Elle fait ainsi fait remonter au conseil de sa section à la fin de l'année universitaire (juillet 2010) les lacunes du système LMD et le fait que son application tronquée ne lui permettait pas d'atteindre l'objectif attendu. À cette époque, on la surnomme « al-mukhtār » (le maire) parce qu'elle campe à la faculté : elle arrive tôt le matin et reste jusqu'au soir. Ce temps supplémentaire qu'elle passe à l'université, elle ne le consacre pas à l'enseigner, mais à aider les étudiants qui le souhaitent à trouver une place en résidence étudiante, à accompagner ceux qui veulent partir étudier à l'étranger, en particulier pour trouver les universités et spécialités correspondantes à leurs désirs et leur niveau, à rédiger avec eux des lettres de motivations et

des curriculums vitae. *« Ce travail m'a permis de construire des relations avec des étudiants faisant partie de facultés et de spécialités différentes de la mienne. »* Pour Noun, un professeur d'université doit remplir d'autres fonctions que celle d'enseigner et de faire de la recherche et qui relèvent de l'éducation et du travail syndical, à tous les niveaux de l'université. Même en ce qui concerne l'enseignement, elle affirme ne pas s'appuyer uniquement sur les références modernes, mais revenir à la source de l'information pour transmettre aussi à ses étudiants la manière dont celle-ci a évolué. Il lui importe moins de transmettre une information que de forger le raisonnement logique de ses étudiants.

Petit à petit, Noun commence à témoigner des agissements des partis au sein de la faculté et de l'université. Elle rend aussi compte de la mobilisation des enseignants contractuels qui n'avaient pas obtenu leur titularisation en 2008 et demandé au Conseil des ministres la garantie que leur droit soit pris en compte. Elle participe avec les autres enseignants contractuels à des rassemblements organisés par la Ligue des enseignants contractuels pour demander uniquement la titularisation de « ceux dont le droit est réservé ». Les professeurs contractuels s'étaient alors en effet mis d'accord sur le fait que la priorité dans la titularisation revenait à ces derniers au vu de leur ancienneté. Mais quand les noms mentionnés dans le dossier de la

nouvelle titularisation commencent à filtrer, la présidente de la Ligue des enseignants contractuels l'informe que son nom se trouvait sur la liste. Or, la mention de noms qui ne remplissaient pas les conditions d'une titularisation aux dépens d'autres candidats éligibles entache le processus. Noun et certains de ses collègues arrêtent alors d'enseigner. Ensemble, ils constituent une délégation pour rencontrer le recteur de l'université qui refuse de les recevoir. En sortant de son bureau, Noun demande au recteur quels sont les critères élaborés permettant d'entrer ou de sortir des noms du dossier. Celui-ci lui répond que le dossier a longuement été étudié et il lui demande son nom. À la suite de cela, les enseignants opposés au dossier se rassemblent dans la cour de la faculté des Sciences de Ḥadath. Noun prononce un discours exhortant les bureaux pédagogiques des partis de ne pas intervenir dans les candidatures et de soumettre les noms qui ont été proposés à la titularisation au Conseil de l'université (conseil inopérant depuis 2004). Elle exige aussi que soient publiés les critères scientifiques et académiques sur base desquels les noms des enseignants candidats sont choisis. Selon les dires de Noun, ce discours provoque un tollé lors du Conseil de la section entre les présidents des différents services. S'en suit une tempête de réactions dans les bureaux pédagogiques et à la Ligue des enseignants contractuels. Sa présidente demande à Noun

de se rétracter et exige que le dossier de titularisation soit adopté par le Conseil des ministres. « *Votre nom se trouve inscrit dans le dossier, est-il possible de jouer ainsi contre vos propres intérêts ?* », lui dit-elle textuellement. Noun réitère qu'elle assume la responsabilité de son discours et qu'elle maintient ce qu'elle a dit. Le sujet dépassait le droit des enseignants à la titularisation, il s'agissait aussi du besoin de l'université en professeurs compétents. À partir de là, certains enseignants ont dit à Noun qu'en représailles, après le rassemblement, son nom, mais aussi celui de ceux qui avaient osé élever la voix, avait été effacé des listes.

Cet évènement constitue une étape charnière dans les relations de Wafa Noun avec l'université ainsi qu'avec ses collègues et les étudiants. Sans s'en rendre compte, elle se retrouve en première ligne du travail syndical face aux bureaux pédagogiques et aux interférences politiques. Avant cela, elle ne connaissait pas grand-chose de la fondation de l'université, des luttes estudiantines et de celles des enseignants, excepté ce dont son professeur Hussein Zoghaib l'avait informée et ce qu'elle avait vu exposer lors des mises en avant de l'« Union des jeunes démocrates » lorsqu'elle était encore étudiante à la faculté des Sciences. Au vu de sa prise de position, ses collègues la chargent de la responsabilité de rédiger les communiqués et les textes destinés aux conférences de presse et aux

invitations durant les trois années de mobilisation qui ont précédé sa titularisation. Noun se retrouve, comme elle le dit elle-même, *« contrainte de porter l'étendard - pour de nombreuses raisons notamment le fait que la majorité des enseignants ne souhaitaient pas s'afficher publiquement pour éviter la colère des partis »* – pour soutenir de nombreux professeurs, le plus illustre d'entre eux étant Bassam Kojok. Ainsi, par la force des choses, un groupe s'est formé sous le nom de « Collectif des enseignants contractuels de l'Université libanaise » dont Wafa Noun est devenue la porte-parole.

Le premier communiqué du Collectif, selon Noun, marque un changement sensible dans le travail syndical hors du cadre commun des enseignants de l'université - c'est-à-dire en marge de leur outil syndical unique - en ce qu'il opère une sélection verticale entre les enseignants de manière générale et plus particulièrement pour les enseignants contractuels. La « Ligue officielle des enseignants contractuels » était alors composée de représentants de tous les partis au pouvoir et même hors de ceux-ci ». Selon Noun, la Ligue avait obtenu le soutien des enseignants privilégiés dont le nom apparaissait dans le dossier de titularisation ainsi que des enseignants auxquels les partis avaient promis la titularisation et des Conseils étudiants qui étaient sous l'emprise des partis. Elle avait

aussi obtenu le soutien des bureaux pédagogiques. Toujours selon elle, l'unique revendication de la Ligue était l'adoption de la titularisation sans que soit abordée la question des irrégularités qui avait entaché le dossier et sans prise en compte du droit des enseignants éligibles.

À l'inverse, le « Collectif des enseignants contractuels de l'Université libanaise » refuse, selon les dires de Noun, de parler au nom des enseignants contractuels de manière exclusive « *Nous partions du principe qu'il existait des outils syndicaux dont la mission était de défendre l'université et son personnel dont faisaient partie les professeurs contractuels.* » Ce collectif incluait les enseignants exclus de la titularisation. Son discours était soutenu par les enseignants titulaires (non affiliés à des partis ou loyalistes) et dans ses effectifs, il y avait des enseignants contractuels, des étudiants qui les soutenaient, mais qui n'avaient pas l'appui des Conseils étudiants (selon le journal Al-Nahar du 26 décembre 2011 et le journal Al-Akhbar du 11 avril 2012). « *Ce soutien avait pour origine d'une part le discours académique et syndical proposé et, d'autre part, l'absence d'interférences politiques revendiquée ainsi que le refus de toute invitation de députés ou ministres ou responsables politiques (exception faite du conseiller du président de la République qui avait invité le Collectif à le rencontrer après un sit-in organisé sur le carrefour du Palais présidentiel).* »

Selon Noun, le Collectif n'annonce que rarement une grève et ne boycotte pas les examens ou les corrections à l'inverse de la Ligue des enseignants contractuels, ce qui renforce le soutien des enseignants titulaires et contractuels à son égard. L'objectif d'un sit-in au sein de l'université était aussi de faire pression sur les Conseils de sections (majālis al-aqsām) pour qu'ils jouent leur rôle et qu'ils mettent en application ou recouvrent leurs prérogatives. C'était aussi une manière de mettre l'administration et les doyens face à leurs responsabilités académiques et administratives. *« Tout cela se passait sans implication aucune de la part de l'Association des professeurs titulaires »*. Leurs préoccupations étaient dominées par des revendications exclusivement pécuniaires telles que le budget de la caisse mutuelle couvrant les prestations médicales des enseignants ou la relance du projet de prêt immobilier, etc. *« L'Association fonctionnait sur la base de discussions et de rencontres avec le recteur de l'Université, le ministre de l'Éducation et les ministères concernés. Elle n'appelait à la grève ou à la mobilisation que sous la pression des enseignants contractuels qui se sentaient exclus de leurs préoccupations et si l'Association les mentionnait dans ses communiqués, c'était pour demander l'adoption du dossier de titularisation sans aborder toutefois ni le mécanisme de la vacation, ni la manière d'obtenir la titularisation, ni les*

critères académiques pour l'obtenir, ni les irrégularités et les infractions à la loi concernant les noms ajoutés à la liste dont le nombre ne cessait d'augmenter à cause des ingérences politiques. »

À la même période apparaît « La Ligue des fonctionnaires contractuels » après le veto du recteur de l'Université sur la titularisation des professeurs de l'enseignement officiel et des fonctionnaires de l'État sous divers prétextes tels que l'équilibre confessionnel, l'inflation des salaires ou des emplois garantis pour les chômeurs. La Ligue des fonctionnaires contractuels considérait que la suppression des noms des employés affectait tous les employés en poste ainsi que ceux qui s'apprêtaient à rejoindre la fonction publique surtout en ce qui concerne l'enseignement, rendant toute promotion impossible. À l'origine de ce collectif, il y avait deux enseignants du parti communiste, Imad Samaha et Hasan Ismaïl qui à l'époque étaient à la tête de la fédération internationale syndicale des enseignants (FISE).

Pendant les mobilisations, Noun s'adresse aux étudiants au moyen de brochures et d'affiches. *« Je les affichais pendant la nuit dans les facultés du campus de Hadath pour leur faire connaître le mouvement étudiant et son rôle dans la création de l'Université libanaise, leur faire savoir ce qu'il avait réalisé tout au long d'années de lutte*

aux côtés des enseignants », dit-elle. Certaines publications se concentrent sur la conscientisation des étudiants de leur rôle et sur l'indivisibilité de l'université ; il n'y avait pas de cause qui concernerait spécifiquement les étudiants, les fonctionnaires ou les enseignants, mais une seule et même cause, celle de l'Université. D'autres fois, il s'agit d'expliquer aux étudiants ce que signifie la titularisation et pourquoi les enseignants contractuels de l'Université libanaise refusaient ce qui leur était proposé. « Les séances de débat que j'engageais avec mes étudiants après les cours poussaient les délégués de classe à s'écarter des décisions prises par les Conseils étudiants représentatifs sans qu'aucune action de mobilisation ne soit nécessaire », indique-t-elle.

Noun raconte qu'elle a contribué à renforcer les relations entre les étudiants depuis la création des clubs d'étudiants en 2011 jusqu'au moment commun de 2019 pendant la célèbre grève de cinquante jours. *« Durant celle-ci, j'ai adopté et soutenu l'ensemble des revendications légitimes des étudiants : cafétéria, restaurant universitaire, amélioration de l'offre de logements universitaires, refus d'augmentation des frais de scolarité pour les masters et les autres années, lutte contre la décision du recteur de l'université d'interdire l'inscription dans plusieurs disciplines et contre le fait qu'ils soient sanctionnés pour*

leurs actions dans les facultés des Beaux-Arts, d'Ingénierie, des Sciences et de Médecine. » De la même manière, Noun participe à toutes les mobilisations étudiantes. Elle pense que sa participation à leurs côtés a joué un rôle essentiel dans la confiance qu'ils lui ont accordée et qui existe toujours entre eux aujourd'hui. Selon Noun, cette confiance a poussé les étudiants à se mobiliser auprès des enseignants à plusieurs reprises alors qu'à l'inverse les enseignants n'ont pas toujours soutenu les étudiants dans nombre de leurs revendications pourtant légitimes. Ils le déclarent publiquement dans le communiqué des clubs étudiants du jour de la solidarité avec l'Université libanaise le 25 avril 2018 au siège de l'Association des professeurs titulaires : « Bien que nous n'ayons pas été inclus dans les procédures qui ont précédé la grève, le droit des enseignants à une caisse mutuelle indépendante et à quatre échelons nous impose d'exprimer notre solidarité et d'insister sur la nécessité de mettre en place un plan clair de montée en puissance de l'action qui protégerait le droit des étudiants à l'enseignement. » Cela est exprimé à d'autres occasions également comme l'indique le communiqué du club de Samā du 16 mai 2019, intitulé « L'Université libanaise a été fondée à la fois par les enseignants et les étudiants et leur solidarité garantit sa pérennité. »

Noun considère qu'à la base de cette relation avec les

étudiants, il y a « *notre compréhension que l'université est indivisible et qu'il nous faut nous opposer à toute tentative de séparation et de fragmentation qui nous affaiblirait tous* ».

En parallèle, Noun est en contact avec les enseignants par courrier électronique, par texto et par téléphone, soit à travers des affiches ou en appelant directement personnellement chacun d'eux. Elle passe les voir à leur bureau pour les tenir informés des avancées, des infractions et des irrégularités du dossier de titularisation, pour débattre des questions concernant l'université de manière générale et plus spécifiquement de la faculté des Sciences et « *pour être à l'écoute de leur avis à propos de nos revendications, notre discours, et la nature même de notre mouvement ainsi que pour les inviter aux sit-in* ». Selon ses dires, elle veille à être en contact avec les professeurs contractuels qui se rendent à la faculté toutes les semaines pour se rassembler dans la salle des professeurs de la section mathématiques, surnommée « la salle des opérations », en ce qu'elle était la seule pièce accessible aux enseignants et à ceux qui s'apprêtaient à devenir contractuels pour tenir compte de leurs avis et pour entendre leurs retours d'expérience. « *Nombre d'entre eux participaient aux mobilisations organisées en permanence dans l'enceinte du campus de hadath, dans la cour de la faculté des Sciences ou aux entrées du campus de hadath.*

Certains employés et formateurs nous ont rejoints parce que moi-même je prenais part à leurs mobilisations et je les écoutais me raconter leurs problèmes, leurs revendications et l'injustice qu'ils subissaient. »

Noun souligne le désintérêt des médias pour le Collectif et les causes qu'il défendait à ses débuts, là où la Ligue des enseignants contractuels occupait toute la scène médiatique parce qu'elle avait en son sein des membres affiliés aux partis qui contrôlaient les chaînes de télévision, les radios et les journaux, mais aussi parce que la Ligue rencontrait les responsables politiques. Noun demande à trois de ses collègues au dossier académique, diplômes et curriculum solides de l'accompagner faire le tour de trois journaux – al-Akhbar, al-Safir et al-Nahar – ainsi qu'à Sawt al-Sha'b. Il y avait trois enseignants qui avaient obtenu une bourse de l'Université libanaise pour leur excellence, le quatrième collègue avait un contrat d'enseignement de 800 heures, ce qui constituait plus d'heures qu'il n'en avait réellement besoin. *« Le rôle des journalistes a été non seulement de transmettre nos communiqués et de couvrir nos mobilisations, mais aussi d'adopter nos propositions et nos positions ainsi que de défendre l'Université libanaise des ingérences politiques ».*

En ce qui concerne les mobilisations réalisées par le Collectif, Noun mentionne en particulier deux actions

dont elle met en lumière les résultats tant du point de vue individuel que collectif :

- La grève de l'Association des professeurs titulaires au début de l'année 2011-2012 qui dure plus de cinquante jours et qui se termine avec la décision du Conseil des ministres de donner aux enseignants de l'université libanaise des échelons supplémentaires et de nouveaux salaires. À l'époque, la Ligue des enseignants contractuels s'oppose à la grève proposée par l'Association parce qu'elle n'a pas pour but de faire pression pour que soit adoptée la titularisation des enseignants contractuels dont « le droit était réservé ». Noun faisait alors partie des quelques enseignants contractuels qui avaient suivi la décision de l'Association et qui avaient participé à ses actions de mobilisation. « J'étais convaincue qu'il était nécessaire que tous les enseignants soient unis derrière l'Association pour faire valoir leurs droits et qu'il fallait refuser d'être divisés entre enseignants titulaires et contractuels. » Ce jour-là, Noun brandit le slogan « La titularisation pour l'Université » alors que ce sujet ne servait pas particulièrement ses causes ni ses étudiants, mais à partir de ce moment-là la titularisation ne relevait plus seulement du droit et de l'intérêt individuel, mais concernait l'ensemble des étudiants et de l'université.

- La deuxième mobilisation est celle qui s'est organisée

devant le ministère de l'Éducation en novembre 2012 pour refuser la triple augmentation des frais d'inscription au master. Cette action se distingue par deux changements majeurs. D'une part, la présence au sit-in du président du Conseil de branche des étudiants de la faculté des Sciences contre l'avis de son parti ; ce dernier avait insisté pour participer à la protestation parce qu'il était convaincu qu'il se devait de défendre les intérêts des étudiants même si cela ne plaisait pas aux partis. *« Cette mobilisation a signé le début de la séparation de ces Conseils de branche des étudiants de la Ligue des enseignants contractuels parce que ces Conseils étudiants embarrassaient les partis en se positionnant contre l'augmentation des frais d'inscription à l'inverse des bureaux pédagogiques de leurs partis. »* Le deuxième changement radical de cette mobilisation est, selon Noun, le fait qu'elle ait coïncidé avec le sit-in de la Ligue des fonctionnaires contractuels devant le ministère de l'Éducation et la rencontre avec le ministre de l'Éducation rendue possible grâce aux efforts et à la participation du plus illustre des piliers du Comité de coordination syndicale, le président de l'Association des enseignants du secondaire officiel de l'époque, Hanna Gharib. *« Je disais à mes étudiants qu'il n'existait aucune université au monde qui augmentait les frais d'inscription de 200 % en une seule fois sans contrepartie pour les étudiants : amélioration des*

laboratoires, augmentation des bourses, opportunités de formation ou tout autre chose. Je leur expliquais que cette augmentation était causée par la conférence des donateurs Paris 3 qui a imposé au Liban une quintuple augmentation des frais d'inscription à l'université. »

Le discours de Noun terminé, Gharib s'approche d'elle et lui demande de se tenir près de lui. Il demande à parler aux étudiants et l'exhorte à s'adresser aux médias pour leur expliquer ce qui se passe au nom de tous les enseignants du sit-in. La Ligue des fonctionnaires contractuels invite Noun à l'accompagner pour rencontrer le ministre de l'Éducation et lui parler des enseignants éligibles, mais exclus du dossier des titularisations. *« À cette époque, il nous était impossible d'obtenir un rendez-vous ni du ministre ni du recteur de l'Université »*. Noun est étonnée par la manière dont Gharib suit les mobilisations de ces enseignants dont les propositions, selon ses propres mots, se distinguaient de celles formulées par l'Association des professeurs titulaires et de la Ligue des enseignants contractuels. Ce jour-là, Gharib invite Noun à assister aux réunions du Comité de coordination syndicale et de suivre ses mobilisations de près, en particulier après que l'Association des professeurs titulaires s'était retirée du Comité parce qu'avaient été obtenus échelons et salaires. Noun peut observer la volonté

avec laquelle Gharib défend le droit de l'ensemble des travailleurs de la fonction publique et pas seulement les professeurs de l'enseignement secondaire. Sa manière d'envisager le travail syndical fondée sur l'indivisibilité des droits tranche avec le système dominant basé sur une approche gradualiste du « *khud wa tālib* » (je prends et j'exige). *« Il deviendra plus tard le plus remarquable défenseur du slogan « les droits sont indivisibles » (al-huqūq lā tatajazaa) quelles que soient les prises de position syndicales en jeu. Je lui suis redevable de m'avoir donné l'opportunité d'apprendre le véritable travail syndical auprès d'un défenseur de sa stature. Je lui dois d'avoir contribué à la formation de ma personnalité de syndicaliste ».* Après la rencontre de Noun avec la « Ligue des fonctionnaires contractuels », les enseignants « éligibles, mais exclus de la titularisation » et cette Ligue sont entrés en contact. Les deux groupes se rapprochent pour aborder les problèmes et faire converger les causes au sein de l'université. Il est question des enseignants éligibles et exclus du dossier de la titularisation qu'ils soient fonctionnaires ou pas et qu'ils soient boursiers ou pas. Un collectif intitulé « Les enseignants éligibles – fonctionnaires ou non – exclus de la titularisation » comprenant les deux groupes se forme.

Les problématiques soulevées par les communiqués du

nouveau collectif concernant l'indépendance de l'institution académique et les critères juridiques et académiques à appliquer à la place d'une bourse aux noms, aux chiffres et aux quotas politiques et confessionnels. Il s'agit aussi de la sécurité et de la stabilité professionnelle garantie par la titularisation et ses répercussions positives au niveau académique et au niveau de la recherche tant pour les étudiants que pour les enseignants et l'université.

Noun évoque ensuite les événements marquants de cette période, le plus important étant la nomination du ministre Adnan Al-Sayed Hussein au poste de recteur de l'Université en 2011 après sa démission et la dissolution du gouvernement. L'Université se met à fonctionner publiquement selon la logique de l'offre et de la demande. C'est la raison pour laquelle les relations entre le recteur de l'université et « les enseignants éligibles et exclus de la titularisation » sont tendues depuis qu'il a obtenu la présidence à cause de sa vision des choses toujours sous le prisme du vendeur et de l'acheteur. La relation entre la présidence de l'université et le comité exécutif de l'Association des professeurs titulaires a toujours été régie par les conflits politiques entre les membres du comité exécutif et les forces politiques soutenant le président de l'Université.

En ce qui concerne les étudiants, Noun indique que, dans cette période, les représentants des Conseils étudiants agissent dans la continuité de l'Association et qu'ils sont très éloignés des revendications de leurs pairs. Leur participation aux sit-in et aux protestations se fait uniquement sur invitation des enseignants. La seule formation étudiante existante à cette étape est le « Front national étudiant » annoncé le 10 octobre 2013 et qui comprend à la fois des individus et des organisations étudiantes et de la jeunesse démocratiques libanaises qui croient au changement démocratique (Le secteur de la jeunesse et des étudiants du parti communiste libanais, l'Union des jeunes démocrates libanais, le Mouvement du peuple, l'Organisation de la jeunesse nassérienne, la Lutte des étudiants constituant le cadre étudiant du parti Baath irakien). L'influence des « enseignants éligibles exclus de la titularisation » sur le Front était évidente pour Noun puisque les premiers slogans brandis sont : « Faire de la compétence le seul critère de nomination des enseignants » et « Nous sommes une université indépendante financièrement, administrativement et académiquement ». De même que le Front utilise l'expression « Enseignants, fonctionnaires et étudiants pour la défense de l'Université libanaise » qui était la même expression utilisée par leur collectif pour tous les appels et les communiqués et qui deviendrait plus tard

un des slogans du Club « Nabḍ al-Shabāb ». Cependant, le Front ne perdure pas au-delà de deux ans parce que leurs fondateurs ont quitté l'Université et la formation a été dissoute.

B- Deuxième étape : le mouvement des enseignants et des étudiants entre 2014 et 2019

Après 2005, les divisions des coalitions politiques du 8 et du 14 mars ainsi que l'intensité des conflits confessionnels dans le pays se répercutent sur la vie des étudiants à l'Université devenue lieu de polarisation et de mobilisation politique sur des bases confessionnelles. Les élections étudiantes constituent un moyen pour les partis politiques traditionnels d'évaluer leur popularité parmi les jeunes. Les divisions entre étudiants s'exacerbèrent. Conflits et problèmes font leur apparition à chaque échéance politique. En prétextant la stabilité sécuritaire, les élections étudiantes sont suspendues à l'Université libanaise en 2009-2010 – les dernières élections ont eu lieu en 2008-2009. Les étudiants, privés de leur droit à choisir leurs représentants dans les organes et les conseils étudiants et leurs mobilisations, se sont alignés sur la nature politique de ces deux coalitions et ne concernent plus leurs revendications propres. Il n'y a plus aucune mobilisation collective des étudiants avant 2014.

Le 22 septembre 2014, les étudiants apprennent l'adoption par le Conseil des ministres de la proposition du recteur de l'université d'augmenter de 100 % les frais d'inscription. Elle survient dans un contexte de diminution du budget de l'université de 50 milliards de livres. Le lendemain, spontanément, les étudiants boycottent l'inscription et se rassemblent dans la faculté des Sciences. Ils viennent de toutes les facultés du campus de Ḥadath. *« Bassam Kojok et moi étions les seuls enseignants à participer aux côtés des étudiants à leur sit-in. La plupart des enseignants étaient en effet convaincus de la nécessité de cette augmentation. Certains la justifiaient par le fait que les photos des fêtes étudiantes dans les restaurants inondaient Facebook ou encore que la plupart des étudiants possédaient des téléphones plus modernes que ceux de leurs professeurs. »* Ce sont ces arguments sans fondement, comme les qualifie Noun, que les enseignants opposaient aux étudiants qui plaçaient à leur tour les enseignants fraîchement titularisés dans une position difficile puisque, comme le disaient les étudiants, cette titularisation se faisait à leur détriment à eux. La déclaration du président du comité exécutif de l'Association des enseignants titulaires affirmant que les frais d'inscription à l'université sont modestes en comparaison avec ceux des écoles secondaires et que l'université méritait le soutien

financier élargit le fossé avec les étudiants. Celui-ci propose également des aides financières pour ceux qui ne seraient pas en mesure de payer le montant de l'inscription, et qui seraient gérées par un bureau dédié, proposition qui n'a fait que renforcer la rancœur des étudiants : « *L'atteinte à la dignité de l'étudiant pauvre est une ligne rouge* » était leur slogan. Le 25 septembre, les étudiants poursuivent leur mouvement de protestation à travers un sit-in dans la cour de la faculté des Sciences pour rejoindre ensuite le bâtiment de l'administration centrale de l'Université.

Tous ces éléments créent, selon Noun, un grand ressentiment entre les enseignants et les étudiants. Ils constituent un grand tournant dans la politique de l'Université et dans sa compréhension de ce que signifie une indépendance financière éloignée de la production intellectuelle et de la connaissance, mais liée aux besoins sociaux et économiques. C'est ce scénario que nous voyons se dessiner aujourd'hui et qui impute aux étudiants les résultats de la crise économique et la réduction du budget de l'Université lorsque le recteur de l'Université propose une augmentation des frais d'inscription en partant du principe « *hajra btesnad khaybe* », qu'« une petite pierre peut soutenir une jarre » (Lebanon debate 9 septembre 2022).

À cette époque, le Club « Samā » débute timidement ses actions. Il s'agit du club qui a été créé en mars 2014 à la faculté d'Ingénierie sur le campus de Ḥadath dans le contexte de « la campagne de consécration du confessionnalisme » (*hamlat takrīs al-tāifiyya*) à laquelle ont participé certains de ses fondateurs. Un collectif d'enseignants commence également à se réunir au début de l'année 2015 pour former plus tard un collectif appelé « Pour une université nationale, indépendante et féconde ».

Après avoir plongé dans l'expérience de l'action collective avec ses collègues de la faculté des Sciences pour l'obtention de la titularisation à l'université entre 2011 et 2014 et au vu du fonctionnement de l'Association des professeurs titulaires depuis son entrée à l'université en 2009, Noun s'est rendu compte de l'importance de mener un travail syndical avant même d'avoir conscience de la nature et de la profondeur de la crise dans laquelle se trouvent ceux qui sont censés le mettre en œuvre. Noun s'est entretenue avec de nombreux enseignants pour récolter leur avis sur ce qu'il convenait de faire pour sauver l'université. *« Mais aucun objectif de travail n'en est ressorti, et cela pour deux raisons. « Tout d'abord parce qu'on ne savait pas ce qu'il convenait de faire ou ce qu'il était possible de faire et, deuxièmement à partir du moment où le travail*

serait cadré (définition du collectif, objectifs et mise en œuvre), de nombreux idées, propositions, débats ainsi que collègues seraient perdus, de même que l'individualité de chacun disparaîtrait. Et il fallait surtout n'exclure personne qui souhaitait travailler pour l'université. » À partir de ce moment-là, nombre sont les enseignants qui sont entrés dans le collectif et nombreux sont ceux qui en sont sortis, jusqu'à ce que se précisent les objectifs et même le nom du collectif le 9 février 2017, après de longues discussions de fond tout au long de deux années qui donnent naissance à une conscience collective de divers concepts dont le plus important donne son nom au collectif : « Pour une université nationale, indépendante et féconde ».

Les membres du collectif sont des enseignants de toutes les facultés et de toutes les branches – titulaires, vacataires ou retraités – invités à trouver une nouvelle formule de travail collectif pour avancer sur les multiples affaires concernant l'université. L'objectif du collectif n'est pas tant que l'un ou l'autre de ses membres s'élève au rang de la représentation syndicale, académique ou administrative, mais plutôt de construire un noyau solide qui viendrait renouveler le travail syndical et administratif. Le Collectif met ainsi à l'ordre du jour la question de l'indépendance de l'université, la réaffirmation des pleines compétences

académiques, financières et administratives des Conseils, l'application et le développement des législations en vigueur, la nécessité de s'appuyer sur des critères de compétences scientifiques et académiques loin de la logique des quotas, du clientélisme et des intérêts individuels, l'établissement d'une définition de l'enseignant-chercheur, la promulgation d'une législation nationale concernant la recherche scientifique, l'activation des centres de recherche, la construction de campus dans les différents districts ainsi que d'autres thématiques syndicales et académiques. Selon Noun, bien qu'il constitue le collectif le plus solide dans ses positions, en tant qu'opposition, au niveau du travail syndical, administratif et académique, « Pour une université nationale, indépendante et féconde » n'a pas publié le résultat de ses débats et de ses recherches sur de nombreuses questions se rapportant à l'université. Ces résultats sont restés limités aux procès-verbaux des réunions du Collectif qui a publié essentiellement des communiqués s'insurgeant contre nombre de décisions administratives et syndicales émanant de la présidence, des doyens, des directeurs et de l'Association des professeurs titulaires.

Noun précise que par ses critiques et ses remarques nécessaires pour rectifier le fonctionnement du comité exécutif de l'Association, le Collectif a joué un rôle

d'observateur et de contrôleur. Elle considère que les ingérences évidentes des partis au pouvoir et des religieux dans les affaires administratives, mais aussi académiques de l'Université libanaise n'étaient pas tant nouvelles que publiques. *« Ces ingérences se produisaient à travers la nomination de ceux qui se trouvaient aux postes de décisions comme le recteur, les doyens et les directeurs. Jamais elles n'ont eu lieu par l'intermédiaire de ceux qui étaient chargés de défendre l'université, à savoir l'Association des professeurs titulaires et des enseignants. »* Le Collectif veille également à condamner les membres du Conseil de l'Université pour leur soumission aux autorités de leurs partis dans les décisions à prendre.

Le Collectif s'oppose aussi aux décisions illégales du recteur. Ainsi, certains membres – Noun en tête - ont introduit une instance à l'encontre de ce dernier auprès du Conseil d'État pour sa neutralisation de l'action de la circulaire 3 qui mentionne « le respect du pacte du vivre ensemble » à travers ses choix d'affectations administratives et académiques des enseignants.

Noun s'est efforcée de faire comprendre au Collectif la dimension politique du travail syndical qui dépasse les revendications pécuniaires directes légitimes des enseignants et participe de manière active à la gestion de

l'Université et dans le respect de son indépendance dans ses relations avec l'État.

Grâce à nombre de ses membres, « Pour une université nationale, indépendante et féconde » a réussi à construire des ponts solides avec les étudiants et a contribué à combler le fossé qui les séparait en créant un mouvement qui a montré, à plusieurs étapes, un équilibre entre étudiants et enseignants.

Noun indique que les clubs étudiants qui commencent à se former à partir 2014 sur la scène universitaire voient leurs activités se restreindre de manière différente selon les facultés en fonction des Conseils étudiants de branches. Dans certaines facultés, les activités sont permises et les invitations à y participer passent par les Conseils qui signent les affiches et les publications. De nombreuses activités se voient gênées logistiquement, voire interdites avec la conséquence que de nombreux clubs cessent d'exister. Selon Noun, l'attitude diplomatique du club Samā dans ses interactions avec les Conseils des branches et les administrations inspire nombre d'étudiants, et des clubs de loisirs, de musique et des clubs féministes apparaissent. Le club Samā voit le jour en mars 2014 à la suite de la « la campagne de consécration du confessionnalisme » (*hamlat takrīs al-tāifiyya*) qui a eu lieu sur le campus de Ḥadath en

2013. Son objectif était la lutte contre le confessionnalisme en utilisant la méthode de la psychologie inversée avec des slogans tels que « Je n'écoute plus Fairouz parce qu'elle n'a pas la même confession que moi » et « Nous voulons une faculté et une université pour chaque confession ». Le club Samā adopte le principe de citoyenneté, de l'égalité et de la liberté d'expression et rejette le confessionnalisme ainsi que les divisions partisans à l'université par l'art, la culture et le sport. « Pense aux autres ! » (*fakkir ki-ghayrak*) et « L'art est le secret de l'existence » (*fann sirr al-woujoud*), qui avaient lieu dans l'amphithéâtre romain, ont été les deux actions qui ont signé son lancement et que les enseignants comme les étudiants attendaient année après année. D'après Noun, Samā évitait les conflits et prônait l'apaisement. Selon un de ses fondateurs : « *le club respectait la législation et prenait en compte les réglementations.* » Les fondateurs du club étaient prudents dans le choix des activités, de même qu'ils veillaient à inclure les administrations sur certains détails et justifiaient sans cesse le choix des chansons de Fairouz et Zaki Nasif parce qu'ils chantaient « la nation et l'amour raffiné », essayant ainsi d'obtenir un minimum d'approbation des partis, des autorités religieuses qui patronnaient l'administration et les Conseils étudiants. « *Leur lecture de l'importance des forces en présence au sein de l'université et leur conviction que la pérennité du*

club exigeait l'apaisement les empêchaient d'être dans une confrontation active et de porter les préoccupations du mouvement étudiant ainsi que les questions concernant l'université. » Ce changement survient après le *hirāk* (mouvement) citoyen de 2015 né de la crise des ordures et initié par la campagne « Vous puez ! » (*tala 'at riḥetkom*). Mohamed Hammada, l'étudiant de la faculté d'Ingénierie, issu d'un environnement politique et religieux spécifique, a alors pris la présidence du club et a soutenu la multiplication des clubs et les mobilisations de 2015 qui ont transformé sa personnalité et ses idées ainsi que de celles de nombreux étudiants et de clubs.

En même temps que le *hirāk* de la rue, un collectif appelé « Université – Ḥadath » voit le jour sur le campus de Ḥadath géré par Alia Jraij, professeure de la faculté des Sciences et plébiscitée par les étudiants et par les conseils étudiants. Noun se trouvait en première ligne et avait posé comme condition que le rôle se limite à assister les étudiants : « *Nous ne devons ni leur imposer nos positions, ni leur donner notre avis ou les conseiller s'ils ne le demandaient pas, ni leur dicter de feuille de route. C'étaient eux qui proposaient les questions à soulever et qui apportaient les solutions. En procédant de cette façon, j'ai acquis leur confiance et ils ont veillé à me tenir au courant de leurs*

activités et à me demander mon avis ou ma position par rapport aux évènements qui touchaient l'université. » À ce moment-là, Noun se rend compte que la priorité est que les étudiants soient au fait de leurs droits académiques et des questions qui les touchent de façon directe au sein des facultés auxquelles ils appartiennent. Elle fait le pari de leur clairvoyance pour les relier ensuite spontanément à la situation politique que nous vivions. De son point de vue, la précipitation de leur engagement dans le *ḥirāk* de l'extérieur fait échouer le collectif de l'intérieur qui s'arrête un an après son lancement. Il a cependant réussi à organiser des actions environnementales organisées par des étudiants qui étaient en contact avec des sociétés pourvoyeuses de containers de tri et qui rassemblaient le verre, etc. Cependant, à cette époque, les membres du collectif n'étaient pas encore prêts à manifester dans les rues pour demander la chute du système confessionnel. Leur revendication se limitait à la nécessité de trouver une solution environnementale en ce qui concernait les ordures. À la même époque, au début de l'année 2015-2016, la faculté d'Ingénierie crée le club « Radical » et le club « Sygma », deux clubs féministes qui s'intéressent essentiellement aux droits des femmes et à la laïcité et chez qui la question de l'Université libanaise n'est pas très clairement présente, selon Noun.

Alors que les clubs étudiants des universités privées ont été des partenaires fondamentaux dans la campagne « Vous puez ! » dans le *hirāk* de 2015, la participation des étudiants de l'Université libanaise prend un tour individuel parce que leurs clubs sont en cours de construction. Cependant, certains sont présents dans la rue et ramènent leurs préoccupations dans l'enceinte de l'université. La pancarte que brandit un des étudiants du club « Nabḍ al-Shabāb » dans un sit-in organisé par le club sur le campus de Ḥadath porte l'inscription « Ce n'est pas une histoire de poubelles, mais une histoire de système pourri » représentait ce que le club s'attelait à faire depuis le début pour participer aux causes de la société pour contribuer à son développement au travers d'une génération qui construisait une nation qui garantirait une vie respectueuse. Le club « Nabḍ al-Shabāb », qui est né juste après le *hirāk*, possédait, selon Noun, depuis sa fondation, une vision politique et intellectuelle ainsi que des revendications claires et progressistes. Il s'était fait connaître avec le slogan : « Un drapeau, la liberté et l'égalité sociale ». Pour Noun, l'expérience de ce club était différente des autres : les affaires publiques et qui concernaient l'université occupaient une grande place dans l'agenda de ses actions. Il a contribué à élever le niveau de conscience et de culture, un de ses objectifs les plus importants, à travers notamment les foires du livre annuelles

organisées par le club et qui proposaient des livres à des prix modiques avec le soutien de la Maison d'édition al-Farabi sous le nom de « Une bibliothèque pour chaque étudiant. » Ces foires, organisées par de nombreuses facultés dans de nombreuses régions, ont attiré des étudiants de tous bords culturels, intellectuels, religieux et politiques. *« Elles ont contribué à faire entrer, dans la bibliothèque des étudiants et chez eux, des ouvrages de littérature et des essais politiques laïcs et de gauche pour proposer ensuite des débats à leur sujet. Ces foires ont également contribué à diffuser les objectifs du club à travers des activités culturelles, littéraires et artistiques qu'elles ont accompagnées, ce qui a mené à un plus grand nombre d'étudiants affiliés. »* Le club attirait les étudiants de différentes affiliations, ses fondateurs ayant éloigné toute connotation politique de leur travail même si certains d'entre eux adhéraient à certains partis et courants politiques. Selon Noun, la conscience qu'ils avaient de leur rôle et de la nécessité de former un mouvement étudiant était évidente dans leurs vidéos ainsi que dans l'exposition de photographies organisée à l'occasion d'un débat autour de l'histoire et du présent du mouvement étudiant. Pour la réaliser, les étudiants avaient utilisé des publications antérieures que leur avait fournies Noun sur le mouvement étudiant ainsi que des photographies qui leur appartenaient. « Nabḍ al-Shabāb » s'est propagé dans de nombreux

districts grâce à la foire « Une bibliothèque pour chaque étudiant » qui se tenait annuellement dans chaque district et dans la plupart des facultés de l'Université libanaise. Cela a facilité plus tard la diffusion rapide du « Rassemblement étudiant de l'Université libanaise » dont le club « Nabḍ al-Shabāb » était le noyau d'après Noun.

L'élément le plus intéressant dans l'expérience des clubs est leur tentative de constituer « l'Union des clubs » en 2017 dont les pivots étaient les clubs Samā et « Nabḍ al-Shabāb » en ce qu'ils incluaient le plus grand nombre d'étudiants ; à cette époque la présence de Samā était limitée aux facultés du campus de Ḥadath tandis que « Nabḍ al-Shabāb » était présent dans de nombreuses facultés des différents districts. De nombreux clubs du campus de Ḥadath participent aux réunions préparatoires de cette Union dans le bureau de Noun. *« Nous nous sommes réunis pendant une année environ. On m'a demandé d'écrire un brouillon de règlement intérieur pour cette Union à soumettre à l'administration de l'Université ; il s'agissait de codifier le travail des clubs pour empêcher son interdiction de la part de l'administration ainsi que des conseils étudiants de toute activité dans toute faculté. »* En effet, ces conseils organisaient les activités qu'ils souhaitaient sans rencontrer aucune objection de la part

de l'administration à l'inverse des clubs dont les activités étaient sans cesse entravées. Toutefois, cette Union ne voit jamais le jour en dépit des efforts. Selon Noun, l'échec de cette expérience est à imputer à des visions disparates entre les clubs de la manière travailler ainsi que sur leur rôle au sein de l'université et en dehors, sans compter que la majorité des clubs ne souhaitent pas se retrouver confrontés à l'administration de l'Université ni aux Conseils étudiants de branches et aux partis qui les soutenaient pour mettre en place cette Union. Selon Noun, dans cette démarche de former une union, « Nabḍ al-Shabāb » était le club le plus sérieux et le plus motivé. C'est ainsi que lorsque les enseignants de l'Université libanaise se mobilisent entre mai et juin 2019, Le « Rassemblement des étudiants de l'Université libanaise » se forme automatiquement. Ses fondateurs sont des membres du « Nabḍ al-Shabāb ». Échaudés par la tentative avortée d'unir les différents clubs, ils croient en la nécessité d'une union ou d'une association ou d'un rassemblement étudiant pour défendre leurs droits et qui œuvrerait pour les étudiants. « Même s'il n'y a pas eu d'union dans le sens réglementaire du terme, les réunions continuelles qui se sont tenues pour la mettre en place a établi les bases d'une coopération continue entre les différents clubs étudiants d'un côté, mais aussi entre les enseignants et eux par mon intermédiaire. » Cette

coopération s'est manifestée lors du rassemblement qui s'est produit autour de la requête déposée par l'étudiant Taysir al-Za'tari, membre du club « Nabḍ al-Shabāb » auprès du Conseil d'État pour faire annuler la décision arbitraire du recteur empêchant les étudiants de l'Université libanaise à multiplier les spécialités. Les clubs ainsi que les campagnes étudiantes indépendantes ont considéré l'annulation de cette décision comme une réussite alors qu'aucune loi ne régissait et ne protégeait leur action au sein de l'Université et en l'absence d'élections étudiantes. *« C'est pourquoi nous réaffirmons qu'il faut continuer à suivre l'ensemble des affaires de l'Université nationale en tête desquelles se trouvent les élections étudiantes et une législation permettant de codifier l'action des clubs. (Communiqué de « Nabḍ al-Shabāb » - août 2018) »,* comme cela s'est manifesté de manière visible dans la coordination entre les différents clubs pendant les mobilisations des enseignants de mai à juin 2019 sur les places du 17 octobre.

Le niveau de conscience atteint par le mouvement étudiant depuis le début des mobilisations du Comité de coordination syndicale en 2013 pour revaloriser les salaires, puis de la crise des ordures en 2015 ainsi que toutes les mobilisations étudiantes à l'Université – les plus impressionnantes étant la mobilisation pour refuser

l'augmentation des frais de scolarité devant l'administration centrale et les mobilisations importantes devant les résidences étudiantes sur le campus de Ḥadath sur fond de crise de l'externalisation des sociétés de maintenance sur le campus – et avec l'expérience de la création de l'Union des clubs, tout cela ne pouvait mener, selon Noun, qu'à la création d'un rassemblement. Le terrain est prêt pour voir émerger un rassemblement fort et large dès sa création même si les Conseils étudiants partisans prétendaient le contraire. Ce rassemblement est une émanation du club « Nabḍ al-Shabāb » et a vu le jour pendant la première semaine de la grève des enseignants de mai – juin 2019. L'influence du « Collectif des enseignants pour une université nationale, indépendante et féconde » sur le « Rassemblement étudiant de l'Université libanaise » apparaît de manière évidente à la fois dans l'expression de leurs objectifs - à savoir une université nationale féconde, une société égalitaire et un rassemblement étudiant national et indépendant – et dans les nombreux communiqués et pancartes brandies par les membres du Rassemblement lors des sit-in auxquels étaient invités les enseignants durant la grève du 17 octobre 2019. S'il est vrai que la grève a été décidée par le Comité général des enseignants et annoncée par le comité exécutif de l'Association, c'est le Rassemblement des étudiants de l'Université libanaise qui est en première ligne pour

porter les revendications des enseignants, des étudiants et, plus important encore, celles de l'université en ce qui concerne l'augmentation du budget. Il fait ainsi pression sur l'Association pour qu'elle en fasse autant. Par l'intermédiaire du Rassemblement des étudiants de l'Université libanaise et du comité exécutif de l'Association des enseignants, cette grève change les relations entre enseignants et étudiants. Pour la première fois, ils sont en communication directe pour coordonner les mobilisations. Il est significatif que parmi toutes les mobilisations qui se sont organisées durant la grève, l'Association des enseignants n'ait appelé qu'à un seul sit-in orphelin devant le ministère de l'Éducation à l'Unesco alors que les clubs étudiants – le Rassemblement en tête – ont organisé toutes les autres actions. La grève qui a duré près de cinquante jours s'est caractérisée par 5 éléments qu'il est important de rappeler pour comprendre la nature des mouvements étudiant et enseignant à l'aube de l'intifada du 17 octobre.

- 1- Les tentes dressées par le club Samā dans la cour de la faculté des Sciences sur le campus de Ḥadath qui ont permis aux étudiants de toutes les facultés du campus toutes affiliations partisans et politiques confondues de se rencontrer. Elles ont aussi contribué à ce que les étudiants et les enseignants

s'y rencontrent et puissent débattre ouvertement et continuellement. Noun participe avec les étudiants à de nombreuses et longues discussions autour de toutes les revendications. Sa conférence magistrale sur le concept d'indépendance administrative, financière et académique de l'université suscite notamment des discussions particulièrement intéressantes chez les étudiants que le Legal Agenda (al-mufakkira al-qānūniyya) et la page Facebook de Samā recensent. Ces rencontres et ses discussions ont modifié l'opinion de nombre d'étudiants et les ont invités à s'unir autour des revendications de l'Université.

- 2- Le sit-in mémorable organisé par le Rassemblement et les clubs et où étudiants et professeurs étaient côte à côte. À la fin du sit-in, les étudiants parcourent la rue al-Masarif (Rue des banques) pour dénoncer la politique bancaire et l'ingénierie financière devant l'Association des banques en criant : « Ce n'est pas à l'Université libanaise à combler le déficit de l'État, allez chercher l'argent dans les poches des voleurs ! » Par ce slogan, les étudiants montrent la profondeur de la crise dans le pays dont l'université fait aussi les frais et qu'ils ont précédé les enseignants

dans les aspirations du 17 octobre. Ils sont, comme le dit l'une de leurs pancartes, « à l'aube du conflit politique ».

- 3- La participation des étudiants au rassemblement solidaire des enseignants avec le comité exécutif de l'Association devant son siège en soutien à son président et à quelques-uns de ses membres pour faire face au contournement de la grève par la Chambre des délégués et l'intervention des partis pour la démanteler. Ces rassemblements avec les enseignants qui vont se répéter à plusieurs reprises pendant la grève, les plus importants ayant eu lieu le samedi noir et le samedi blanc, confirment que l'Université ne fait qu'un.
- 4- Une adoption sérieuse de l'augmentation du budget de l'université et pas simplement de façade comme l'avait fait l'Association.
- 5- La détermination d'un discours du Rassemblement et des clubs unis dans leurs revendications lucide et responsable, la coordination totale des rassemblements, des mobilisations, des slogans entre eux d'un côté et avec les enseignants de l'autre par l'intermédiaire de Noun et par la suite en

relation directe avec le président de l'Association. Le Rassemblement et les clubs réussissent à imposer leur discours aux enseignants, révèle Noun. « *Ils étaient en première ligne et nous étions derrière* ». Ils ont également réussi à faire face aux conseils étudiants qui s'étaient opposés à la grève et ils ont tenu bon face aux enseignants qui leur demandaient de faire marche arrière. Les conseils étudiants affiliés aux différents partis au pouvoir appellent à leur propre rassemblement dans la cour de la faculté des sciences, mais ils ne réussissent pas à mobiliser les étudiants quand bien même un moyen de transport leur était proposé. Ils se retrouvent obligés de se regrouper à l'intérieur, dans le couloir de la salle des conférences. Noun a assisté à ce sit-in avec une de ses collègues pour échanger avec les étudiants. Le recteur de l'Université arrive accompagné de ses assistants pour prendre la parole à cette occasion. Il est très étonné du nombre si peu important d'étudiants alors qu'ils étaient nombreux à occuper les places (Riyad al-Solh, le palais de l'Unesco, la cour de la faculté des Sciences à l'entrée du campus de Ḥadath, etc.) à l'appel du Rassemblement des étudiants de l'Université libanaise et de l'Association des professeurs titulaires.

Pour revenir aux enseignants, la grève de mai – juin 2019 constitue un moment important et positif dans l’histoire de leurs mobilisations bien qu’aucune des revendications portées par le comité principal de l’organe exécutif de l’Association n’ait abouti à la suite des assemblées générales qui se sont tenues dans les districts. Cette période est marquée par plusieurs étapes dont les principales sont :

- 1- Les revendications que les enseignants posent à travers les assemblées générales (Noun a participé à trois d’entre elles) rassemblent, pour la première fois, tous les membres de l’université – les enseignants titulaires, contractuels et les retraités, mais aussi les étudiants et les fonctionnaires. L’augmentation du budget faisait partie des revendications. Cette dernière n’aurait pas pu faire partie du panier si les étudiants et certains enseignants ne l’avaient pas poussée.
- 2- La révolte de nombre d’enseignants contre leurs partis. Trois membres du comité exécutif ont ainsi enfreint les décisions de leur parti en appuyant dans le sens de la poursuite de la grève. Ils n’étaient cependant pas une majorité. Les délégués se sont également révoltés lorsque leurs partis ont voulu démanteler la grève ; l’avocat Nabih Berri a appelé

au vote pendant le conseil des délégués allant ainsi à l'encontre des procédures réglementaires de l'Association. En effet, la grève ayant été décidée par le Comité général, il n'y a pas de retour possible sans décision de ce même comité. *« Les enseignants avaient réussi à convaincre les délégués parce qu'ils avaient été en contact direct avec nombre d'entre eux, mais aussi grâce au rassemblement dans la cour du siège de l'Association pendant le vote. Le soutien remarquable du Rassemblement des étudiants de l'Université libanaise et des clubs indépendants leur a donné une dose de courage pour s'opposer à leurs partis. La majorité des délégués a voté la poursuite de la grève. Nous avons considéré cela comme une victoire des enseignants sur les ingérences des partis dans les décisions syndicales. Nous avons appelé ce jour « le samedi blanc ». Cette appellation est venue réhabiliter le samedi noir lorsque les partis avaient fait pression sur le comité exécutif pour démanteler la grève. Le président de l'Association et quatre délégués n'ayant pas réussi à remporter le vote, les partis avaient alors gagné. À la suite de quoi et sous la pression des enseignants, le président de l'Association et deux membres du comité exécutif avaient présenté leur démission qu'ils ont eu vite*

fait de retirer à la demande des enseignants pour continuer la lutte avec les partis le samedi suivant, le fameux samedi blanc. Ce jour avait été précédé par une invitation à dîner des délégués invités par le président du conseil des délégués chez lui en présence du ministre des Finances (affilié au parti Amal). Les enseignants et les étudiants avaient fait pression sur les délégués pour qu'ils refusent l'invitation. Auparavant, le président du comité des délégués avait tenté d'appeler à une assemblée générale dans les facultés pour briser la grève. Les enseignants ont subi des pressions de leurs partis d'une part, et de l'autre, des étudiants du Rassemblement et des clubs indépendants ainsi que de certains enseignants. Mais ils ont tenu bon et ils ne se sont pas rendus aux assemblées qui n'ont pas eu lieu faute de participants. Le président du conseil des délégués s'est retrouvé contraint à enfreindre les règles en appelant les délégués à voter en ce samedi surnommé « noir », allant ainsi à l'encontre des procédures réglementaires. » Selon Noun, si les aller et retour entre les partis au pouvoir, les enseignants et les étudiants indépendants des décisions syndicales et estudiantines devaient signifier quelque chose, cela serait la férocité de

l'affrontement avec les partis. Pour la première fois depuis longtemps, les enseignants et les étudiants cherchent désespérément à défendre l'université et leurs droits. *« Cette étape a été celle du début de la prise de distance des enseignants et des étudiants par rapport aux partis. »*

- 3- La multiplicité et la variété des mobilisations – sit-in, rassemblements de solidarité, marches, rassemblement en protestations, conférences, réunions, sit-in volants à Beyrouth – qui rappellent le temps du mouvement des étudiants et des enseignants à l'époque de la fondation de l'Université. Les slogans, les photographies, les revendications insufflent un nouveau mouvement dans les rangs des étudiants et des enseignants. Ils se sentent à nouveau appartenir à l'université et au mouvement étudiant. Pour la première fois, étudiants et enseignants ont mémorisé l'hymne de l'université. Ils ont clamé le nom de Faraj Allah Hanin en brandissant son portrait que l'on voit partout sur les places du 17 octobre tout comme le slogan : « Ô, Liban, tu peux attester que nous sommes la génération de Faraj Allah Hanin ».
- 4- L'accompagnement du collectif « Pour une université

nationale, indépendante et féconde » pendant toutes les mobilisations. Ce collectif soutient toutes les décisions des enseignants et s'oppose à ce que leur dictent les partis auxquels ils sont affiliés. Tantôt il soutient les décisions du comité exécutif, tantôt il pointe ses travers dans les discussions et les débats avec son président et certains de ses membres ou dans des communiqués dénonçant les décisions du comité exécutif quand cela s'avère nécessaire. *« Cette expérience, comme celle des enseignants contractuels pour adopter le dossier de titularisation entre 2011 et 2014 confirme qu'il n'est pas possible de mélanger l'action partisane avec le travail syndical dans son expression actuelle à l'inverse de la situation à l'époque des partis de gauche et des mobilisations syndicales. « Je ne n'avais pas la même vision du travail syndical que le président de l'Association. Selon moi, face aux propositions du collectif « Pour une université nationale, indépendante et féconde », il était enchaîné par les partis puisqu'il était issu de leur liste unique et qu'il avait bénéficié de leur soutien. Lui et un membre du comité exécutif de l'Association avaient refusé la tenue d'élections par le collectif parce qu'ils n'étaient pas certains de gagner. »*

Noun résume cette étape de la manière suivante :
« le résultat le plus important de cette étape est que l'action syndicale des enseignants et des étudiants s'est déplacée pour s'exercer dans un cadre politique plus global ; en dépassant une expression trop étroite de leurs revendications, ils étaient fin prêts pour l'intifada du 17 octobre. »

C- Troisième période : l'Intifada du 17 octobre et après

Si le 17 octobre 2019, Noun manifeste sans rien avoir coordonné avec ses collègues qu'elle retrouve dans la rue, très vite les enseignants s'unissent le 22 octobre. À ce moment, le docteur Ghassan Aysa se démenait pour former le rassemblement des professionnels, à l'instar des rassemblements au Soudan où les professions libérales – médecins, ingénieurs, pharmaciens, etc. – s'étaient unies. De son côté, la professeure en sciences sociales de l'Université américaine à Beyrouth, Rima Majed, s'efforçait d'installer un cadre pour coordonner les enseignants et les avocats. Il s'agissait de permettre aux enseignants des universités privées, ne possédant pas de formation syndicale officielle, d'exercer leur droit à manifester, de les protéger et couvrir leur grève et leur participation à l'intifada. Un certain nombre d'enseignants de différentes universités privées et de l'Université libanaise ont afflué sur la place Lazaria

pour débattre et se coordonner en vue de créer un syndicat pérenne. « *J'ai invité ceux qui étaient présents à participer à la mobilisation des enseignants de l'Université libanaise le lendemain, place Riyad el-Solh. Cette mobilisation s'était organisée entre quelques enseignants de l'Université libanaise et moi avec le président de l'Association – présent à titre personnel et non représentatif.* » Le 23 octobre s'est tenue la première mobilisation commune avec les enseignants des universités privées. Le collectif « Pour une université nationale, indépendante et féconde » a invité la présidence à fermer l'université pour permettre aux enseignants et aux étudiants de s'engager dans l'intifada et d'y prendre part totalement en étant dans la rue. « *Nous avons publié un communiqué expliquant les causes de la mobilisation, l'importance de se trouver dans la rue et la nécessité de fermer l'université* », explique Noun. Alors que les étudiants sont présents en force sur le terrain - en particulier le rassemblement des étudiants de l'université libanaise dont le rôle était déterminant, mais aussi les clubs indépendants de l'université, l'Union des jeunes démocrates, etc. –, Noun participe avec d'autres collègues de l'Université libanaise aux réunions préparatoires du rassemblement des enseignants des universités devenu ensuite le « Rassemblement des enseignants indépendants des universités libanaises ». « *Le Rassemblement des*

enseignants indépendants des universités libanaises était inclus dans le Rassemblement des professionnels et des professionnelles dont j'étais également une des fondatrices et dont les enseignants étaient au cœur de la création. Le Rassemblement comprenait des groupes d'enseignants, de nombreuses universités privées et de l'Université libanaise. » Sous la bannière du « Rassemblement des enseignants de l'Université libanaise », Noun prend part avec ses collègues à de nombreuses réunions et discussions et faisait le lien entre cette formation et le « Rassemblement des enseignants indépendants » alors que Rima Majed faisait la jonction entre ce dernier et le « Rassemblement des professionnels et des professionnelles ».

Les fondateurs ont écrit une feuille de route dans lequel ils ont défini la vision du « Rassemblement des enseignants indépendants des universités libanaises » et ses objectifs en prenant en compte toutes les remarques et propositions discutées par les enseignant.e.s et les chercheur.e.s qui ont participé aux workshops en mars 2020. Selon ce document, ce rassemblement doit s'efforcer de bâtir des ponts entre les universités qui doivent devenir des leviers pour les étudiants et les enseignants, défendre leurs droits et exprimer leurs aspirations dans les organismes d'enseignement supérieur et dans tout le pays. Il ambitionne aussi de coopérer avec différents rassemblements, groupes et comités indépendants

dans tous les domaines et pour toutes les professions pour soutenir la révolution libanaise et appuyer le changement. Le « Rassemblement des enseignants indépendants » vise à ancrer le concept d'État civil laïc et juste qui garantirait le droit à l'enseignement de tous les citoyens et citoyennes et de tous les résidents et résidentes ainsi que l'égalité à tous les niveaux sans aucune discrimination. Il soutiendrait en priorité la liberté académique, l'indépendance et une action syndicale et professionnelle démocratique, libre et efficace ainsi qu'une coopération pour adopter et faire appliquer une législation qui améliorerait et protégerait les droits des enseignants au Liban. Il s'agit pour lui aussi de soutenir l'indépendance de l'université, de renforcer son rôle dans la société, de jeter les bases d'une culture participative dans les universités, de dynamiser son rôle dans les affaires publiques, d'élever le niveau de l'enseignement et de la recherche dans tous les organismes de l'enseignement supérieur. Les objectifs professionnels du « Rassemblement des enseignants indépendants » sont la garantie de la gratuité de l'enseignement supérieur à tous les niveaux, la lutte contre toute augmentation des frais d'inscription, la participation à la réforme de l'éducation, la mise en place de politiques de soutien et d'élévation du niveau de l'enseignement public gratuit dans les écoles, les instituts et les universités, mais aussi dans l'enseignement

professionnel et technique à tous les niveaux au sein d'une politique de réforme féconde pour accompagner les besoins de la nation.

Noun a pour tâche d'expliquer les objectifs du « Rassemblement » aux enseignants dans nombre d'universités privées parce qu'elle en connaissait un certain nombre et parce qu'elle pouvait se permettre d'être plus libre dans son discours que les enseignants de ces institutions qui craignaient la colère de leur administration et une obstruction de leur part dans ce projet de création de syndicats. Elle se charge aussi d'écrire les procès-verbaux et les communiqués de toutes ces réunions. Elle est également le trait d'union entre ces rassemblements et le « Mouvement syndical indépendant » dont elle faisait partie, mais aussi « Pour une université nationale et indépendante féconde » dont les membres se sont éparpillés dans de nombreux groupes sur les places du 17 octobre. Ce collectif n'a publié qu'un seul communiqué le 22 octobre. *« J'ai été étonnée, lors d'une de nos réunions pour discuter des moyens de former un syndicat des universités, de voir que la majorité des enseignants des universités privées, y compris Rima Majed, n'étaient pas au courant de l'existence d'un « Syndicat des enseignants des universités privées » au Liban qui avait vu le jour à l'aube de l'année 2013. Je les ai informés et je leur ai demandé de chercher à savoir pourquoi*

il n'était pas actif. Je savais que la plupart des activistes du rassemblement étaient novices dans l'action syndicale et que c'était la première fois qu'ils s'y attelaient à l'exception de deux enseignants, l'un issu de l'Université américaine de Beyrouth, Jad Chaaban, le fondateur de l'« Union des enseignants de l'Université américaine à Beyrouth » créée en mai 2013 et professeur à l'Université Rafic Hariri. Le gouffre était énorme entre l'expérience des enseignants de l'Université libanaise et ceux des universités privées en matière d'action syndicale, exception faite de l'expérience de l'ancienne responsable des infirmières Nihad Dawmat qui appartenait au rassemblement des enseignants de l'Université américaine de Beyrouth. »

Noun insiste sur l'absence de représentation officielle des enseignants de l'Université libanaise dans l'Intifada du 17 octobre. En effet, l'Association des professeurs titulaires ne s'y est pas engagé. La participation ce jour-là de Youssef Daher et de quelques-uns de ses membres s'est faite à titre personnel tandis que les autres enseignants rejoignent différents groupes et collectifs. Selon Noun, les réunions collectives ont été très importantes en ce qu'elles ont permis aux enseignants des universités privées d'être informés des problèmes de l'Université libanaise dont ils n'avaient jamais entendu parler et vice-versa. La percée la plus significative, toujours selon Noun, a été les contacts

qui se sont noués entre les étudiants des universités privées et de l'Université libanaise. Des rencontres sont organisées dans les tentes plantées sur les places : *« J'ai participé à des conférences et des séminaires à Beyrouth et dans les districts pour parler des luttes de la création de l'Université libanaise, du mouvement des étudiants et des enseignants qui y étaient engagés, de l'importance de la protection et du soutien de cette institution nationale publique et de la nécessité de la sauvegarder. »* Noun est convaincue que tous les groupes qui se sont créés le 17 octobre sont le produit d'un « sursaut », mais qu'ils n'ont pas survécu parce qu'au départ, ils n'avaient pas de bases solides et ils n'ont pas continué le travail en dépit des efforts. *« Cependant, le fait marquant de cette mobilisation a été ce soulèvement des universités libanaises où les enseignants et les étudiants se sont imposés en nombre dans l'équation dans une coordination évidente. »* Noun précise qu'elle a fait le lien entre l'Université libanaise et les universités privées parce qu'elle connaissait certains enseignants et des étudiants des universités privées depuis les mobilisations des enseignants de l'Université libanaise en mai — juin 2019 et d'autres moments importants précédents.

Il est intéressant de constater, selon Noun, que c'est la conscience que les étudiants avaient des difficultés au sein de l'université qui fait descendre sortir les étudiants de

l'université dans la rue le 17 octobre, à l'inverse de ce qui c'était passé précédemment, en particulier pendant le *hirāk* citoyen « Vous puez » de 2015. Les étudiants avaient alors été entraînés par ce qui se passait en dehors du campus, préoccupations qu'ils avaient amenées en son sein. Forts de leur expérience, les clubs indépendants ont pris part au *hirāk* des enseignants de 2019. Lorsque l'Intifada éclate, ils sont prêts et leur maturité politique et sociale est évidente. Cela se manifeste à travers les slogans affichés ; les questions des transports en commun et du logement universitaire croisaient les revendications d'autres groupes sociaux. *« Les étudiants ont précédé les enseignants. Travaillant à fonder un mouvement syndical avec une dimension politique et sans revendications restrictives, il était manifeste qu'ils allaient guider les mobilisations à venir dans la rue. Nous étions en collaboration étroite et permanente avec les étudiants. Ils veillaient à me consulter dans la plupart des cas et j'essayais pour ma part de ne pas les orienter et de ne pas me montrer paternaliste. Ces tentatives n'ont pas perduré, empêchées par la crise du Corona et la crise économique, en particulier avec l'enseignement à distance et l'absence de contact direct entre tous les participants à l'Intifada. »*

Quant au collectif des professionnels et des professionnelles, il rassemble des professionnels de différents domaines - la santé (la médecine générale, la

dentisterie, la pharmacie), l'ingénierie, l'enseignement universitaire et des écoles, le journalisme (le syndicat alternatif des journalistes), le droit (les avocats en collaboration avec le Legal Agenda), les arts dramatiques, le domaine de l'écriture — et il refuse toutes les politiques sociales, économiques, financières, monétaires et de services du pouvoir en place. Ce collectif s'efforce de rétablir les syndicats et les associations en vue de créer un changement démocratique et d'établir un État laïc fondé sur des principes de justice sociale et d'égalité. Il refuse toutes formes d'exclusion et de discrimination. Le collectif s'est engagé dans de nombreuses élections syndicales, en gagnant certaines et en perdant d'autres. Il organise de multiples mobilisations en coordination avec des groupes du 17 octobre, mais dont ce n'est pas le propos ici. Il obtient le soutien des partis de gauche et laïcs, en particulier du parti communiste, du mouvement des Citoyens et des citoyennes dans un État et le groupe Lihaqqi (« Pour mon droit »). La plupart des domaines étaient représentés pendant les mobilisations du Collectif des professionnels et des professionnelles. La présence des artistes, des acteurs et des réalisateurs est manifeste : conception d'affiches et de vidéos au contenu riche et de facture remarquable. Ils ont également participé à toutes les campagnes des élections syndicales du collectif.

« En dépit de leurs nombreuses tentatives répétées — dont la plus marquante a été l'initiative de la coalition sociale —, les partis de gauche et les groupes de l'opposition n'ont pas réussi à construire un front politique uni pour faire face au pouvoir », nous dit Noun. « Cependant, le collectif des professionnels et des professionnelles a réussi à donner un cadre permettant de rassembler tous les partis et les groupes. Ce qui est beau dans cette intifada du 17 octobre, c'est qu'elle a permis aux groupes en général, et plus particulièrement au collectif, de développer des manières de lutter contre le pouvoir qui soient différentes des mobilisations sur le terrain même si celles-ci sont restées les plus puissantes et les plus spectaculaires ». Selon Noun, comme nombre d'autres groupes, le collectif n'a pas duré et s'est dissout pour de nombreuses raisons qui apparaîtraient ensuite et dont la plus importante était l'égo de nombre de ses fondateurs. La jeunesse de nombreux groupes qui s'étaient formés le 17 octobre et qui n'étaient pas prêts à s'unir ou se rassembler a joué également, de même que le déclenchement de l'épidémie de Corona et la détérioration très rapide de la situation économique et sécuritaire.

« Il est vrai que, conclut Noun, l'épidémie de Corona nous ayant forcés à demeurer chez nous, nous avons perdu tout ce qu'avait construit sur les places le mouvement des enseignants et des étudiants de l'Université libanaise

ainsi que les collectifs professionnels. Cependant, il faut construire sur ces expériences et profiter des lacunes et des erreurs pour les expérimentations ultérieures qui doivent être entreprises. En ce qui concerne, je n'ai pas d'autre choix. Je ne compte pas partir, je reste à l'université, pour elle. Cette connaissance consciente et ces expériences accumulées doivent permettre d'une manière ou d'une autre de développer les moyens de lutter à l'intérieur comme à l'extérieur de l'université. »

Élections étudiantes, chose publique et médias

Samir Skayni

Marianne Samaha

Commençons par la fin: la fin des élections étudiantes à l'Université Libanaise (UL) en 2008, sous prétexte d'une bagarre qui a eu lieu dans un contexte connexe. Cette « dernière fois » a ouvert une nouvelle ère à l'UL: **celle d'étudiants sans représentation**. À première vue, cette expression semble simple.

Il s'agit simplement d'un groupe d'étudiants non représentés, sans slogans ni affiches, qui ne dit jamais devant la classe : « Votez pour moi, je suis des vôtres et j'œuvre pour vous ». C'est normal; il n'y a pas d'élections ici. De toute façon, c'est ce que la direction de l'université ou ses partis politiques essaient de promouvoir: que c'est une affaire courante et qu'il n'y a pas lieu d'organiser des élections. Au mieux, les étudiants conviennent de nommer un délégué chargé d'imprimer leurs dissertations.

C'est ainsi que tout débat sur les élections étudiantes

et l'absence de leur organisation à l'UL est clos. Les limites de ce débat s'inscrivent dans un plan systématique visant à ancrer une notion erronée de la représentation démocratique chez les jeunes ; à éloigner cette jeunesse – la tranche la plus révolutionnaire de la société – de la chose publique ; à renforcer le fossé et la ségrégation entre l'UL publique et les universités privées ; à déterminer deux manières structurellement différentes d'intégrer dans la société les étudiants de chacune de ces deux institutions. Il s'agit, tout simplement, d'un plan conforme à la logique néolibérale qui domine le secteur de l'enseignement supérieur au Liban, tant public que privé.

Analysons-en brièvement les conséquences sur les jeunes en général et les étudiants de l'UL en particulier.

1. La normalisation de la politique comme héritage

L'absence d'organisation des élections étudiantes est une atteinte au droit des étudiants à être représentés politiquement, à choisir démocratiquement un représentant. Cela laisse place à un autre genre de représentation, une « représentation » imposée, qui n'est pas choisie, en vertu de l'identité des forces qui dominent le campus (et la région).

Il n'est pas anodin que les conseils d'étudiants suivent

aujourd'hui la même répartition que ceux de 2008. La politique en héritage commence à l'université avant de s'établir au sein des partis politiques et des institutions publiques. Elle peut sembler étrange par rapport à la logique politique démocratique. Pourtant, elle paraît « normale » pour un étudiant qui vient d'être diplômé de l'UL, après cinq ans durant lesquels il n'a connu que la politique comme héritage au sein de la seule entité étudiante chargée de le représenter. D'où l'usage de l'expression « conseils d'étudiants illégitimes » par les groupes qui se sont opposés à cette approche.

En plus d'apprivoiser les étudiants à travers l'intégration de cette politique comme héritage, ces conseils les introduisent au concept des « forces du fait accompli ». En soulignant leur caractère « illégitime », l'objectif était de s'opposer à la logique que ces conseils employaient pour légitimer leur présence au travers de pratiques non-démocratiques. Il s'agit de ces mêmes pratiques attribuées, en dehors de l'université, à ces « forces du fait accompli », c'est-à-dire aux milices qui contrôlent leurs zones d'influence, y compris le campus. De la même façon, ces conseils tentent de s'auto-légitimer au travers de leur réseau de relations clientélistes, ce qui s'apparente davantage à un chantage déguisé.

Quant aux étudiants des universités privées, ils ne souffrent pas – dans la même mesure que ceux de l’UL – de la présence de ces « forces du fait accompli » qui ont établi leur « légitimité » grâce à des élections qui datent de 14 ans. En 2020, les universités privées ont effectivement organisé des élections étudiantes pour la première fois après le soulèvement du 17 octobre. On a alors beaucoup parlé de ces « clubs » qui ont fait face aux forces qui tenaient le pouvoir au sein des universités, jusqu’à gagner une légitimité électorale supérieure à celle obtenue par le Hezbollah (par exemple) à l’Université Américaine de Beyrouth (AUB) ou par les Forces Libanaises à l’Université Saint-Joseph (USJ). On retrouve ainsi un exemple remettant en cause le cycle de cette transmission héréditaire de la représentation politique des étudiants ainsi que le concept des « forces du fait accompli » qui en découle.

Par conséquent, du fait de son interdiction de participer à une action d’intérêt public et à la répétition de cette interdiction au fil de ses années d’études, l’étudiant de l’UL a intégré son exclusion de la chose publique en général. Cette exclusion est le résultat de l’absence d’épisodes importants tels que les élections étudiantes, entre autres.

2. L'exclusion des jeunes de la chose publique

Dans ce contexte, les rapports que maintiennent les étudiants de ces deux types d'universités vis-à-vis de la chose publique ne sont pas les mêmes. D'ailleurs, cette question des élections étudiantes se scinde en deux volets. Le premier couvre les résultats et la phase qui suit durant laquelle les élus tiennent leurs promesses. Le second, qui est le plus important, est la période qui précède cette première, qui comprend le processus électoral et sa pratique, c'est-à-dire le rapport de l'étudiant à ce processus qui est un rapport public dans lequel participe une collectivité publique. Celle-ci débat en période préélectorale d'une série de questions publiques qui vont au-delà de la personne et des demandes privées de l'étudiant et exige une réponse collective aux revendications (y compris dans le cas d'une logique majoritaire non-proportionnelle, malgré ses défauts). Il faut souligner que ce rapport est d'autant plus important qu'il est « transitoire », puisque l'université est une étape transitoire qui sort l'étudiant du privé vers le public, des règles parentales à l'autonomie, du foyer au marché, de la sphère privée à la sphère publique. Cette transition est jugée anormale dans le cas des étudiants de l'UL à cause de plusieurs facteurs. En particulier, l'absence

d'organisation des élections prive l'étudiant d'une pratique ou d'un processus qui lui aurait permis de choisir lui-même son représentant. C'est ainsi qu'est écrasée chez lui toute impulsion démocratique.

Il persiste une croyance selon laquelle la situation actuelle est « normale ». On fait disparaître les outils qui permettent d'affronter cette situation (nous parlons dans ce cas strictement des outils prétendument disponibles en vertu du contrat entre l'étudiant et la direction ; cela dit, il en existe d'autres tels que s'organiser en dehors de cette réalité et s'y rebeller.). Et en faisant disparaître les moyens d'impliquer l'étudiant dans les affaires publiques de l'université, on fait également disparaître chez lui toute croyance en son rôle dans le façonnement de ces affaires.

Ce phénomène se traduit ainsi sur le campus de l'UL: les étudiants ne connaissent pas leurs droits, ne savent pas qu'ils ont le droit de choisir un délégué chargé d'assister aux séances du conseil de l'université, etc. Finalement, ils n'ont pas l'opportunité de savoir ce qu'aurait pu être leur influence si ces batailles électorales existaient. Ainsi disparaît un espace que les étudiants auraient pu utiliser pour affirmer leur existence et leur refus de la situation actuelle contre laquelle ils militent et que la direction veut présenter comme « normale » - étant entendu que la participation

aux élections est une action capable d'ébranler l'état de stagnation (même si celle-ci prend la forme du boycott des élections). Voici donc le fossé qui exclut l'étudiant de l'UL de son rôle politique à l'université, un rôle essentiel, même plus essentiel que son rôle académique.

Suite à l'absence répétée des élections au fil des années, le fossé s'élargit au point de dépasser le campus universitaire: la direction habitue les étudiants de l'UL à penser qu'ils n'ont rien à voir avec la chose publique, non seulement à l'université, mais aussi au sein de la société.

L'absence d'organisation des élections et la transmission héréditaire de la représentation des étudiants sont parmi les nombreux instruments qui perpétuent cette situation. Il y en a d'autres, tels que la honteuse circulaire 34 dans laquelle l'ancien recteur de l'UL, Fouad Ayoub, a insinué qu'il est interdit aux étudiants de s'exprimer à propos de l'université sur les réseaux sociaux; la décision qui a contraint les étudiants à retourner en classe après s'être absentés pour participer au soulèvement du 17 octobre; la destruction du rôle syndical des professeurs; et la suggestion que les étudiants n'ont pas à mener les combats des professeurs, ni l'inverse, voire retourner les étudiants contre leur professeurs. Toutes ces pratiques sont des instruments qui,

à force de répétition, persuadent l'étudiant que la chose publique ne le concerne, voire ne l'intéresse point.

De plus, les partis au pouvoir au sein de l'université promeuvent l'idée que les revendications devraient être extrêmement individuelles et plates, ne touchant pas au fond politique de la situation qui prévaut. Dès l'arrivée du nouvel étudiant sur le campus, ils font aussi la promotion du même réseau de relations clientélistes qu'ils emploient à l'extérieur de l'université (accueil à l'entrée et services administratifs offerts en dehors du cadre administratif officiel, etc.).

Il est important de clarifier ce qui suit avant de poursuivre cet article: Nous ne disons pas que l'éveil de l'étudiant à la chose publique se limite uniquement aux élections étudiantes, mais qu'il est le résultat de plusieurs facteurs, y compris l'absence d'organisation des élections à l'UL. Toutefois, cela ne signifie pas que le rapport des étudiants des universités privées à la chose publique est diamétralement opposé, seulement parce qu'elles organisent des élections. En fait, ce dernier peut comporter de nombreuses lacunes, majoritairement dues à la logique néolibérale au sein des universités privées, même si des élections étudiantes démocratiques ont réellement lieu.

Dans le cadre de cet article, nous avons fait le tour des principales personnes concernées par la chose publique aujourd'hui, celles qui prennent des initiatives ou dirigent des entités œuvrant pour défendre des questions d'affaires publiques, particulièrement les jeunes qui ont fini leurs études dans les années 2000. Il s'avère que la plupart d'entre eux sont des anciens étudiants d'universités privées, exceptés quelques anciens de l'UL. Je ne crois pas que ce résultat soit une coïncidence: il confirme que le rapport des étudiants de l'UL et celui des universités privées à la chose publique sont structurellement différents.

D'une part, ils se distinguent par l'exclusion des étudiants de l'UL de la chose publique durant leur parcours universitaire, au moyen de plusieurs instruments, notamment l'absence d'organisation des élections étudiantes. De l'autre, ces rapports se différencient par le renforcement des politiques de participation dans les affaires publiques au sein des universités privées. Il faut noter que ce renforcement est souvent une manière de « dorer la pilule » aux étudiants, car il prône une forme de plaidoyer superficiel dans les universités privées, pour privilégier la logique « d'activité » sur la logique de « lutte », ainsi que les réformes marginales sur le changement radical. Finalement, les étudiants des

universités privées en sortent avec un rapport plus étroit au champ de la chose publique.

Le rapport des étudiants à la chose publique étant déterminé en fonction de leur parcours universitaire, ce rapport, à son tour, déterminerait la nature du plaidoyer et la logique selon laquelle il sera formé : il s'agit de la logique des étudiants qui y sont impliqués, qui sont, pour la plupart, des étudiants d'universités privées. Nous ne discutons pas dans ce texte de cette logique en tant que telle ; qu'elle soit efficace ou non, progressiste ou non, libérale ou non, ceci est un autre sujet auquel s'ajoutent d'autres éléments, tels que les moyens financiers des élèves leur permettant de « se consacrer » à l'activité politique. L'espace public se formant selon une seule logique, il devient difficile d'y intégrer d'autres logiques, telles que celle de l'UL. Les propositions « disponibles sur le marché » se limitent donc à des propositions unidimensionnelles.

Ce fossé est alors marqué dans les deux sens: puisque l'UL est absente des affaires publiques, les affaires publiques ne sont pas présentes à l'UL et, par conséquent, l'UL disparaît du débat public. En effet, comment les gens discutent-ils de ce dont ils ignorent l'existence?

3. L'exclusion de l'UL de la sphère publique

Contrairement à l'UL, les élections étudiantes ont lieu périodiquement dans les universités privées, ce qui est normal. Cet épisode prend une place importante dans les médias, allant parfois jusqu'à l'exagération, comme dans le cas des premières élections étudiantes organisées après le soulèvement du 17 octobre. Ainsi, toute discussion concernant l'enseignement supérieur sur les écrans se limite aux élections, celles des universités privées en particulier.

En revanche, la répression des étudiants sur fond de dollarisation des frais de scolarité n'a pas de place à l'écran. La question-même de la dollarisation des frais de scolarité ne passe pas non plus, sauf occasionnellement, ainsi que la nouvelle du licenciement des employés...

Dans tous les cas, les étudiants ont tiré profit de cette médiatisation. Ils ont rencontré un grand succès aux élections étudiantes de 2020, précisément si l'on considère les sièges arrachés aux partis politiques qui, auparavant, dominaient un nombre de campus universitaires. Et c'est ce qui compte.

Toutefois, le danger de cette logique réside dans le fait qu'elle a réussi à leurrer les étudiants. Après cette phase, la couverture médiatique et l'espace qui est accordé aux

étudiants s'est restreint, entraînant une baisse de l'activité de ces derniers, comme s'ils n'existaient plus. La frénésie de la couverture médiatique terminée, leurs gains sont perdus. Cette logique aboutit à considérer l'étape électorale comme une fin, non un moyen. Elle ignore les autres formes de lutte et vide la lutte étudiante de son contenu.

En conclusion, les universités privées ont fait leur apparition dans les médias et devant l'opinion publique grâce à l'épisode des élections qu'elles ont organisées. En revanche, l'UL a été privée de cet espace, à cause de l'annulation des élections sur ses campus. L'absence de cet épisode électoral à l'UL entraîne l'absence d'un espace qu'elle aurait pu occuper et au travers duquel elle aurait pu se présenter au public.

Cet espace a disparu au point où l'on risque de penser que l'UL a cessé d'exister, mais ce, avec des limites; car l'UL apparaît à l'écran lorsqu'il est question d'affaires de corruption (comme le tumulte de la « disparition » des dollars payés pour les tests de la Covid-19 à l'aéroport de Beyrouth, alors que l'UL avait droit à une part des bénéfices), du danger d'effondrement de ses bâtiments universitaires, de la mauvaise qualité de ses infrastructures ou des grèves de professeurs qui réclament leurs droits les plus basiques (les médias du pouvoir incitant contre ces professeurs).

Intentionnellement ou non, le spectateur n'entend parler de l'UL que dans le contexte d'informations négatives, dénigrantes, liées à la corruption et à la négligence, au point que l'UL devient synonyme de ces termes dans l'inconscient des citoyens, puis dans leur conscience.

Cette approche nous paraît plus claire si nous prenons du recul et la replaçons dans son contexte plus large. Il s'agit de la lutte entre les secteurs public et privé dans le cadre du néolibéralisme ou, pour être plus précis, l'attaque du secteur privé contre les institutions du secteur public ainsi que leur diabolisation, dans le but de convaincre les citoyens que l'État est incapable de gérer ses institutions et que la solution serait que le secteur privé prenne le relais: « Regardez l'ingéniosité des universités privées, par exemple, et la régression de l'UL. Ne voulez-vous pas la privatiser? » La situation se complique davantage lorsqu'il s'avère que les responsables des institutions du secteur public sont les mêmes que les bénéficiaires des institutions du secteur privé.

Alors que le Parlement est censé soutenir et renforcer l'UL d'un côté et accroître les contrôles sur les universités privées de l'autre, nous le voyons faire le contraire. Quand on dit Parlement et structures du Parlement, on dit aussi médias, notamment les médias du pouvoir. Il est impossible

de comprendre la logique des médias vis-à-vis des élections étudiantes indépendamment de sa logique vis-à-vis des élections législatives. Lors de ces dernières, le parlement se renouvelle en tant qu'instrument législatif du pouvoir au lieu d'être un instrument du pouvoir législatif.

Lors des dernières élections législatives, les médias ont joué un rôle principal dans la formation d'une « opposition » à la forme la plus douce et la plus conciliante avec le régime. C'est ce même régime qui a été mis en place depuis des décennies et qui détermine au quotidien les règles des élections loin de toute démocratie. Les médias ont également délibérément marginalisé les options électorales ayant pu constituer une opposition sérieuse au régime, tout en en promouvant d'autres. De plus, les défenseurs du secteur privé ont occupé l'espace médiatique le plus large, eux qui, dans la plupart des cas, sont les responsables-mêmes de cet espace. C'est ainsi que la boucle est bouclée.

La relation va dans les deux sens, si l'on veut revenir à ce qui a été mentionné dans la partie précédente à propos du rapport de la jeunesse à la chose publique. Lors des dernières élections parlementaires, il était clair que la force motrice de la plupart des groupes d'opposition, surtout à Beyrouth, était constituée de personnes qui avaient auparavant joué un rôle actif dans les élections étudiantes

(au sein des universités privées, évidemment). Cela vient compléter ce qui a été mentionné ultérieurement par rapport aux conséquences de l'absence des élections étudiantes à l'UL. Le « dynamisme électoral » n'est pas le même chez les étudiants des deux secteurs, au niveau des élections universitaires ainsi qu'aux législatives et leurs suites, ce qui confirme que la logique de traiter les élections étudiantes n'est pas arbitraire : c'est une pierre angulaire de la pensée néolibérale qui domine le secteur de l'éducation.

Concluons par la fin : la fin des élections étudiantes à l'Université Libanaise (UL) en 2008, sous prétexte d'une bagarre qui a eu lieu dans un contexte connexe. Cette « dernière fois » a ouvert une nouvelle ère à l'UL: **celle d'étudiants sans représentation**. À première vue, cette expression semble simple.

***Les étudiants libanais, moteurs
des mobilisations pour le changement:
Mon point de vue sur l'intifada
du 17 octobre 2019⁽¹⁾***

Ghadi Saleh ⁽²⁾

Nous, étudiants, avons pris part à l'intifada dès le premier jour des manifestations, le 17 octobre 2019. Ce jour-là, nous avons envahi les places pour clamer nos revendications sur fond de débat autour de la question de la fermeture ou l'ouverture des établissements scolaires au gré des décisions politiques et des considérations locales.

(1) Ce texte a été traduit de l'arabe par Sarah Rolfo.

(2) Étudiant en droit à l'université libanaise, j'ai vingt ans. Je suis membre du comité de rédaction de la revue « al-Nidā' » et responsable de son site d'information. J'ai commencé à exercer en tant que journaliste en 2019 au moment de l'intifada du 17 octobre et j'ai écrit pour de nombreux sites tels que *Daraj*, *al-Nidā'*, *Pressnews*. Membre du parti communiste libanais, j'ai participé à la révolte du 17 octobre qui a joué un rôle essentiel dans la formation de notre conscience politique.

Cependant, si l'on devait chercher « l'étincelle du déclenchement », tout a réellement commencé lorsqu'un enregistrement sonore de la supérieure du Collège des sœurs salvatoriennes à Abra, Sœur Mona Wazen, dans lequel elle mettait en garde les élèves, et les collégiens en particulier, a circulé sur les réseaux sociaux. Elle leur promettait l'expulsion et l'interdiction de poursuivre leurs études s'ils participaient aux manifestations.

Largement diffusé, cet enregistrement a provoqué dans toutes les régions du Liban la colère des manifestants, qui ont appelé les élèves à descendre dans la rue en réponse aux menaces de Sœur Wazen et pour montrer que leur mouvement « avait cassé la peur ».

Ni le message de l'école affirmant « que l'établissement n'était opposé à aucune mobilisation de la rue pour mettre fin à la corruption du pays », ni les précisions apportées sur le fait que « le message de la supérieure s'adressait à une catégorie d'étudiants qui voulaient partir manifester depuis l'enceinte de l'école sans en avertir leurs proches », ni les excuses de Sœur Wazen sur le ton utilisé, sa colère et ses menaces à l'encontre des élèves, qu'elle a justifiés comme l'expression de son inquiétude à leur égard, n'ont apaisé les mécontentements.

Le matin du 6 novembre fut incroyable ! La réponse

aux menaces de Sœur Wazen était éloquente : le spectacle impressionnant des étudiants rassemblés brandissant des slogans initiait les manifestations à Saïda. Les étudiants, a-t-on dit ce jour-là, écrivaient le prologue d'un livre d'histoire unique⁽¹⁾ dans lequel ils avaient toujours rêvé d'étudier et dont les avaient privés le souvenir pesant de la guerre et ses leaders.

Pour l'occasion, à partir des collèges et des universités plus particulièrement, des cortèges d'étudiants ont envahi les rues. C'était un nouveau chapitre de l'intifada qui s'écrivait, rappelant le mouvement étudiant qui avait joué un rôle actif et novateur entre les années 50 et 70 au Liban.

Nous nous sommes rassemblés devant l'Université internationale libanaise⁽²⁾ et nous nous sommes dirigés vers les facultés pour appeler les étudiants à nous rejoindre. Des jeunes membres du Parti communiste, de l'Union des jeunes démocrates, de l'Organisation populaire nassérienne et d'autres forces mobilisées, s'étaient joints à la manifestation. Il faut souligner ici le rôle incubateur et

-
- (1) Les livres d'histoire dans les écoles libanaises ne sont pas tous identiques selon les établissements puisque les partis au pouvoir ne sont pas d'accord le contenu qui doit y figurer.
- (2) Une branche qui dépend des universités privées et qui a été créée dans les années quatre-vingt-dix du siècle dernier.

rassembleur des étudiants de l'Université libanaise pendant les protestations.

Au début du mois de décembre 2019, les établissements scolaires ont réouvert leurs portes. Mais très rapidement, dès le 5 décembre, les étudiants des écoles et des universités se sont mobilisés dans différentes régions du Liban. Les actions de protestation des écoles secondaires officielles ont insufflé un regain de jeunesse au mouvement du 17 octobre. Les étudiants sont isolés dans leur université et vivent dans l'incertitude de leur avenir. Bien que le système universitaire soit moins strict que celui des écoles, ils sont totalement éloignés des décisions qui les concernent : renouvellement des programmes, planning des cours, prix des livres, etc. avec pour résultat une aliénation généralisée. Cela se passe ainsi dans les universités libanaises : les étudiants sont, pour une bonne partie, opposés aux programmes qui sont totalement déconnectés de leur vie et ils subissent aussi bien évidemment la hausse des prix des livres. Ils doivent également faire face à la privatisation de l'enseignement et à l'apparition d'un nombre croissant d'instituts privés. À cela s'ajoutent les contradictions auxquelles ils sont confrontés entre les affirmations démocratiques de l'État et la réalité des élections étudiantes falsifiées. Nombre d'étudiants ne peuvent se présenter comme candidats à cause de

leur « comportement », leurs convictions politiques ne convenant pas aux autorités. Cette répression subie par les étudiants crée une aliénation extrême qui tantôt aboutit à une forme de passivité, tantôt éclate en une mobilisation spontanée contre les autorités universitaires et la société tout entière.

Les groupes mobilisés dans le mouvement « Saïda se soulève » incluaient de nombreux partis et organisations comme le Parti communiste libanais et l'Organisation populaire nassérienne. À la fin du mois de novembre, il était devenu évident que barrer les routes n'était plus tenable pour la population. Les activistes se sont alors réunis pour décider de la fin de cette action et pour réfléchir à d'autres manières de fonctionner. Dans de nombreuses régions, les barrages avaient provoqué du grabuge, ils ne faisaient pas l'unanimité et avaient essuyé de nombreuses condamnations après des échauffourées entre automobilistes et activistes. Selon certains activistes de Saïda, des étudiants avaient assisté à leur réunion et s'étaient montrés prêts à se mobiliser dans les établissements scolaires. L'idée d'organiser une protestation étudiante était née. Les activistes de Saïda se considèrent comme étant à l'initiative de cette mobilisation qui a gagné très rapidement toutes les villes et régions du Liban. Celle-ci a été décidée après que la Sûreté militaire leur

avait imposé de coordonner leurs actions avec les services de renseignements de la ville. Les menaces sécuritaires et politiques à l'encontre des protestataires s'étaient en effet intensifiées au Liban pour interdire le barrage des voies à la suite de blessés et de l'arrestation de nombreux activistes.

Des centaines d'étudiants se sont rendus Place Elia où ils se sont concertés avec les activistes présents pour organiser une marche étudiante. Ces étudiants ont organisé des rassemblements devant certains établissements scolaires de Saïda pour appeler les élèves à faire grève et à manifester. L'appel s'est diffusé et cinq mille élèves des établissements de la ville et des environs y ont répondu pour former une manifestation de grande ampleur. Celle-ci a précédé ces mobilisations étudiantes mémorables dans tout le Liban qui ont débuté le 6 décembre 2019 et ont duré environ deux semaines. La mobilisation des étudiants de Saïda leur avait montré l'exemple. Des activistes de « Saïda se soulève » ont raconté que ce mouvement précurseur des étudiants de Saïda avait eu lieu après une action qui avait rapidement gagné toutes les régions et toutes les villes du pays, où les véhicules arrêtés au milieu de la rue klaxonnaient sous la bannière de : « klaxonne pour la révolution ! ».

Une commission étudiante pour gérer la mobilisation
- rassemblant les étudiants de l'université libanaise, les

étudiants des universités privées ainsi que les collèges publics et privés - s'est formée à Saïda. Voir des jeunes avec une telle différence d'âge – ils avaient entre 15 et 25 ans - coordonner leurs actions avec les activistes de la Place Elia était magnifique ! Ce comité de coordination contactait les directions des établissements scolaires pour leur demander de fermer leurs portes pendant les journées de grève générale. Des feux de pneus en caoutchouc étaient allumés devant l'établissement qui refusait, ainsi les étudiants ne pouvaient pas venir en classe et avaient la possibilité de se rendre aux manifestations. Cela a incité les élèves et les étudiants à se rassembler Place Elia et dans quelques rues de la ville. Très vite les directions des écoles se sont mises à fermer automatiquement les écoles dès qu'elles recevaient l'appel du comité de coordination. Les directions des écoles de Saïda étant rassemblées dans un réseau organisé de concertation pour prendre des décisions à l'unanimité, les directeurs de quatre collèges furent mandatés pour négocier avec « Saïda se soulève ». Il fut décidé que toute école dont les étudiants ne souhaitaient pas faire grève n'y serait pas contrainte à condition que la direction de l'établissement n'empêche pas les élèves de participer s'ils le souhaitaient. Le réseau s'est ainsi retrouvé engagé par ce qui était décidé Place Elia lorsque les activistes se prononçaient pour une grève étudiante générale et la fermeture de la ville.

On a vu également se rassembler Place Elia un certain nombre de diplômés, filles et garçons, de l'université libanaise pour la plupart, venus avec leurs diplômes pour dire que ceux-ci ne leur avaient pas permis de trouver du travail à cause des règles de l'emploi communautaire et des quotas. Ils ont clamé haut et fort que « le taux de chômage avait beaucoup augmenté à cause de ces politiques » et ont exigé que leur droit au travail soit respecté. À côté de cela, le mouvement des étudiants de Saïda a organisé « une veillée du feu » au mois de février pour signifier que « la flamme du mouvement brûlait toujours et que son flambeau continuerait à éclairer le chemin des générations futures pour un avenir meilleur. »

Le conflit social pèse sur le mouvement étudiant qui lui-même l'influence : soit le mouvement étudiant se range derrière les forces qui luttent pour le changement social et par là-même participe à la destruction de la société existante et au mouvement de l'histoire, soit il se range du côté des forces qui l'entravent et perpétuent l'exploitation et l'oppression.

L'équilibre entre forces politiques et capacité des forces révolutionnaires à faire bouger le conflit est garanti. En effet le mouvement n'est pas constitué d'une classe indépendante en soi mais plutôt d'individus issus de classes

sociales différentes : on y trouve des enfants de grands propriétaires terriens ou issus de la bourgeoisie, d'autres sont des enfants d'ouvriers, de paysans pauvres, de petits agriculteurs et autres prolétaires.

En vertu de l'hétérogénéité qui le domine, le mouvement est traversé par deux visions contradictoires : une ligne révolutionnaire et une ligne réactionnaire et opportuniste. La première tente d'organiser, d'encadrer et de diriger la lutte étudiante tout en la liant à la lutte des classes et le combat national. L'autre essaie de le domestiquer, de le mettre à genoux et de le circonscrire à des exigences limitées.

Il n'est pas possible de définir la mission globale du mouvement étudiant si l'on ne connaît pas sa position dans la lutte, si l'on n'a pas conscience, au sein même de celui-ci, de la tâche qui pèse sur les épaules du mouvement révolutionnaire. La mission fondamentale de celui-ci, qui peut se décliner à tous les niveaux - syndicaliste, politique et culturel - se résume à lier le combat étudiant sur tous ses fronts à la lutte des classes et la lutte nationale. Autrement dit, le mouvement étudiant doit se constituer en faction de la révolution nationale démocratique et socialiste qui va faire voler en éclat les rapports de production existants et nous libérer de l'impérialisme mondial.

Pour terminer, avec la crise que vit aujourd'hui le

pays et qui s'accroît tous les jours, on peut s'attendre à voir s'intensifier la mobilisation des foules, des étudiants et des ouvriers même si nous doutons qu'elle soit de grande ampleur. En effet, selon nos leaders, pour que ces mouvements d'étudiants puissent croître réellement, il faudrait qu'ils s'unissent à la classe ouvrière car seuls les ouvriers sont capables de menacer la société capitaliste et la forcer au changement.

En octobre 2019, un soulèvement d'une ampleur sans précédent éclate au Liban, unissant une large partie de la société au-delà des clivages confessionnels, régionaux ou de classe. Pour la première fois depuis la fin de la guerre civile, l'oligarchie au pouvoir depuis des décennies est désignée dans son ensemble comme responsable de la crise dans laquelle commence à s'enfoncer le pays. Les jeunes générations sont au cœur de ce soulèvement, revendiquant le droit de ne pas être exilés, ainsi que l'accès à une éducation publique, gratuite et de qualité et à une offre de travail locale. Quelques années plus tard, la société libanaise sombre dans la plus grande crise de son histoire contemporaine. Celle-ci touche les différents secteurs du pays, et en particulier l'enseignement supérieur, maillon clé d'un modèle économique d'inspiration néolibérale basé notamment sur l'exportation massive d'une main-d'œuvre hautement qualifiée. Ce livre examine la manière dont le modèle dominant néolibéral de l'enseignement supérieur est adapté et contesté dans le contexte libanais depuis le début des années 1990. Il vise en particulier à analyser d'un côté les reconfigurations de l'enseignement supérieur induites par la crise socioéconomique et politique qui s'est intensifiée à partir de 2020 et, de l'autre, les résistances à ce modèle, en particulier au sein du mouvement étudiant et parmi les enseignants-chercheurs à l'Université libanaise et durant l'intifada d'octobre 2019. Au-delà des questionnements scientifiques soulevés par nos recherches, ce livre vient répondre aussi à la nécessité de rendre justice aux acteurs sociaux qui ont cru, du moins quelque temps, dans la possibilité de changer le système et de construire une société plus juste et plus égalitaire au Liban.

